

En Espagne

**Le roi Juan Carlos demande à l'armée de respecter le pouvoir civil**

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 240 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 35 c. ; Grèce, 50 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Lituanie, 0,350 Lt. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Royaume-Uni, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 18  
5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Un pacte de non-agression Est-Ouest

Sans attendre la publication de la déclaration politique qui doit synthétiser les travaux des dirigeants des sept pays membres du pacte de Varsovie, on fait connaître dès le mercredi 5 janvier la principale proposition qu'ils ont à faire aux pays membres de l'OTAN : la conclusion d'un traité « sur le non-recours réciproque à la force et sur le maintien de rapports de paix ».

M. Reagan, qui paraît avoir pris quelques leçons de diplomatie au cours des dernières semaines, et qui tenait mercredi soir une conférence de presse à Washington, a réagi avec prudence à cette nouvelle proposition, bien évidemment inspirée par Moscou. Selon lui, il y a là « quelque chose à considérer » et il faut « en parler avec les alliés ». Cela ne veut pas dire que le président des États-Unis ait été enthousiasmé par l'offre venue de Prague. Mais simplement qu'il commence à comprendre la tactique soviétique : plutôt que de rejeter purement et simplement les multiples propositions du Kremlin, en leur reprochant d'être vides de sens, il préfère prendre son temps, les étudier, en feindre de les faire, et utiliser ce délai pour préparer et informer l'opinion. Car celle-ci joue déjà et va jouer un rôle croissant dans l'affrontement diplomatique entre les deux blocs.

Il serait étonnant que la dernière proposition de M. Andropov soit prise très au sérieux à Washington. Le problème essentiel qui se pose dans les relations Est-Ouest est, en effet, celui de la confiance. Or, jamais dans l'histoire — qui compte bon nombre de pactes de non-agression, les plus souvent vite dénoncés ou oubliés — la confiance n'a été créée artificiellement par décret. C'est un état d'esprit qui ne peut naître que de comportements bien concrets et vérifiés sur une longue période. C'est ainsi que des gestes militaires et significatifs à propos des SS-20 seraient bien plus convainquants que la proposition de Prague. Un calendrier précis sur le retrait de l'armée rouge d'Afghanistan ferait beaucoup plus pour rétablir un climat favorable qu'une déclaration d'intention.

En attendant, un pacte de non-agression entre l'Est et l'Ouest est déjà implicitement contenu dans l'acte final d'Helsinki, signé par tous les pays membres des deux alliances. Le principe de non-agression est également inscrit dans la charte des Nations unies, et il a été maintes fois réaffirmé par l'OTAN. Lors du sommet tenu en juin dernier à Bonn, les alliés ont encore affirmé que leurs armées « ne seraient jamais utilisées autrement que pour répondre à une agression ».

L'autre proposition faite à Prague, ce jeudi matin, concerne l'ouverture « sans délai de conversations directes pour la non-agression ou la réduction substantielle des dépenses militaires ». Il s'agit là, apparemment, d'une concession faite par les autres pays de l'Est à la Roumanie, dont le président Ceausescu réclamait depuis longtemps l'adoption d'une telle proposition. Mais, là encore, il est peu probable qu'elle soit suivie rapidement d'effet.

De telles conversations supposeraient en effet la « transparence » des dépenses militaires soviétiques, dont l'ampleur et la ventilation nous échappent largement. Comment s'entendre sur la réduction de budgets militaires globaux et sans doute peu comparables si l'on n'arrive pas à s'entendre d'abord sur la limitation et la réduction de systèmes d'armes qui ont au moins le mérite d'être bien connus de chaque partie ? Des négociations, pour être sérieuses, doivent porter sur la réalité, non sur de vagues intentions.

(Lire nos informations page 4.)

## A.T.T. et Philips envisagent de créer une filiale commune dans les télécommunications

American Telephone and Telegraph, le géant américain du téléphone, et le groupe néerlandais Philips ont annoncé, le 5 janvier, qu'ils avaient signé un accord de principe pour créer une société commune.

Cette filiale dont le capital sera détenu à égalité par A.T.T. et Philips aura pour objectif de vendre sur le marché mondial, à l'exception des États-Unis, des matériels de télécommunication. La mise au point définitive de l'accord reste cependant subordonnée à des « études complémentaires ».

### Le partage du marché mondial

L'industrie mondiale des télécommunications connaît une gigantesque redistribution des cartes. L'apparition des technologies électroniques et, demain, optiques, la croissance du trafic, la multiplication des nouveaux services et produits, bouleversent un marché qui, à l'échelle mondiale, est un équilibre ténu des forces entre quelques grands groupes internationaux, européens pour la plupart.

La vague de déréglementation qui a gagné les États-Unis va mettre fin au quasi-monopole d'American Telephone and Telegraph, le géant, possesseur et héritier du Bell System, qui règne depuis plus de cinquante ans sur le téléphone outre-Atlantique.

Ce marché américain, qui s'entre-bâille pour de nouveaux venus, a un corollaire : A.T.T. va devoir trouver hors des États-Unis l'équivalent de ce qu'il va laisser à la concurrence sur son ancienne chasse gardée. On estime que, au cours des cinq prochaines années, la part d'A.T.T. sur le marché américain des matériels de télécommunications va revenir de 80 % à 65 %.

Cette offensive sur le marché mondial du groupe américain, fort de ses 13 milliards de dollars de chiffre d'affaires (rien que pour les ventes de matériels), des 1 700 millions de dollars dépensés chaque année en recherche-développement par les Bell Laboratories, était donc attendue, et redoutée, depuis plus de deux ans.

Pourtant, même une firme de la puissance d'A.T.T. ne peut s'implanter du jour au lendemain sur le marché mondial. Il lui manque un réseau commercial ; les « introductions » auprès des gestionnaires des réseaux de télécommunications en Europe et dans le reste du monde.

Il lui faut également « adapter » ses produits aux normes en vigueur hors des États-Unis. Ainsi, son nouveau central électronique (le SS-5) utilise des modes de transmission

des signaux (vingt-quatre canaux) différents de ceux en vigueur en Europe (trente canaux).

A.T.T. a donc cherché un partenaire non américain qui lui permette de briser les étapes. Cet « associé », il l'a apparemment trouvé en la personne du groupe néerlandais Philips.

J.-M. QUATREPOINT.  
(Lire la suite page 22.)

## Un projet révolutionnaire pour les collèges

Les élèves choisiraient un « tuteur » parmi les professeurs  
Les horaires des enseignants seraient unifiés

Sous le titre « Pour un collège démocratique », M. Louis Legrand, professeur de sciences de l'éducation à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, a présenté, ce jeudi 6 janvier, le rapport de la « mission d'étude pour l'amélioration du fonctionnement des collèges » qu'il vient de remettre à M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale. La mission qu'il a animée durant une année avec une « équipe de pilotage » (1) avait pour but de proposer des mesures répondant à « l'objectif prioritaire du gouvernement en matière d'enseignement, à savoir la réduction des inégalités sociales et la lutte contre l'échec scolaire ». Les collèges, qui s'intègrent dans la scolarité obligatoire, comptent 2 500 000 élèves dans l'ensei-

gnement public (où plus de 160 000 professeurs sont employés) et plus de 600 000 dans le privé.

M. Legrand a utilisé les conclusions des expériences qu'il a menées à l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) et les réflexions des commissions mises en place à l'occasion de la mission. Il estime qu'« aucune transformation en profondeur » ne se fera sans « la volonté active des professeurs ». Tout en sachant que le changement demandera de longues années.

Le ministre de l'Éducation nationale devrait annoncer dans la seconde quinzaine de janvier les décisions qui lui inspire ce rapport, après avoir recueilli les avis des organisations syndicales.

Démocratiser l'enseignement. Ces seuls mots suffisent à évoquer à la fois un vieux rêve de la gauche et une illusion de la droite. Jamais, en effet, les petits Français n'ont eu les mêmes chances d'accéder au savoir et à la réussite sociale. Au contraire, notre société s'est construite et repose encore sur une hiérarchie qui se reproduit à travers le succès des enfants des milieux socio-culturels fa-

vorisés et l'échec de ceux des milieux populaires.

Question de cultures plus qu'intelligence. L'échec scolaire même aujourd'hui au chômage, à la violence. Situation intolérable pour un gouvernement de gauche, d'autant plus qu'elle contribue à fragiliser un système social déjà bien mis à mal par la crise économique.

A travers les quelques trois cents pages que M. Louis Legrand, chercheur en sciences de l'éducation et membre du P.S., vient de rendre publiques, le ministre de l'Éducation nationale dispose d'orientations cohérentes.

Ce serait pour le moins une « révolution » dans le système éducatif si le gouvernement y engageait sa volonté politique. Or il y a urgence.

En dépit des intentions affichées par les gouvernements successifs de la V<sup>e</sup> République depuis un quart de siècle, le fossé des inégalités n'a cessé de se creuser, surtout depuis la prolongation de la scolarité de quatorze à seize ans décidée par le gouvernement du général de Gaulle en 1959.

La décision en 1963 de Christian Fouchet, alors ministre de l'Éducation nationale, de réunir sous un même toit dans des établissements polyvalents — les collèges d'enseignement secondaire (C.E.S.) — tous les élèves de premier cycle (de la sixième à la troisième) fut à l'époque considérée comme un progrès... et dix ans plus tard dénoncée comme une ségrégation inadmissible.

A l'entrée dans les C.E.S., les élèves étaient, en effet, répartis entre trois filières : « type lycée » pour les « bons élèves » ; « type collège » (avec des professeurs bivalents) pour les « moyens » ; classe de transition (avec des instituteurs spécialisés) pour les élèves en difficulté. La diversité des statuts, des horaires de service et des rémunérations des enseignants y a en outre servi de terrain à une tension syndicale de plus en plus vive.

CATHERINE ARDITTI.  
(Lire la suite page 2.)

● La lutte contre le terrorisme en Corse : un entretien avec M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. (Page 10.)

● La réforme du statut des fonctionnaires : le point de vue de M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique. (Page 9.)

## Le Vietnam à l'heure du pragmatisme

Alors que Phnom-Penh et Hanoi s'apprêtent à célébrer, vendredi 7 janvier, le quinzième anniversaire du renversement du régime khmer rouge et son remplacement par un gouvernement pro-vietnamien, de violents accrochages se sont produits mercredi le long de la frontière khmère-thaïlandaise. Des soldats khmers, commandés par des Vietnamiens, ont attaqué des positions tenues par la résistance.

D'autre part, la chassé-croisé diplomatique autour de Cambodge se poursuit. Le prince Sihanouk, qui a décidé de cesser temporairement ses ac-

tivités de chef de la coalition, a protesté mercredi contre la décision de l'Inde de ne pas l'inviter à la prochaine réunion au sommet des pays non alignés. Enfin, alors qu'il se confirme que la Chine se dit prête à chercher une solution au problème cambodgien, Hanoi réaffirme sa volonté de négocier, sans pour autant vouloir renoncer aux acquis de sa politique, comme l'écrit notre envoyé spécial Jacques de Barrin dans le premier article de son reportage au Vietnam.

### I. - L'épine cambodgienne

De notre envoyé spécial JACQUES DE BARRIN

Hanoi. — Parce que l'Union soviétique cherche à apaiser ses différends avec la Chine, parce qu'en octobre dernier, à New-York, le « Kampuchéa démocratique », sous la houlette du prince Sihanouk, s'est vaillamment confirmé dans ses

ajoute-t-il, « Nixon a conclu les accords de Paris qui mettaient fin à la guerre américaine. Lorsqu'ils échouent dans leur entreprise, les faucons sont contraints de changer de politique ».

(Lire la suite page 8.)

## UN GRAND ÉCRIVAIN AUTRICHIEN

### Aveux et paradoxes de Thomas Bernhard

Intitulé la Cave, le second volume d'un cycle dans lequel l'écrivain autrichien Thomas Bernhard évoque son adolescence et sa jeunesse vient de paraître en France, confirmant la place de premier plan dans les lettres allemandes d'un homme qui, dans sa vie comme dans son œuvre, n'a eu que des paradoxes.

Il ne cache pas son aversion pour tout ce qui est autobiographique, mais affirme qu'après le cinquième volume du cycle sur sa vie, il a décidé de tirer un trait définitif. Il est considéré, avec Peter Handke — son benjamin d'une dizaine d'années — comme un très grand poète, romancier, auteur dramatique, qui donne à l'Autriche une place prééminente dans la littérature de ce temps, mais vit, depuis plus de quinze ans, pres-

que cloîtré dans la ferme de Haute-Autriche où, à coups de livres courts, incisifs, incongrus, il poursuit une œuvre hantée par la folie, la maladie et la mort.

Il déteste obstinément les interviews parce qu'il ressent chaque fois que « toute conversation entre inconnus est impossible », mais il a bien voulu nous recevoir dans sa retraite et il a su trouver les mots qui devaient sa personnalité, tout en préservant son secret.

Autant de singularités qui font la richesse d'un auteur qui ne cherche pas à oublier les laideurs de notre société, qui ne s'y complait pas non plus, mais qui, de livre en livre (son premier roman s'intitulait *Gel*, un de ses récents volumes s'appelle *le Froid*), profère de longues accusations contre le monde, responsable de l'avoir « gelé », et répète : « Tout est Enfer, le Ciel et la Terre, et la Terre et le Ciel sont l'Enfer ».

Le succès de Thomas Bernhard est immense dans les pays germaniques — il a reçu le Prix Georg Büchner en 1970 — la plus grande consécration des lettres allemandes — pour cette œuvre pleine de rage, d'ironie et de musique, si fortement imprégnée de Dostoïevski. Il va, sans aucun doute, mais plus lentement, recevoir le même accueil en France.

(Lire page 15, dans « Le Monde des livres », l'interview de Thomas Bernhard par JEAN-LOUIS DE RAMBURES.)

**Lire et relire un chef-d'œuvre**

GABRIEL GARCIA MARQUEZ

**Cent ans de solitude**

ROMAN

traduit de l'espagnol par Claude et Carmen Durand

**Prix Nobel de littérature**

**au Seuil**

### AU JOUR LE JOUR

Comme on ne peut pas aller le chercher avec un camion-grue, il faut trouver un point de chute pour ce satellite soviétique qui fait l'orbite buissonnière, et menace de nous tomber sur la tête.

On veut croire que les nouveaux dirigeants du Kremlin feront tout, après leur proposition de pacte de « non-

### Menace

agression », pour éviter qu'il ne s'écroule au-dessus de la Maison Blanche ou du quartier général de l'OTAN. Idem pour les pays amis.

Reste la Corée, à laquelle certains ont déjà songé. Mais il est inutile d'essayer : le commissaire Broussard veille.

BRUNO FRAPPAT.



Le Monde

# dossier

## LES PROPOSITIONS DE M. LOUIS LEGRAND « POUR UN COLLÈGE DÉMOCRATIQUE »

- Les redoublements seraient limités au maximum
- Les élèves choisiraient un « tuteur » parmi leurs professeurs
- L'horaire serait le même pour tous les enseignants

Voici les principales propositions du rapport de M. Louis Legrand. Pour un collège démocratique.

- L'entrée en sixième.
- Elle ne doit plus être un palier de sélection. En principe, tous les élèves ayant atteint onze ans dans l'année entrent au collège, mais une « commission de passage », composée de professeurs et du chef de l'établissement, d'instituteurs des classes primaires d'où viennent les élèves et de parents, peut décider le redoublement pour un an de ceux qui présentent des difficultés en lecture.
- L'organisation des classes de sixième et de cinquième.

Au début de l'année, le principal répartit les élèves de sixième en « ensembles » hétérogènes de cent quatre au maximum. La répartition se fait, par exemple, par ordre alphabétique. Chaque ensemble est constitué de divisions de base, elles aussi hétérogènes, qui ne peuvent dépasser vingt-six élèves. Cet effectif est réduit pour les disciplines nécessitant des travaux d'atelier ou de laboratoire.

Les professeurs d'un « ensemble » constituent une équipe pédagogique qui pourra, à partir du deuxième mois d'enseignement en français et en mathématiques, et à partir du second trimestre en langue vivante, décider « la constitution de divisions homogènes par matière ». Regroupant, dans chacune, des élèves de même niveau. Ces divisions homogènes sont temporaires, et celles composées d'élèves faibles doivent avoir un effectif plus réduit. Pour toutes les autres matières, les élèves restent dans des divisions hétérogènes de base qui peuvent être regroupées, par exemple, pour des travaux interdisciplinaires ou des séances d'information. En cinquième, le même dispositif est mis en place sur la base des observations faites en sixième.

L'évaluation des élèves est dite « formative ». Il s'agit pour les équipes pédagogiques d'établir, au moins tous les trois mois, un « constat sur les progrès des élèves de l'ensemble » qui pourra conduire à des réaménagements de structures ou d'affectation d'élèves dans les groupes homogènes.

Chaque semaine, l'équipe pédagogique peut consacrer une demi-journée à des ateliers (activités optionnelles interdisciplinaires, ou artistiques hors programme...) entre lesquels les élèves choisissent.

● L'organisation des classes de quatrième et de cinquième.

Le quart des élèves sont éliminés du collège avant d'atteindre la classe de quatrième. Ils entrent en lycée d'enseignement professionnel (LEP) ou - c'est plus « dramatique » - en classe préprofessionnelle de niveau (C.P.P.N.), « filière sans débouchés sérieux ».

Dans l'immédiat, le maintien de l'entrée en LEP en fin de cinquième doit être considéré comme une mesure transitoire, maintenue exclusivement sur la base du volontariat, et dans des structures d'accueil modifiées : abaissement des effectifs par classe et des horaires des élèves, mise en œuvre d'une « pédagogie inductive » permettant de « motiver » les jeunes. La durée de préparation à un C.A.P. pourrait, dans ces conditions, être portée de trois à quatre années.

Dans le même temps, le collège doit être transformé - au fur et à mesure que se tarira l'entrée en LEP - Le rapport suggère de recon-

struire, pour les structures, le dispositif préconisé pour la sixième et la cinquième (ensembles regroupés d'élèves...) et d'ajouter des options au « tronc commun » d'enseignement, le tout dans une perspective de réajustement des diverses activités. Les C.P.P.N. sont supprimés et les élèves en « grande difficulté » réunis dans des « groupes homogènes faibles », dédoublés pour faciliter l'individualisation de l'enseignement et la mise en œuvre d'une « pédagogie de projet ».

Les sections d'éducation spécialisées (S.E.S.) sont maintenues, mais leurs élèves sont associés à certains enseignements communs à l'ensemble du collège.

● Les horaires et le réajustement des activités.

Dans l'immédiat, il conviendrait d'assurer effectivement les horaires prévus pour les enseignements artistiques et l'éducation physique, et d'abaisser les effectifs pour les travaux de laboratoire et d'atelier.

A terme, le rapport est beaucoup plus ambitieux puisque son auteur souhaite augmenter, pour tous les élèves, les horaires des activités artistiques et d'un enseignement polytechnique remplaçant l'éducation manuelle et technique mieux adaptée à l'insertion dans la société. En quatrième et troisième, il veut offrir plus d'options. Le tout sans surcharger l'emploi du temps des élèves.

Pour atteindre cet objectif, le rapport formule trois hypothèses, sans cacher celle qui a la préférence de la commission : l'organisation du temps y repose sur des « séquences » de cinquante minutes. En sixième et en cinquième, trente-deux « séquences » (soit vingt-six heures et quarante minutes au lieu de vingt heures actuellement) seraient réparties à égalité entre huit disciplines : français, mathématiques, première langue vivante, sciences humaines, sciences de la nature (dont trois séquences à effectif réduit), arts (musique et arts plastiques), enseignement polytechnique (dont trois séquences à effectif réduit), éducation physique. Le français et les mathématiques disposent d'une « séquence » obligatoirement consacrée à des activités interdisciplinaires.

En quatrième et troisième, la même hypothèse serait reconduite pour les enseignements de « tronc commun ». Les élèves devraient, en outre, choisir deux options (de trois séquences chacune) parmi neuf proposées : latin, grec, seconde langue vivante, première langue vivante renforcée, sciences de la nature renforcée, enseignement polytechnique renforcé, arts, éducation physique.

● L'évaluation et l'orientation des élèves.

Le rapport propose de dissocier, au cours des quatre années de scolarité au collège, l'évaluation pédagogique de l'orientation.

L'évaluation des élèves ne doit plus consister en une appréciation des résultats ponctuels, par discipline, et par année. Elle devrait s'intégrer dans le processus de formation. Ce que M. Legrand intitule « évaluation formative » implique que l'équipe éducative puisse situer à tout moment « les performances de chaque élève par rapport à des programmes disciplinaires traités en continu », c'est-à-dire couvrant les quatre années de la scolarité au collège.

En revanche, au début de chaque

année scolaire le « constat » fait par l'équipe doit permettre de décider des aménagements de programmes et des groupements d'élèves. Il n'y aura plus de redoublement de classe. C'est seulement la dernière année de scolarité au collège qui est l'occasion d'un « bilan pédagogique général » et donc d'une évaluation des résultats. Seuls les collégiens n'ayant pas atteint l'âge limite de la scolarité obligatoire (actuellement seize ans) et n'ayant pas « maîtrisé les objectifs correspondant à l'accès » en second cycle pourront redoubler la classe de troisième.

Le « brevet des collèges » sera délivré à tous les élèves parvenus à ce terme. Ceux qui auront volontairement choisi l'enseignement professionnel après la cinquième, obtiendront ce brevet à l'issue de leur seconde année en LEP.

La classe de troisième demeure un « palier de sélection conduisant aux différentes filières d'un second cycle diversifié ». L'absence de sélection avant ce terme et surtout les nouvelles habitudes pédagogiques (information active sur le monde professionnel, travail autonome, auto-évaluation, projets interdisciplinaires...) devraient permettre à l'adolescent de faire « des choix personnels responsables », et non plus de « subir par soumission passive » des décisions négatives.

● Le tuteur.

C'est un élément capital du dispositif imaginé par la commission Legrand. Le tuteur est un professeur qui prend en charge, pour au moins un an, un groupe de douze à quinze élèves d'un même niveau et si possible d'une même division hétérogène de base. Il apporte à chacun d'eux une « aide intellectuelle et affective » rencontre les parents, exerce une fonction de médiateur entre chaque élève et les autres professeurs, harmonise les « projets éducatifs » élaborés avec les élèves et les « projets d'établissement ».

Tout professeur est tuteur. Les conseillers d'éducation et documentalistes peuvent l'être s'ils le souhaitent. C'est dans chaque groupe suivi par un tuteur que sont élus les « délégués-élèves ». Ce sont les élèves qui choisissent leur tuteur après huit semaines en sixième, dès le début du premier trimestre pour les autres classes. Un changement de tuteur peut intervenir à tout moment par « adjonction ». Le tuteur faisant partie du service des enseignants, la fonction de professeur principal est supprimée.

● Equipements, conseils et pouvoir de décision.

Outre l'équipe pédagogique pluridisciplinaire qui comprend tous les

professeurs d'un « ensemble », le rapport suggère la mise en place d'une « équipe éducative » comprenant, en plus, les professeurs, des représentants des élèves, des parents, des administrateurs, des agents. Elle participe à l'élaboration et assume l'application des « projets éducatifs » qui portent sur tous les aspects de la vie collective.

Un « conseil d'ensemble » remplace le conseil de classe, chargé en particulier de l'évaluation formative ; il comprend les professeurs de l'ensemble et les conseillers d'orientation. Parents et élèves leur sont associés au moment du bilan de fin de scolarité et de l'orientation.

Le conseil d'établissement est l'« instance démocratique » où se décide la politique pédagogique et éducative pour la totalité de l'établissement. Professeurs, parents, associations locales et autorités municipales y participent.

Des conseils d'enseignement par discipline coordonnent les décisions pédagogiques. Le chef d'établissement et son adjoint sont présents de droit dans tous les conseils.

● Le service et la formation des enseignants.

Les disparités actuelles dans les horaires, le statut et la rémunération des enseignants « n'ont plus aucune justification ». M. Legrand propose que tous les professeurs de collège assurent seize heures d'enseignement par semaine et consacrent trois heures à la concertation et trois heures au tuteurat, soit au total vingt-deux heures par semaine dans l'établissement (1).

Le nouveau professeur de collège ne devra plus être préparé à la connaissance d'une discipline mais d'une « famille de disciplines », ainsi qu'à la psychologie, la sociologie et la communication.

Cette « polyvalence de formation » pourrait se traduire par une « polyvalence d'exercice » dans certaines classes où les élèves auraient affaire à un groupe restreint de professeurs : des deux dernières années d'école élémentaire à la fin de la cinquième. A long terme, c'est pour M. Legrand, autour de ce schéma que devrait s'articuler l'« école de base » tandis que, dans la perspective d'une prolongation de la scolarité à dix-huit ans, les classes de quatrième et troisième s'articuleraient sur des classes de deuxième et première polyvalentes.

(1) Actuellement, selon leur catégorie, les enseignants doivent un service hebdomadaire qui va de quinze heures (ségrégés) à vingt-quatre (instituteurs en collège).

### Une formation polytechnique pour tous

Le rapporteur estime qu'il est indispensable de repenser la place du « fait technique » dans le cours de l'enseignement obligatoire dispensé au collège. Bien que la formation professionnelle ne soit plus à prendre en compte « comme telle » dans ces établissements, M. Legrand souhaite que les jeunes aient la possibilité de recevoir des informations relatives à « la compréhension du monde contemporain ».

Le rapporteur reconnaît que les activités technologiques sont de moins en moins fréquentes dans l'enseignement. L'évolution des sociétés industrielles conduit à minorer la place de ces activités pourtant essentielles « au besoin d'action concrète sur la matière ». Pourtant, l'étude du fait technique offre aux jeunes une possibilité d'apprentissage liée à des situations concrètes. Mais le rapporteur précise que l'enseignement de la technologie ne « saurait être considéré comme réservé à ceux qui sont jugés inaptes à l'enseignement intellectuel traditionnel ». L'objectif de développer l'enseignement technique est donc difficile à mettre en place, car, dans ce domaine, il faut se garder de faire de cette discipline « un instrument de ségrégation sociale ».

### La pédagogie de projet

La pédagogie dite de projet repose sur une condition fondamentale : l'engagement affectif de l'élève dans la tâche. C'est-à-dire qu'elle consiste à créer une « situation d'apprentissage personnel » en s'appuyant sur deux éléments : l'intérêt spontané pour la tâche à effectuer et le besoin de socialisation (être reconnu par les autres : agir avec et sur les autres).

Quand M. Legrand veut caractériser cette pédagogie de projet, il cite, outre la valeur affective du sujet d'étude pour l'élève : une division du travail préalablement discutée et non imposée ; une planification des activités ; la production d'un « chef-

### Un projet révolutionnaire

(Suite de la première page.)

Cédant à la fois à la pression de la générosité... et de la politique, M. René Haby supprimait les filières avant même que soit votée, en 1975, la réforme du « collège unique ». Tous les élèves dans les mêmes classes, tous les professeurs pour tous les élèves. C'était plus que les uns et les autres n'en pouvaient supporter. A l'échec encore aggravé des élèves s'est ajouté le découragement des professeurs, l'un renforçant l'autre dans un cycle infernal.

### Sélection et réussite

M. Legrand ne remet pas en cause l'hétérogénéité de la population scolaire, mais, en proposant de regrouper, pour certaines disciplines, les élèves en groupes de niveau homogène, il s'efforce de substituer à l'école de la sélection une pédagogie de réussite. L'aide individuelle aux élèves par le tuteurat, la réhabilitation des activités artistiques, physiques et techniques, la motivation et la responsabilisation des jeunes y contribuent. Mais quelle remise en question pour les enseignants ! Et même temps, quel regain d'intérêt pour une profession dévalorisée, quel prestige social à reconquérir en acceptant de jouer le jeu ! La partie, toutefois, ne sera facile ni pour les individus ni pour leurs syndicats, même de gauche.

Travailler en équipe, partager le pouvoir avec les usagers, et en particulier les jeunes, passer plus de temps dans l'établissement pour intégrer la concertation et le tuteurat dans le service hebdomadaire, sur tout être mis en concurrence par les collégiens qui choisissent leur « tuteur » parmi l'ensemble des professeurs : c'est plus qu'il n'en faut pour

déclencher la colère syndicale. Elle s'est déjà manifestée durant les travaux de la commission nationale, et surtout dans les commissions départementales mises en place à l'occasion de la mission Legrand.

M. Savary devra arbitrer. Au moment de témoigner à ses interlocuteurs de l'enseignement privé de sa volonté de rénover véritablement le service public dans lequel il leur propose de s'insérer, c'est une chance à saisir qui ne se renouvellera pas de sitôt. Après la déception qui a suivi la rentrée difficile de l'automne dernier, la réflexion engagée sur les relations entre l'enseignement privé et l'enseignement public et la révolution en profondeur de ce dernier - peut encore mobiliser et entraîner des énergies. Telle est bien l'ambition de M. Legrand, qui veut ouvrir un large débat et susciter des initiatives inspirées par ses propositions. Le principal reproche qui peut lui être fait est de les avoir formulées dans un jargon difficilement accessible à tous. Est-ce pour mieux en dissimuler le caractère explosif ou pour se donner une caution scientifique que nul ne lui conteste ? On ne saurait trop lui conseiller, pour atteindre son objectif, de se reporter à quelques-unes des lignes qu'il adresse aux professeurs de collège : « La discipline du savoir ne peut pas être la discipline du maître. Une traduction et une adaptation sont indispensables. (...) »

CATHERINE ARDITTI

Dossier établi par  
CATHERINE ARDITTI  
SERGE BOLLOCH  
et CHARLES VIAL

### Le révélateur de l'échec

Parmi les annexes du rapport Legrand, trois textes de l'inspection générale de l'éducation nationale témoignent de l'impossibilité de mise en place d'un « collège unique, homogène et égalitaire », malgré les intentions affirmées par la « réforme Haby ».

A l'entrée en sixième, relève M. Yves Martin, doyen de l'inspection générale, dix élèves sur vingt-quatre n'ont pas atteint le « niveau normal » du cycle moyen de l'école primaire et quatre sont presque illettrés. Selon lui, 15 % des élèves n'ont pas leur place au collège ; en mathématiques, 10 % des élèves de sixième sont incapables de suivre. Le dispositif de la « loi Haby » ne pouvait à lui seul surmonter « le poids des traditions et de la routine » et a donc été détourné. Ce qui devait être la cheville ouvrière de la réforme, c'est-à-dire la « soutien », ne concerne plus, de manière organisée, que 30 % des élèves. Le

pourcentage de jeunes « en situation d'échec » est de 15 % en 6<sup>e</sup>, et s'accroît en cinquième, alors que l'objectif annoncé par la « loi Haby » était de réduire l'échec à moins de 5 %.

Dès la sixième, et encore plus en quatrième, la notion de classe indifférenciée a été abandonnée. Par le biais des langues vivantes, une « hiérarchie » s'est installée entre les sections, les uns réputés forts (allemand-lettré), les autres plus faibles (option technologique - première langue vivante renforcée).

La « désintégration », le « malaise » des enseignants, explique M. Jean Binon, inspecteur général de la vie scolaire, sont une des raisons de l'échec du collège unique. Les attitudes sélectives se sont renforcées : le nombre de redoublements a augmenté, les passages directs de l'école élémentaire en C.P.P.N. se sont accrochés.

**Aimer une femme libre**

**George Sand**  
ou le scandale de la liberté

**Seuil**

### Dix ans d'expérimentation

M. Louis Legrand a été, durant son passage à l'I.N.R.P., le promoteur et l'animateur d'une recherche « d'innovation contrôlée », menée de 1967 à 1975 d'abord dans vingt-huit, puis dans dix-sept collèges d'enseignement secondaire (C.E.S.) expérimentaux.

M. Louis Legrand et son équipe souhaitent répondre à l'insatisfaction née de la mise en place de filières dans les C.E.S. Ces filières se révélaient trop sélectives et constituées à partir de critères trop flous. Les chercheurs ont tenté de définir une nouvelle pédagogie inspirée à la fois des méthodes actives des classes de transition et de celles, plus traditionnelles, des sections de lycées. Ils ont commencé par proposer une pédagogie de soutien. A partir de 1968, cette conception étant jugée dépassée, les équipes expérimentales ont essayé les « groupes de nouveaux-matériaux » à pédagogie différenciée. Ces recherches se sont affinées progressivement en

incluant de nouvelles données : options, travail indépendant, enseignement par équipes. L'ensemble de l'expérimentation a été soumis à un dispositif d'observation. Il est notamment apparu que ce système était moins sélectif et qu'il ne se traduisait pas, comme certains le craignaient, par une baisse de niveau.

Ces expériences ont inspiré en partie, avec la suppression des filières, le projet de loi préparé par Joseph Fontanet, alors qu'il était ministre de l'éducation nationale, mais qui n'a pu être examiné par le Parlement en raison du décès de Georges Pompidou. En 1977, année où M. René Haby met en œuvre la réforme du « collège unique », M. Legrand commence une nouvelle expérience de trois ans, les classes de sixième et de cinquième de onze collèges. Mais il est démis de ses fonctions en janvier 1980, après une reorganisation de l'I.N.R.P., par M. Christian Baulac.



Le Monde

# étranger

EUROPE

Espagne

## L'arrivée au pouvoir des socialistes n'a pas infléchi la ligne de conduite de l'ETA militaire

De notre envoyé spécial

Bilbao. — Deux gardes civils tués en gare d'Iruya, le 29 décembre : les derniers morts « politiques » de 1982 au Pays basque espagnol ; deux mois de plus au martyrologe de la lutte antiterroriste, pour les uns ; deux ennemis de moins, pour les autres. On peut être, tout simplement, le sanglant signe d'une année qui aura sonné, en Euzkadi, le glas de beaucoup d'illusions.

### Crédibilité européenne

Le courant indépendantiste paraît même redouter tout particulièrement le gouvernement socialiste, en raison de la crédibilité démocratique que ce changement dans le calme veut non seulement au pouvoir espagnol, mais au régime dans son ensemble, notamment vis-à-vis du reste de l'Europe occidentale. En particulier, on craint dans les rangs de l'ETA, ou des mouvements qui lui sont proches, qu'une coopération policière et judiciaire franco-espagnole puisse désormais se développer sans le moindre gêne, au nom de la solidarité socialiste et démocratique de part et d'autre des Pyrénées. Même si l'on reconnaît que, pour l'instant, l'attitude du gouvernement français n'a pas encore totalement justifié ces alarmes... Mais l'affaire corse ne risque-t-elle pas de sensibiliser davantage Paris à ce genre de problèmes, dans un sens qui se pourrait que favoriser Madrid ?

C'est précisément pour couper court à toute spéculation sur ce thème que l'ETA militaire, moyen dur du courant nationaliste, a voulu saluer à sa façon la victoire de M. Felipe Gonzalez : par de nouveaux attentats. Afin que nul n'en ignore : pas plus que, jadis, le mort de Franco n'avait fondamentalement changé le sens de son combat (du moins à ses propres yeux), l'ETA n'entend, aujourd'hui, avoir pour un pouvoir socialiste à Madrid la moindre complaisance, la moindre main tendue.

Et cela pour deux raisons, explique, dans son cabinet de Saint-Sébastien, M. Isaki Basola, qui vient de conquérir aux Cortès, où il refuse de se rendre, un siège de député sous les couleurs de la coalition indépendantiste Herri Batasuna (Unité populaire), très proche de l'ETA militaire. « La première est que la démocratisation du régime espagnol est très relative. La police, l'armée, sont restées franchistes, tout particulièrement au Pays basque. La forme du pouvoir peut bien avoir changé, le fond, lui, est le même. En second lieu, ce qui peut arriver à Madrid regarde les Espagnols, pas nous. Seul si ce nouveau gouvernement, qui dispose d'une majorité absolue et homogène aux Cortès, acceptait enfin la révision qui s'impose, et celle d'effacer l'oligarchie, les nostalgiques du franquisme. Mais c'est, pour le

moins, improbable... Alors, à nos yeux, la mobilisation est plus que jamais à l'ordre du jour. »

anna) de Bilbao, le P.S.O.E. risque d'être pire que la droite classique qui régnait auparavant. Car elle nous n'avait rien à prouver. Les socialistes, eux, ont peur de déplaire aux vrais détenteurs du pouvoir : les chefs de l'armée. Je vous parie que la répression, loin de dégresser, va s'accroître. »

### D'autres modèles

Les victimes des commandos de l'ETA, il est vrai, ne plaident pas davantage en faveur des sentiments humanistes de leurs exécutants. Pour être plus bref, leur « obédience » est aussi plus définitive, dans la plupart des cas. L'ETA et ses amis ne jouent-ils pas délibérément la provocation à l'égard de l'armée espagnole ? N'appellent-ils pas en secret de leurs vœux le retour d'un régime fasciste ou fascisant à Madrid qui leur rendrait le beau rôle ? Ne font-ils pas tout, méthodiquement, pour que croissent enfin ces orages défaits ? « Vision typiquement française ou espagnole, mais pas basque, assure un combattant de l'ETA militaire. On ne provoque pas une armée étrangère contre laquelle on est en guerre. On se bat contre elle, un point c'est tout. Que Madrid admette que l'Espagne fait la guerre au Pays basque, et les choses seront plus claires. Nous ne cherchons pas à être sympathiques hors d'Euzkadi. Nous cherchons à libérer notre territoire. Nous nous plaçons dans une autre logique. »

Si les dirigeants de l'ETA ne semblent pas varier dans leur ligne de conduite, et affectent toujours de ne

pas tenir compte des opinions étrangères, avec ou sans guillemets, la mouvance abertzale en général paraît pourtant avoir pris conscience d'une certaine impopularité internationale de l'organisation indépendantiste, à l'heure où l'Espagne tente de consommer la rupture avec ses vieux démons. « C'est vrai, convient Mme Eva Forrest, que les Irlandais du Nord, qui luttent contre un régime à tout prendre plus démocratique que le nôtre, ont su rendre leur combat sympathique, alors que les nationalistes basques sont trop souvent ressentis comme des empêcheurs de démocratiser en rond. » D'une manière générale, le courant abertzale souhaite, dans les mois qui viennent, développer son action de propagande, non plus seulement au Pays basque même, mais dans l'ensemble de l'Europe.

Encore lui faudrait-il, pour y parvenir, renoncer à la langue de bois qui trahit une certaine « dérive marxiste » de ce courant, ou du moins de ses orateurs qualifiés. L'ETA militaire ne fait pas mystère de lutter, selon sa devise consacrée, pour un Euzkadi « indépendant, réunifié, socialiste et révolutionnaire ». La fascination pour les régimes socialistes non pas est-européens, mais du tiers-monde, notamment celui de Cuba, y va croissant. Le mouvement indépendantiste basque, qui se sent mal compris en Europe occidentale, s'est manifestement cherché ailleurs d'autres modèles, tout comme il se réclame, à l'intérieur de l'Etat espagnol, d'une autre logique que celle de Madrid.

BERNARD BRIGOULEUX.

Italie

L'ENQUÊTE SUR L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE

## Les « révélations » d'Ali Agca sur la « filière bulgare » sont mises en doute

De notre correspondant

Rome. — Selon les avocats de M. Antonov, le fonctionnaire de la Balkan Air arrêté pour complicité dans la tentative d'assassinat contre le pape, leur client a désormais de bonnes chances d'être libéré d'ici une dizaine de jours, temps nécessaire au juge d'instruction Martella pour vérifier une quinzaine de témoignages confirmant son alibi le jour de l'attentat et ceux qui l'ont précédé.

La plus grande discrétion est observée de la part de la magistrature sur la teneur des déclarations de cinq heures qu'a eues le juge Martella mardi 4 janvier à Munich avec un Turc, Atalay Serel, associé au trafic d'armes Bechir Celik. Il ne semble pas, cependant, que les déclarations de ce témoin volontaire confirment les accusations portées contre M. Antonov. M. Consolo, avocat du fonctionnaire bulgare, nous précise en outre : « Le juge Martella a démenti que le nom de M. Antonov ait été prononcé par Serel. » Une dépêche de l'agence Ansa, en provenance de Bonn, avait affirmé le contraire. Le juge doit interroger à nouveau ces jours-ci Ali Agca, auteur de la tentative d'assassinat contre le pape.

Selon les défenseurs de M. Antonov, qui ont présenté au juge Martella une demande de mise en liberté provisoire de leur client pour manque de preuves, une série de mystérieux événements se sont produits à la fin de 1981 et en 1982, qui tendraient à indiquer que les aveux d'Agca — jusqu'à présent le seul élément contre M. Antonov — ne sont

pas aussi spontanés qu'on a pu le croire : il n'est pas impossible qu'ils aient été « suggérés », laisse-on entendre. Plusieurs tentatives d'effraction ont eu lieu dans l'immeuble où habitent les fonctionnaires de l'ambassade de Bulgarie.

Selon l'ambassade, ces incidents ont été notifiés périodiquement au ministère des affaires étrangères : une note récapitulative fut notamment envoyée le 27 septembre. Aucune de ces notes ne concerne l'appartement de M. Antonov, le caissier. Selon des déclarations de Bulgares habitant l'immeuble, il aurait cependant été l'objet d'une dizaine de « visites » au cours de l'automne et des semaines qui ont précédé l'arrestation de M. Antonov. C'est l'appartement de M. Antonov qu'aurait décrit Ali Agca. Selon la législation antiterroriste, des perquisitions sont possibles sans mandat de la magistrature.

Autre mystère : les interrogatoires d'Agca qu'aurait menés en prison des membres des services secrets italiens. La magistrature confirme qu'elle n'a fourni aucune autorisation à qui que ce soit de rencontrer Agca. Il reste que le ministre de la défense, M. Lagorio, a déclaré devant le Parlement que ces contacts avaient eu lieu, et il a même précisé qu'ils avaient commencé en décembre 1981. Autant d'éléments qui, liés aux témoignages en faveur de M. Antonov, incitent à réexaminer avec quelque prudence les déclarations d'Ali Agca.

PHILIPPE PONS.

Turquie

## Cent dix peines de mort sont requises contre des nationalistes kurdes

Ankara (A.F.P., A.P.). — Le procureur militaire a demandé la peine de mort pour cent dix nationalistes kurdes, dont le procès se déroule actuellement à Diyarbakir, au Kurdistan turc, annoncé mercredi 5 janvier. Les deux cent soixante-neuf autres accusés risquent des peines de prison allant de cinq à trente-six ans. Les prévenus, qui appartiennent au groupe kurde Apoclar, sont accusés d'avoir commis vingt-quatre meurtres, dix-neuf tentatives de meurtre, dix enlèvements et une série d'attentats à l'explosif et d'attaques à main armée. Ce groupe constitue la plus importante organisation séparatiste kurde. Selon les autorités, il compte quelque trois mille quatre cents membres. Près de mille six cents d'entre

eux ont été emprisonnés depuis le coup d'Etat militaire.

A Istanbul, d'autre part, le procureur militaire a requis des peines de huit à quinze ans de prison contre les membres du bureau exécutif de l'Association des écrivains turcs. Dont le procès s'est ouvert mercredi. Les inculpés, parmi lesquels figurent les écrivains Aziz Nesin, Bekir Yildiz et Atol Behramoglu, et le président du barreau d'Istanbul, M. Orhan Apaydin, sont accusés de collaboration avec le Comité turc pour la paix, la Confédération progressiste des syndicats (DISK), le parti communiste turc (T.K.P.) et l'Organisation des jeunes progressistes (I.G.D.), considérés par les autorités comme des groupes clandestins « prosoviétiques ».

## Le roi Juan Carlos demande aux forces armées de respecter le pouvoir civil

De notre correspondant

Madrid. — C'est avec une vigueur exceptionnelle que le roi a lancé aux forces armées un appel au respect du pouvoir civil, à l'occasion du traditionnel discours de l'Epiphânie. Un accident de ski, qui a contraint le souverain à s'altérer, l'a empêché d'en prononcer lui-même le texte qui a été envoyé, le 5 janvier, à toutes les unités (1).

Le roi fait directement allusion à l'accession des socialistes au pouvoir à Madrid pour la première fois depuis la guerre civile. « Durant l'année 1982, dit-il, se sont produits des événements importants qui obligent à regarder la réalité en face et à tenir compte de cette manifestation de poids de la volonté de nos compatriotes, qu'il est nécessaire d'accepter et de respecter, car il s'agit d'une démonstration de l'exercice de la liberté. »

« Détruire la liberté des différentes composantes qui forment une société démocratique, poursuit le roi, est incompatible avec le maintien de l'état de droit et conduit directement à l'état tyrannique, qui ne sera jamais légitime, même s'il prétend légaliser l'illégalité. Le désordre, la guerre sociale, peuvent être dus au fait qu'une partie de la société considère l'Etat comme sa propriété ou ne l'accepte pas. Dans les deux cas, vouloir forcer la trajectoire marquée par la volonté de la majorité revient à pécher contre le cours de l'histoire. »

« La force qui n'obéit pas à la loi est la véritable responsable du désordre, conclut le souverain, celle qui rend la société potentiellement explosive. Et, dans le cas où elle triomphe, elle expulse la société de l'histoire, frustrant son espoir de progrès et la condamnant au découragement. Notre engagement à tous doit être d'éviter ces maux. La Constitution, l'Etat et le peuple constituent la triple incarnation de la liberté de l'Espagne, et il n'existe aucun argument valable pour la détruire ni pour essayer de la séparer artificiellement dans le but de renverser la Constitution au nom de l'Etat ou l'Etat au nom du peuple. »

L'insistance avec laquelle le roi a évoqué ce thème a d'autant plus attiré l'attention à Madrid que rien ne paraissait, à première vue, la justifier. Depuis la découverte d'une tentative de putsch qui devait avoir lieu la veille des élections du 28 octobre, aucune nouvelle manifestation subversive n'a, semble-t-il, été signalée dans les casernes. Les socialistes ont d'ailleurs montré leur bonne volonté à l'égard des armées. Le premier déplacement de M. Felipe Gonzalez, dès son installation à la présidence du gouvernement, a été pour la divi-

sion blindée Brunete, que ses deux prédécesseurs n'avaient jamais visitée.

Le nouveau ministre de la défense, M. Narcis Serra, a, de son côté, multiplié les contacts avec la hiérarchie militaire, et plusieurs responsables, comme le président du comité des chefs d'état-major, le lieutenant-général Alvaro Lacalle, ont publiquement exprimé, en sa présence, leur appui à la Constitution en termes plus nets que de coutume. Mais il est certain que cet édifice d'union ne constitue qu'un prétexte à la conclusion que le gouvernement socialiste a réussi à s'assurer la loyauté, voire simplement la « non-belligérance » de l'ensemble des forces armées, et l'évitement sans équivoque du roi prend, dans ce sens, toute sa valeur.

THIERRY MALINIAK.

(1) Le roi Juan Carlos devra rester alité pendant quatre semaines, à la suite de la fracture du pelvis dont il a été victime, lundi 3 janvier, alors qu'il skiait en Suisse.

## République d'Irlande

### L'ARMÉE NATIONALE DE LIBÉRATION IRLANDAISE EST INTERDITE

Dublin (A.F.P.). — Le gouvernement irlandais a décidé d'interdire l'Armée nationale de libération irlandaise (INLA). Cette organisation armée républicaine avait revendiqué le mois dernier l'attentat de Ballykelly, en Ulster, où l'explosion d'une bombe dans un pub avait fait seize morts.

En vertu de cette loi à l'INLA est désormais passible d'une peine qui peut aller jusqu'à sept ans de prison, de même que l'appartenance à d'autres organisations illégales comme l'IRA. Cette décision fait suite à la multiplication des attentats revendiqués par l'INLA au cours des derniers mois, non seulement en Ulster mais également en République d'Irlande. Il n'y avait guère de raison logique pour que l'INLA ne fût pas illégale alors que l'IRA l'était. Il s'agit vraisemblablement d'un geste symbolique du nouveau gouvernement de Dublin à l'égard de Londres. L'horreur provoquée en Grande-Bretagne par l'attentat de Ballykelly a été telle que le gouvernement de Dublin, s'il entend renouer le dialogue avec Londres, devait aller un peu au-delà de la simple condamnation verbale.

**Decouvrir un grand auteur autrichien**

**Joseph Roth**

**La marche de Radetzky**

**au Seuil**

**Vivre un roman passionné**

**ANNE HEBERT**

**Les fous de Bassan**

ROMAN

**Prix Femina**

**au Seuil**

الطريق



# DIPLOMATIE

APRÈS LE SOMMET DE PRAGUE

## Pour M. Reagan, le projet de traité de non-agression formulé par le pacte de Varsovie est « quelque chose à considérer »

La rencontre des dirigeants de l'Est européen, réunis à Prague dans le cadre du comité politique consultatif du pacte de Varsovie, s'est terminée mercredi 5 janvier par l'adoption d'une déclaration politique dont le texte devait être publié dans la journée de jeudi, et d'un communiqué commun annonçant « une nouvelle et importante proposition de paix : conclure un traité entre les Etats signataires du traité de Varsovie et les Etats membres du pacte de l'Atlantique nord sur le non-recours réciproque à la force militaire et sur le maintien de rapports de paix ». Il a été convenu que ce traité sera « ouvert à tous les autres Etats » et que le comité des ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie « examinera au cours de sa prochaine réunion les mesures à prendre ultérieurement pour mettre en pratique cette initiative ».

Tous les dirigeants présents à Prague ont regagné leur capitale dès mercredi après-midi après cette session qui, selon le communiqué, s'est déroulée « dans un climat d'amitié et de compréhension entre camarades » et a illustré « l'unité de vue » des participants « sur les problèmes fondamentaux de la politique européenne et mondiale ». Pour sa part, M. Andropov, secrétaire général du P.C. soviétique, a déclaré au quotidien de Prague *Rude Pravo* : « Nous apprécions de manière lucide la situation dans le monde et ne cachons pas notre préoccupation devant les préparatifs militaires de l'OTAN. (...) Nous avons assez de bonne volonté et de fermeté pour renforcer graduellement la sécurité européenne, assainir le climat international (...) et assez de forces pour contrer le danger de guerre émanant de l'impérialisme. (...) La consolidation continue de notre cohésion, de notre potentiel économique et défensif doit être la réponse aux projets des milieux impérialistes agressifs visant à faire reculer le socialisme. (...) Il a été prévu que la prochaine réunion au sommet du comité politique consultatif aura lieu à Sofia ».

### « Il n'y a pas d'impasse »

Interrogé sur le projet de pacte de non-agression avancé par M. Andropov, M. Reagan s'est exprimé avec modération au cours d'une conférence de presse télévisée qu'il donnait mercredi soir. Il y a là « quelque chose à considérer », a-t-il dit, ajoutant qu'il faudrait « en parler avec les alliés ». Le président américain n'a pas écarté non plus l'idée d'un sommet avec M. Andropov. Une telle rencontre, a-t-il dit, « de-

mande un certain degré de préparation. Vous devez avoir la conviction que vous allez aboutir à quelque chose. Lorsque nous aurons cette certitude, j'accepterai un sommet avec satisfaction ». M. Reagan a encore démenti que les négociations de Genève sur les armements nucléaires soient dans l'impasse, comme l'avait affirmé la *Pravda* (« Non, il n'y a pas d'impasse, et ils le savent très bien », a-t-il affirmé) et s'est prononcé avec prudence sur les rumeurs concernant une participation des pays de l'Est à l'attentat contre le pape. « A ma connaissance, le gouvernement italien procède à une enquête sur cette affaire », a-t-il dit, ajoutant que si cette enquête devait révéler une telle participation, cela aurait des conséquences sur le plan international.

A Bruxelles, nous signalons notre correspondante Jean Wetz, la première réaction des milieux de l'OTAN à la proposition du pacte de Varsovie est empreinte de scepticisme. On rappelle dans ces milieux que les Occidentaux lui ont répondu par avance en réaffirmant, lors du sommet de l'Alliance à Bonn, en juin 1982, que leurs armes « ne seront jamais utilisées autrement que pour répondre à une agression ». Mais ils n'entendent pas pour autant ignorer ou rejeter d'emblée les avances du Kremlin, et l'appel de Prague sera étudié de manière sérieuse.

A Bonn, M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a indiqué mercredi que la proposition du pacte de Varsovie « va être examinée sérieusement », mais que la politique du renoncement à la force, qui est « celle de la R.F.A. et de tout l'Occident », est « déjà ins-

crite dans la charte des Nations unies, le traité germano-soviétique et dans l'acte final de la conférence d'Helsinki ». Son adjoint aux affaires étrangères, M. Moellmann, a ajouté que l'offre soviétique « serait plus crédible si l'Union soviétique mettait fin à son utilisation de la force en Afghanistan et à son droit à l'intervention fondé sur l'idéologie de l'internationalisme prolétarien ».

A Londres, M. Pym, secrétaire au Foreign Office, a affirmé que la politique de l'OTAN consistait à n'utiliser des armes que pour répondre à une agression et « qu'un accord de contrôle des armements, notamment en matière nucléaire, lui paraît préférable ». L'option zéro est infiniment meilleure qu'un pacte de non-agression », a-t-il dit. (A.F.P., A.P., Tass.)

DEPUIS LE PACTE BRIAND-KELLOGG

## Une multitude de projets

Un inventaire exhaustif des propositions avancées et des accords conclus pour empêcher les Etats de recourir à la force est impossible à établir, tant les initiatives ont été nombreuses en ce sens. La première de ces initiatives de l'époque contemporaine est sans doute celle qui résultait du pacte Briand-Kellogg signé en 1928 entre le ministre français des affaires étrangères et le secrétaire d'Etat américain de l'époque.

Ce pacte, dit « traité général de renoncement à la guerre », et qui était ouvert à tous les Etats, ouvrit la voie à la conférence du désarmement organisée par la Société des Nations en 1932. Celle-ci adopta un projet d'accord sur le non-recours à la force, avec l'appui des Etats-Unis qui préconisaient parallèlement la conclusion de pactes de non-agression entre tous les Etats. Mais dès cette époque les positions étaient moins claires en ce qui concerne la définition de l'agression. Le retrait de l'Alliance de la Société des Nations et son réarmement devaient aboutir, en 1936, à la suspension sine die de la conférence du désarmement.

La charte des Nations unies, signée et ratifiée en 1945 par tous les Etats fondateurs de la nouvelle organisation - donc par les Etats-Unis et l'Union soviétique - oblige tous ses membres, dans son article 2, paragraphe 4, à s'abstenir « dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la

force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies ».

Le 31 mars 1954, dans le premier dégel qui suivit la mort de Staline, Moscou choisit une approche originale pour régler le même problème. Molotov, inspiré par Khroutchev, proposait la conclusion d'un pacte européen de sécurité collective et, dans l'intervalle, se déclarait prêt à examiner une éventuelle adhésion de l'Union soviétique au traité de l'Atlantique nord... L'idée fut rapidement enterrée après que Foster Dulles, à Washington, eut fait savoir que les Etats-Unis n'éprouvaient « aucune confiance » à l'égard de ce candidat à l'OTAN.

En 1958, Khroutchev repartit à nouveau l'idée d'un pacte de non-agression que McMillan, au nom de la Grande-Bretagne avait lui-même suggérée en janvier. Depuis lors, l'idée ne quitta pas le catalogue des propositions soviétiques, Moscou s'adressant tour à tour aux divers gouvernements (notamment à la France et à la Grande-Bretagne en février 1959) et à l'ensemble des pays européens : un projet officiel de

« pacte de non-agression entre l'OTAN et le traité de Varsovie » fut remis à tous les membres de l'Alliance atlantique en mai 1958.

La même idée refit surface en février 1963, lorsque la délégation soviétique au comité du désarmement de Genève déposa un nouveau texte d'un tel traité. Parallèlement, M. Gromyko préconisait la dissolution simultanée des deux organisations militaires rivales. Il relança ce projet en mai 1975, mais l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe proclama cette année-là à nouveau l'engagement de tous les participants (Etats-Unis et Union soviétique comprise) de renoncer à l'emploi de la force pour régler leurs différends.

Au cours de 1982, enfin après que Brejnev se fut engagé, le 15 juin, à ne jamais employer en premier l'arme nucléaire, son successeur à la tête du parti s'était dit prêt à étendre cet engagement, indiquant le 21 décembre : « Nous sommes prêts à nous entendre aussi pour que les parties ne recourent pas en premier lieu non seulement à l'arme atomique, mais aussi aux armes conventionnelles ».

APRÈS SES ENTRETIENS AVEC MM. CHEYSSON ET JOBERT

## M. Abe, ministre japonais des affaires étrangères a été reçu à l'Elysée

Le ministre japonais des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, qui poursuit actuellement une tournée dans les principaux pays européens, s'est rendu, ce jeudi matin 6 janvier, à l'Elysée. Reçu par M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général, et M. Jacques Attali, conseiller spécial, il s'est aussi entretenu un moment avec M. François Mitterrand. Mercredi soir, il avait rencontré pendant une heure et demie son homologue français, M. Claude Cheysson. Le même jour, le ministre japonais avait eu, dès son arrivée à Paris, des discussions avec M. Michel Jobert, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur.

A l'issue de ce dernier entretien, le cabinet du ministre du commerce extérieur faisait savoir que M. Jobert avait rappelé à son interlocuteur que « l'aggravation du déficit commercial franco-japonais (17,1 milliards de francs en 1980, 12,5 milliards en 1982) n'était pas tolérable dans le contexte économique actuel ». Evoquant la réduction de certains tarifs douaniers récemment annoncée à Tokyo (le 30 décembre 1982), le ministre français a relevé le caractère « limité » de ces mesures, mais a souligné

qu'elles étaient « prises en considération à Bruxelles et à Paris, dans la mesure où elles préfigurent un état d'esprit nouveau » de la part des autorités japonaises.

Pour M. Michel Jobert, « le Japon ne peut douter, après dix-huit mois de conversations amicales, mais encore sans résultats, de la détermination de la France à faire évoluer la situation dans un sens plus propice à l'équilibre des échanges bilatéraux ». « La France ajoute-t-on au cabinet du ministre du commerce extérieur, fait confiance à la Commission (européenne) pour mener cette négociation, et n'interférera en aucune façon, dans la période présente, par des conversations bilatérales, sur les sujets abordés par cette négociation ».

A Bonn, où il se trouvait mercredi matin, M. Abe avait notamment rencontré le chancelier Helmut Kohl. Celui-ci lui avait fait observer que la R.F.A. « avait besoin de signaux positifs supplémentaires de la part du Japon pour s'opposer aux tendances protectionnistes » des partenaires occidentaux de Tokyo.

**ISTH** depuis 1953  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
FORMATION DE TRANSITION  
VERS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
Méthodologie écrite et orale - Renforcement en langues vivantes  
**SCIENCES PO**  
• Entrée en AP • Admission directe en 2<sup>e</sup> Année  
• Cours du jour Janv. à Juin • Cours du soir Fév. à Juin  
AUTEUIL 6, Av. Leon-Heuzey - 75016 Paris - Tél. : 224.10.72 +  
TOULBIAC 83, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tél. : 585.59.35

**TELEX PARTAGE**  
ETRAVE SERVICE TELEX - PARIS 345.21.62

# A TRAVERS LE MONDE

## Angola

LES COMBATS DANS LE CENTRE - L'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, mouvement d'opposition de M. Jonas Savimbi) a tué trente-cinq personnes dans la province de Bie (centre de l'Angola) en décembre dernier, a affirmé, mercredi 5 janvier, le *Journal d'Angola*, journal gouvernemental, de Luanda. Citant des informations en provenance du ministère de la sécurité d'Etat, le quotidien déclare que les bandes « terroristes armées et soutenues par l'Afrique du Sud » ont intensifié leurs actions en décembre. Selon le *Journal d'Angola*, soixante-quatre maisons ont été brûlées et trois personnes enlevées par l'UNITA, qui a perdu quatre hommes au cours de l'opération. (A.F.P.)

## Egypte

LE PROCÈS DU GROUPE INTÉGRISTE ISLAMIQUE AL JIHAD, accusé d'avoir voulu renverser le régime égyptien en octobre 1981, a été ajourné au 19 février à l'issue d'une nouvelle audience mercredi 5 janvier au Caire, afin de permettre aux avocats d'étudier le dossier d'accusation (près de vingt mille pages). Les avocats, qui avaient demandé un report de trois mois, ont estimé que le délai accordé par la Haute Cour de sûreté de l'Etat était « très court » et qu'ils pourraient demander un nouveau report lors de la prochaine audience. (A.F.P.)

## Ethiopie

L'INSURRECTION DANS LE TIGRE - Le Front populaire de libération du Tigre (F.P.L.T.), l'un des principaux mouvements sécessionnistes opposés au gouvernement d'Addis-Abeba, a affirmé mercredi 5 janvier que ses forces ont pris la ville de Rama, dans la province du Tigre, faisant quatre cents victimes parmi les troupes gouvernementales. Dans un communiqué publié à Mogadiscio, le mouvement ajoute que la ville a été prise à la fin du mois dernier et se trouve désormais « sous le contrôle complet du F.P.L.T. ». (Reuters.)

## Haïti

LES SERVICES DE SÉCURITÉ HAÏTIENS ont désamorcé, mercredi 5 janvier, deux bombes, la première au ministère des finances, en face du Palais national, et la deuxième à la poste centrale au centre de la ville. Par ailleurs, la police, en collaboration avec un agent de la sûreté fédérale américaine, poursuit ses recherches pour établir l'identité exacte de l'auteur présumé de l'attentat qui a fait trois morts et neuf blessés, le 1<sup>er</sup> janvier, à Port-au-Prince. (A.F.P.)

## Kenya

NOUVELLE CONdamnATION A MORT. - Un cinquième aviateur a été condamné à mort, mardi 4 janvier, pour trahison par la cour martiale qui

juge les anciens membres de l'armée de l'air impliqués dans la tentative de coup d'Etat du 1<sup>er</sup> août 1982. Le capitaine Charles Mirari avait affirmé, lundi, devant la cour martiale, qu'il avait été victime de mauvais traitements en prison. Il avait assisté à avoir été aux ordres d'un supérieur, le lieutenant Mwanbara, qui a joué un rôle ambigu pendant la rébellion.

## Swaziland

LA SUCCESSION DE SOBUHUZA II. - Un prince âgé de quinze ans aurait été désigné pour succéder au roi des rois, décédé le 21 août 1982 (le *Monde* 24 août), a-t-on appris, mardi 4 janvier, de source informée. La reine Ndlovukazi assurera la régence jusqu'à l'accession du prince à la majorité fixée à vingt et un ans. Le prince pourrait, entre-temps, suivre des études en Grande-Bretagne. (U.P.I.)

## U.R.S.S.

LE PRÉSIDENT DE LA SECTION SOVIÉTIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL, l'écrivain dissident Georgy Viadimov, s'est vu intimer l'ordre par le K.G.B., mercredi 5 janvier, à l'issue d'un interrogatoire de quarante-huit heures, de rédiger une lettre de renoncement à ses « activités antisoviétiques ». Devenu son refus, les agents du K.G.B. l'ont averti qu'il risquait d'être inculpé, sans toutefois préciser sous quel motif. Sa femme, qui a également été interrogée, devait répondre à une nouvelle convocation ce jeudi. (Reuters.)

M. VALÉRY BOUTKO, quarante-huit ans, a été nommé vice-ministre des chemins de fer de l'Union soviétique et sera, à ce titre, chargé de la direction générale du trafic ferroviaire. Cette nomination fait suite aux nombreux remaniements intervenus dans ce secteur depuis l'accession au poste de secrétaire général de M. Andropov, qui avait, le 29 décembre, limogé le ministre des chemins de fer, M. Pavlovski, auquel a succédé M. Komarov. (A.F.P.)

## Zaïre

NEGOCIATION DE LA DETTE A L'EGARD DE PÉKIN. - Avant de se rendre à Brazzaville, puis à Lusaka, où il est arrivé mardi 5 janvier, le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, a proposé aux dirigeants zaïrois la création de sociétés à capitaux mixtes, lors de sa visite à Kinshasa (le *Monde* du 4 janvier). La création de ce type de sociétés permettrait au Zaïre de ne pas restituer directement le crédit de 100 millions de dollars qu'il avait obtenu de la Chine en 1973 et qui devait être remboursé au 10 juillet 1983. Pour éponger sa dette, le Zaïre devra réinvestir les fonds empruntés dans les sociétés à capitaux mixtes sino-zaïroises, a expliqué le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xue Qian, lors d'un entretien avec la presse. (A.F.P.)

**Etre à l'écoute de l'enfant**

**Françoise Dolto**  
Séminaire de psychanalyse d'enfants

éditions initiales avec la collaboration de Louis Caldaguez Seuil

**au Seuil**

**Combattre le silence par la parole**

**Elie Wiesel**  
Paroles d'étranger

Seuil

**au Seuil**

défendre la dém

Jean-Fran  
 Kahn  
 LA GUER  
 CIVIL

هكذا من الوطن



# AMÉRIQUES

## Nicaragua

### Visite surprise d'une importante délégation militaire nord-américaine

Le général de division William E. Odom, qui conduit une délégation de militaires des Etats-Unis, est arrivé mercredi 5 janvier à Managua, où il doit rencontrer les membres de l'état-major de l'armée nicaraguayenne.

La visite du général Odom, chef adjoint de l'état-major de l'armée de terre des Etats-Unis, chargé des services de renseignement militaires, n'a fait l'objet d'aucune confirmation ni de commentaires de la part du gouvernement du Nicaragua. La délégation, composée également de l'attaché militaire des Etats-Unis au Honduras, le colonel Dale E. Bollett, du responsable des affaires latino-américaines aux services de renseignement de l'état-major, le lieutenant-colonel Henry Nevares, et le responsable des services de renseignement de la zone sud, le major David F. Joann, devrait rentrer jeudi aux Etats-Unis.

D'autre part, le gouvernement du Nicaragua a protesté énergiquement auprès du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, accusant les Etats-Unis d'être responsables de la « situation critique à la frontière avec le Honduras ».

Le développement des actions des groupes armés antisandinistes menés au Nicaragua, a-t-il été possible grâce à l'aide économique, militaire, logistique et de propagande que leur ont apportée les Etats-Unis, dans le cadre d'une guerre non déclarée contre le Nicaragua, indique la note du ministre

nicaraguayen des affaires étrangères, M. Miguel d'Escoto. Selon la note, le Honduras a été transformé par les Etats-Unis en « base d'opérations armées et terroristes contre le gouvernement nicaraguayen ». M. d'Escoto demande à M. Shultz d'accepter « le dialogue franc et sans conditions » que le Nicaragua « a proposé avec insistance et qui a toujours été rejeté ».

A Tegucigalpa, le ministre des affaires étrangères du Honduras, M. Edgardo Paz Barrios, s'est déclaré mercredi dans les « meilleures dispositions » pour rencontrer son homologue nicaraguayen, M. Miguel d'Escoto, afin de chercher des solutions aux problèmes qui opposent les deux pays. De son côté, le président du Honduras, M. Roberto Suazo Cordova, a rendu visite mardi à l'ambassadeur du Nicaragua à Tegucigalpa, M. Guillermo Suarez, démarche que les milieux diplomatiques considèrent comme « une réaffirmation de la politique de paix du gouvernement hondurrien ».

Cette visite intervient peu après que Managua ait annoncé l'envoi d'une note au gouvernement de Tegucigalpa, protestant contre la séquestration présumée, par des « contre-révolutionnaires » basés au Honduras, de soixante-sept paysans nicaraguayens, en majorité des enfants. (A.F.P.)

(Le général Odom est chef d'état-major adjoint chargé des renseignements.)

## Etats-Unis

### M. Reagan confie le secrétariat aux transports à M<sup>me</sup> Dole

De notre correspondant

Washington. — Pour la première fois depuis son accession au pouvoir, M. Reagan a confié un portefeuille ministériel à une femme. L'honorable M<sup>me</sup> Elizabeth Dole, chargée de relations publiques à la Maison Blanche, elle remplace M. Drew Lewis, secrétaire aux transports - démissionnaire depuis décembre pour diriger une société de télévision par câble - et sera elle-même remplacée par M<sup>me</sup> Faith Ryan Whittlesley, ambassadrice des Etats-Unis en Suisse.

M<sup>me</sup> Dole est, en fait, la deuxième femme du cabinet Reagan, puisque la représentante américaine à l'ONU, M<sup>me</sup> Jeane Kirkpatrick, en fait également partie. Mais, cette dernière se trouve la plus souvent à New York et n'a pas en charge un département fédéral. Une présence féminine plus effective était nécessaire pour répondre à ceux qui critiquent « l'absence des minorités à la tête de l'administration ». Un seul Noir, M. Samuel Pierce, secrétaire au logement, fait partie du cabinet, qui ne compte aucun hispanique.

Agée de quarante-six ans, diplômée de Duke University et de Harvard Law School, M<sup>me</sup> Dole s'apparente à la commission fédérale du commerce. Elle est démissionnaire en 1975, année de son mariage avec le

sénateur Robert Dole (Kansas), pour aider celui-ci à remporter la nomination républicaine pour la vice-présidence des Etats-Unis. Ce fut un échec. Quatre ans plus tard, M. Dole ne réussit pas davantage à se distinguer aux « primaires ».

On se demande pourtant si cet ancien conservateur de quarante-sept ans, devenu centriste, ne se lance pas dans la course à la Maison Blanche en 1984. Il s'est démarqué de M. Reagan depuis quelque temps, se permettant de critiquer la politique économique ou la guerre commerciale contre l'U.R.S.S. M. Dole a pris beaucoup de poids, en tant que président de la commission des finances, depuis que les républicains occupent la Maison Blanche et détiennent la majorité au Sénat. Les Dole sont devenus un couple vedette à Washington. Élégants et charmants, ils pourraient bénéficier de leur notoriété, puis marquer des points dans une campagne présidentielle qui ressemble de plus en plus à un show télévisé. L'échéance de 1984 est, en tout cas, le sujet de toutes les conversations dans les salons qu'ils fréquentent.

ROBERT SOLÉ.

## Suriname

### « Nous allons intensifier notre lutte contre l'impérialisme »

nous déclare le lieutenant-colonel Bourtese

De notre envoyé spécial

Après avoir brisé la contre-révolution, dit-il, le moment est venu d'aller plus vite et d'accélérer la progression révolutionnaire. Jusqu'au 8 décembre, nous avons mené une révolution tranquille et sans violence. Mais il nous manquait un centre qui coordonne et oriente les activités politiques. Parce que nous leur avons laissé trop de liberté, nos adversaires en ont profité pour tenter de reconquérir le terrain perdu. C'est pourquoi l'armée se montre aujourd'hui plus vigilante et entend promouvoir la mobilisation populaire. Il y aura de la place pour tous ceux qui veulent participer à la révolution, mais dans l'intérêt du peuple, que les privilèges s'abolissent.

Nous devons également intensifier notre lutte contre l'impérialisme et les séqueles du colonialisme, suivant les principes du non-alignement. Notre économie est tellement tributaire de l'extérieur que certains pays se servent de cette dépendance pour contraindre nos projets politiques. Ainsi, il suffirait que la promesse de rétablir le système parlementaire pour que les Pays-Bas reprennent l'aide qu'ils ont unilatéralement supprimée. Mais nous ne voulons plus marcher à la baguette, il faut que cela soit bien entendu.

Comment voyez-vous l'avenir institutionnel du pays ?

Nous sommes en train d'élaborer un programme d'action, et ce n'est qu'ensuite que nous songerons à former un nouveau gouvernement. Actuellement, tout se règle par décret, et nous pensons constituer une sorte de conseil exécutif pour arrêter la politique du pays, qu'un cabinet sera chargé de mettre en pratique. Si le peuple déteste aujourd'hui le pouvoir, nous sommes dans une période de transition. Nous sommes en train de changer un modèle démocratique hérité des Pays-Bas. Nous ne voulons plus d'un système à la Westminster ; notre principale préoccupation est de faire participer directement le peuple à une vie politique correspondant aux conditions spécifiques du Suriname.

Interrogé sur ses ambitions présidentielles, le « leader de la révolution » répond, avec un grand sourire, qu'il ne se dérobait pas à ses

responsabilités si un jour le peuple le lui demandait. A la question de savoir s'il peut compter sur le soutien de la majorité de la population, il répondait : « Bien sûr, les anciens partis sont capables de mobiliser plus de monde que nous, mais nos militants sont plus conscients. Ils savent pourquoi ils luttent et sont prêts à se battre pour la révolution. Nos adversaires ne pensent qu'à leurs privilèges, les intérêts du peuple ne les concernent pas. Par le passé, la population était organisée dans des partis essentiellement ethniques et nous avions, tous les quatre ans, des élections. Ces structures étaient une forme de croyance que les gens ne peuvent pas oublier du jour au lendemain. C'était une institution utilisée contre le peuple. Nous nous employons donc à lui donner une meilleure éducation politique pour lui permettre de voir les choses plus concrètement. Quand nous avons commencé la révolution, nous n'étions que seize, aujourd'hui nous sommes beaucoup plus. »

### Les événements du 8 décembre

Vêtu d'une saharienne marron, le front haut et dégarni, le regard fuyant, les mains trébuchant l'air, le « leader de la révolution » est beaucoup moins loquace sur les événements du 8 décembre. « Nos adversaires, dit-il d'une voix devenue cassante, ont cherché à déstabiliser la révolution en mobilisant la population contre nous. Les syndicats ont organisé des grèves, les étudiants ont demandé une réforme de l'université, la radio et les journaux ont conditionné l'opinion et même la justice a été corrompue en appliquant des lois héritées du colonialisme. Un scénario complet avait été monté pour créer le chaos et ensuite des mercenaires recrutés par des Surinamiens établis aux Pays-Bas seraient venus

prêter main forte aux comploteurs qui avaient prévu de passer à l'action le 25 décembre. »

Avez-vous des preuves ?

D'abord, les aveux des personnes arrêtées, ce sont des preuves fondamentales. J'ai moi-même parlé à quelques-uns des prisonniers amenés à Fort-Zeelandia, des gens que je connaissais très bien, car tout le monde se connaît ici. Je leur ai demandé d'avouer comme d'autres l'avaient déjà fait.

Comment sont-ils morts ?

Ils ont voulu s'enfuir. Vous voyez vous-même qu'il n'y a pas de cellules à Fort-Zeelandia et pour leur confort, nous avons voulu les transférer dans une caserne plus grande. Ils ont alors cherché à s'évader. Et cette nuit-là, les jeunes soldats étaient particulièrement tendus... »

Les Surinamiens ne semblent guère convaincus par la version officielle des faits et la rumeur publique affirme même que les prisonniers ont été torturés.

C'est à cause de la propagande hollandaise. D'ailleurs, si les Pays-Bas le veulent, ils peuvent envoyer un médecin pour pratiquer des autopsies.

Y a-t-il des soldats cubains au Suriname ?

A ma connaissance, jamais aucun soldat cubain n'est venu ici. Bien sûr, nous avons des contacts avec l'ambassadeur et le personnel de l'ambassade ; nous avons signé un accord économique, technique et culturel avec Cuba, mais personne n'a à nous dicter notre conduite.

Pourquoi avoir détruit la maison du syndicat Moederbond ?

C'était un noyau contre-révolutionnaire. Nous savons que les travailleurs n'en étaient pas responsables, mais c'était un symbole et il fallait en finir, même si ça peut paraître bête. C'est une victoire symbolique de la révolution, et les gens sont sensibles aux symboles... »

JEAN-CLAUDE BUHRER.

## Guatemala

### LE GÉNÉRAL RIOS MONTT ANNONCE DES ÉLECTIONS CONSTITUANTES EN 1984.

Guatemala (Reuter). — Le général Rios Montt, chef de l'Etat, s'est engagé mercredi 5 janvier à instituer une Assemblée constituante élue d'ici à mars 1984. Cette assemblée sera chargée d'élaborer une Constitution qui remplacera celle qui a été suspendue lors du coup d'Etat du 23 mars 1982, qui a porté le général Rios Montt au pouvoir.

Le général a précisé qu'il autoriserait les partis marxistes à présenter des candidats à l'élection de l'Assemblée sous réserve qu'ils satisfassent à la nouvelle législation électorale qui doit être mise en forme cette année. Il a aussi confirmé que quatorze soldats et douze guérilleros avaient trouvé la mort au cours d'affrontements survenus le jour de l'an dans la province de Quiché.

Une semaine d'information sur le Guatemala est organisée à la Maison d'Amérique latine du 6 au 13 janvier. Des exposés sur la littérature, les mouvements sociaux et la situation politique sont prévus. Le 12 janvier, au Musée de l'homme, seront exposés des dessins d'enfants du Guatemala sur la guerre qui ravage leur pays.

## Argentine

Les membres de l'Assemblée permanente des droits de l'homme de Buenos Aires nous signalent que leur président, M. Edouard Pimentel, est l'objet de menaces fréquentes. Une plainte a été déposée auprès d'un tribunal par M. Pimentel dont le gendre, employé à l'aéroport international, aurait été de son côté menacé par des hommes armés.

## LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE JANVIER

### L'AMÉRIQUE CENTRALE EN PREMIÈRE LIGNE

(Francis Pisanl, Bernard Cassen, Jean-Claude Buhrer, Michel Foucher, Christian Rudel, Maurice Lemoine, Eric Sabourin, Pierre Benoit).

### QUAND LES ÉTATS-UNIS S'ENFONCENT DANS LA CRISE

(Mark Hertsgaard et Kevin Danaher)

### GUERRE COMMERCIALE EN OCCIDENT : L'EUROPE AU BANC DES ACCUSÉS

(Marie-France Toinet et Hubert Kempf)

● Le rôle de l'Église polonaise après l'aventure de Solidarité (Jean Offredo).  
● La balkanisation du Proche-Orient : entre le mythe et la réalité (Georges Corm). — Contre la négation de l'oubli : « Enquête sur un massacre » d'Amnon Kapeliouk (Pierre Vidat-Naquet). — Le réajustement de la diplomatie palestinienne (Samir Kassir).  
● A l'occasion d'une faillite financière, l'économie brésilienne sous tutelle ? (Julia Jurulna).

● Ghana : un an de révolution populiste (Victoria Brittain). — Vigilance accrue au Mozambique (Christophe Batch et Michel Samuel).  
● La Chine et l'avenir de Hongkong (Xavier Luciani).  
● L'impasse philippine, ou les mésaventures d'un « modèle » (Marcel Barang, Henry Holland et Mimi Brady, Walden Bello et John Kelly, Max Tessier).

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09  
Publication mensuelle du Monde. En vente partout.  
Le numéro : 10 F.

## Défendre la démocratie

Jean-François Kahn  
LA GUERRE CIVILE

Seuil

au Seuil

## Rétablir le plein-emploi

Michel Albert  
LE PARI FRANÇAIS

PRIX AUJOURD'HUI

au Seuil



(Publicité)

## MESSAGE

### AUX PARLEMENTS, GOUVERNEMENTS, PARTIS POLITIQUES ET PEUPLES DU MONDE

**N**OUS, représentants de tous les peuples de l'U.R.S.S., réunis à Moscou, pour célébrer solennellement le 60<sup>e</sup> anniversaire de la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, nous adressons, au nom des 270 millions de Soviétiques, ce message de paix aux Parlements, gouvernements, partis politiques et peuples de la planète.

La rêve séculaire des meilleurs esprits de l'humanité - surmonter l'animosité et la haine nationale, assurer l'égalité authentique et l'amitié entre les différentes nations - est devenue une réalité dans notre pays, grâce à la politique léniniste appliquée par le parti communiste et l'État soviétique, grâce à la mise en œuvre des principes socialistes de la liberté nationale et sociale, à la liquidation de toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Les nouveaux rapports entre les hommes, entre les nations au sein de l'État socialiste, déterminent également la politique extérieure de l'U.R.S.S. La paix universelle, l'amitié et la coopération entre les peuples constituent notre idéal, notre but invariable et notre souci permanent.

La grande révolution socialiste d'Octobre a inauguré une nouvelle époque historique. Ayant secoué le joug social et national, les travailleurs ont créé le pays des Soviets, État qui a affirmé l'amitié fraternelle et des rapports égaux en droits entre les peuples, garanti à toutes les nations la liberté véritable, le progrès et la prospérité.

Une paix solide et durable tel est le besoin primordial et impérieux de tous les hommes, de tous les peuples et de toute l'humanité.

L'exigence de paix acquiert une importance particulièrement grande dans le contexte actuel où les États disposent d'armes susceptibles d'anéantir la civilisation humaine et la vie même sur terre, où la menace de guerre, qu'on avait réussi à faire reculer dans les années 70, commence à se renforcer de nouveau et où la tension internationale s'aggrave notablement.

Aujourd'hui, tous les efforts des États, l'activité des gouvernements, des forces politiques organisées, de tous les citoyens de chaque pays doivent tendre à prévenir la catastrophe nucléaire. C'est là le problème majeur de notre temps.

Nous, mandataires du peuple soviétique, nous déclarons solennellement que l'Union soviétique, suivant la politique léniniste de paix et de coopération internationale, fera tout son possible pour conjurer la guerre.

Nous réaffirmons que, conformément aux engagements qu'elle a pris, l'Union soviétique ne recourt pas, en premier à l'arme nucléaire et nous appelons une fois de plus les autres puissances nucléaires à contracter des engagements analogues.

Nous déclarons que l'Union soviétique est prête à geler, sur une base réciproque avec les États-Unis d'Amérique, ses arsenaux d'armes nucléaires.

Nous nous prononçons pour l'aboutissement le plus rapide et le plus fructueux des négociations soviéto-américaines sur la limitation et la réduction des armements nucléaires en Europe, pour l'obtention dans les plus brefs délais d'une entente sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale.

Nous proposons de sceller sans tarder une entente sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires afin de faire obstacle à la mise au point de nouveaux types et systèmes.

Nous nous prononçons en faveur de l'interdiction et de la destruction des armes chimiques.

Nous invitons à reprendre dans les plus brefs délais les négociations suspendues portant sur d'autres problèmes relatifs à la limitation et à la réduction des armements.

Nous appelons les organes législatifs et les gouvernements de tous les États du monde à concourir activement au règlement des conflits et à l'élimination des foyers de tension, exclusivement par les moyens politiques.

Nous nous prononçons pour la consolidation de l'Organisation des Nations unies, l'élevation de son rôle dans le renforcement de la paix et de la sécurité internationales.

Afin de réaliser ces objectifs, l'Union soviétique est prête à coopérer avec tous les États du monde indépendamment de leur système politique et social.

Grande est la responsabilité historique qui incombe aujourd'hui à tous les États du monde, responsabilité pour le présent et l'avenir.

Les Soviétiques sont convaincus que les États et les peuples, en réunissant leurs efforts, sauront éliminer le danger de guerre, maintenir et consolider la paix sur la Terre, assurer le droit de l'homme à la vie. C'est à cette conjonction des efforts que nous appelons les Parlements, les gouvernements, partis politiques et peuples de la planète.

Le Soviet suprême de l'U.R.S.S.  
Le Comité central du P.C.U.S.

## L'U.R.S.S. A 60 ANS



# Soixante années de création pacifique

par Vitali Rouben, président du Soviet  
des nationalités du Soviet suprême de l'U.R.S.S.

**L**E 30 décembre 1922 naquit l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Initialement elle regroupa quatre Républiques : Russie, Ukraine, Biélorussie et Transcaucasie. De nos jours, l'U.R.S.S. est composée de quinze Républiques fédérées.

Le fondateur de l'État soviétique, V. Lénine élaborait un projet de structure intérieure de l'U.R.S.S. sur les principes de la fédération. C'était la forme juste, correspondant entièrement aux tâches du maintien de la souveraineté nationale des Républiques soviétiques, qui garantissait l'égalité en droits de celles-ci, ainsi que le caractère volontaire de l'union.

L'U.R.S.S. a regroupé des Républiques qui se trouvaient à des niveaux de développement économique et culturel différents. Il fallait donc élaborer et appliquer un système de mesures pratiques tendant à promouvoir l'économie des nations et ethnies arriérées. Ce système comportait facilités et avantages en matière de financement de la production dans les Républiques faiblement développées, de leur approvisionnement en matériaux et équipements techniques, de formation d'ouvriers et de spécialistes nationaux. Pendant quelques années, la population de certaines Républiques fédérées et autonomes, de certaines régions, autrefois arriérées, fut exonérée en totalité ou en partie de l'impôt agricole et d'autres impôts fédéraux. Les prix à la production des produits agricoles furent différenciés afin de favoriser le

développement des régions faiblement développées sur le plan économique.

La Fédération de Russie apporte son aide à de nombreux peuples pour surmonter leur arriération. La R.S.F.S.R. accorde cette aide malgré ses propres difficultés et privations. Par exemple, en Asie centrale et au Kazakhstan, les gens sachant lire et écrire ne dépassaient pas 2 à 8 % dans le groupe d'âge de neuf à quarante-neuf ans. Il n'y avait pas un seul établissement d'enseignement supérieur.

Parfois, le développement de la culture des nations et ethnies retardataires partait d'un niveau extrêmement bas. Par exemple, avant la Révolution socialiste d'Octobre, en Asie centrale et au Kazakhstan, les gens savaient lire et écrire ne dépassaient pas 2 à 8 % dans le groupe d'âge de neuf à quarante-neuf ans. Il n'y avait pas un seul établissement d'enseignement supérieur.

Le niveau élevé d'instruction des Soviétiques est l'une des plus grandes réalisations dans ce pays. En Asie centrale et au Kazakhstan, on compte actuellement 126 établissements d'enseignement supérieur fréquentés par 705 000 étudiants. Pour le nombre des étudiants pour 10 000 habitants, l'Ouzbékistan vient devant des pays développés comme la R.F.A., la France et le Japon. De vastes

possibilités d'étudier dans les langues maternelles existent.

Chaque République possède son académie des sciences, des filiales de l'académie des sciences de l'U.R.S.S., des centres scientifiques. Dans les théâtres professionnels, les spectacles se jouent dans les langues maternelles. Des œuvres littéraires, des journaux et des revues paraissent dans les langues des peuples de l'U.R.S.S. Chaque

peuple, grand ou petit, a ses ensembles de chant et de danse qui connaissent le pays tout entier.

L'histoire de l'Union soviétique atteste l'effet important de la gestion commune des ressources matérielles et de la main-d'œuvre des Républiques. La cohésion et l'entraide des peuples ont grandement contribué au développement économique des Républiques fédérées. Si dans l'ensemble du pays la

production industrielle a augmenté de 169 fois sous le pouvoir soviétique, en Biélorussie cette augmentation a été de 254 fois, au Kazakhstan de 256 fois, en Moldavie de 304 fois, en Kirghizie de 379 fois et en Arménie de 420 fois.

A l'heure actuelle, les liens économiques inter-Républiques s'étendent et favorisent l'accroissement de la production sociale, le perfectionnement du complexe économique unique. Ainsi, l'économie du Kazakhstan utilise des produits de 96 branches dont les entreprises se trouvent dans d'autres régions de l'U.R.S.S. En même temps, le Kazakhstan fournit ses produits à 74 branches économiques des autres Républiques. La Moldavie reçoit des produits de 93 branches en provenance de 14 Républiques, tout en leur livrant des produits de 72 branches, de tels exemples ne manquent pas à l'échelle des 15 Républiques.

Le vaste programme d'élevage continu du niveau de vie du peuple soviétique, élaboré pour les années 80, englobe tous les aspects de sa vie : consommation, conditions d'habitat, développement culturel, loisirs, conditions de travail, assistance médicale, services courants. Vers 1985, il est prévu de porter à 78 % la part du fonds de consommation dans le revenu national. Conformément aux grandes options de développe-

ment économique et social de l'U.R.S.S. pour 1981-1985 et pour la période allant jusqu'en 1990, il est prévu d'accroître l'aide de l'État aux familles ayant des enfants, de majorer les pensions d'invalidité et en cas de perte de soutien de famille. En 1981-1985, le salaire mensuel moyen s'accroîtra de 14,5 %, pour la rémunération de travail des intellectuels, cet accroissement sera de 20 %. La réalisation du programme alimentaire adopté au printemps 1982 permettra de mieux satisfaire les besoins de la population.

Tout en œuvrant pour assurer les meilleures conditions pour une vie heureuse de chacun, nous ne voulons pas, naturellement, que tout ce que nous avons créé disparaisse un jour. Du premier acte législatif du pouvoir soviétique - le décret sur la paix - au récent engagement unilatéral de l'Union soviétique à ne pas recourir en premier à l'arme nucléaire, toute la politique de l'État soviétique tend à préserver et à renforcer la paix. Notre attachement à la paix découle de la nature même du socialisme.

Nous considérons qu'il n'y a pas une seule question qu'il soit impossible de résoudre par la voie négociée. Nous n'avons ni prétentions territoriales, ni autres prétentions grossières d'un affrontement armé, à l'égard des autres États. L'Union soviétique, qui a tant et tant souffert pendant la seconde guerre mondiale, ne l'oubliera jamais !

Agence de presse Novosti  
(A.P.N.)

## Le budget 83

**F**IN novembre de l'année dernière, le Soviet suprême de l'U.R.S.S., réuni en session ordinaire à Moscou, a examiné et adopté le budget d'État de l'Union soviétique 1983. Ce budget fut présenté par Vassili Gorboune, ministre des Finances de l'U.R.S.S.

Au chapitre des recettes est inscrite la somme de 354,7 milliards de roubles. Quant aux dépenses, elles se chiffrent à 355,9 milliards de roubles. Ces sommes seront utilisées pour le développement des branches industrielles clés, des transports, des grands travaux et d'autres branches économiques importantes. Cela étant, les sommes accordées par l'État au développement de la production matérielle directement liée à l'élevage du niveau de vie de la population s'accroissent.

Les revenus réels par habitant doivent s'accroître de 3 %. La construction de logements devance les prévisions du plan : environ 10 millions de personnes verront leurs conditions d'habitat s'améliorer. Les fonds sociaux de consommation, ce « paquet social » du budget d'État, augmentent de 4,7 % et atteindront 134 milliards de roubles. Ces fonds serviront à financer le développement de l'instruction et de la santé publique, des assurances sociales, de l'éducation physique, des sports, etc.

Un accroissement prioritaire de la production des articles de consommation courante est prévu. D'importantes ressources matérielles et financières seront accordées au développement du complexe agro-industriel du pays. Il est notamment prévu d'augmenter de 6,1 % la production de viande en 1983 par rapport à 1982 et d'accroître de 8,4 % la production de bœuf, ce qui permettra de réduire l'insuffisance actuelle de ces produits.

D'importantes crédits sont alloués au financement du complexe agro-industriel, conformément au programme alimentaire

(ce programme prévoit de conjuguer les efforts de l'agriculture et des branches industrielles concernées, des transports, des services de stockage et du commerce de façon à ravitailler sans à-coups la population). Leur volume global, y compris les ressources des kolchozes et des entreprises, s'élèvera à 126,9 milliards de roubles. Les investissements de l'État dans les branches agro-industrielles s'accroîtront de 3,7 % par rapport à 1982 pour atteindre un tiers environ de tous les investissements dans l'économie nationale. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983, les prix d'achat à la production des bovins, des porcs, du lait, des céréales, des betteraves à sucre, des pommes de terre, des légumes, ont augmenté.

Les crédits alloués au développement des établissements et des activités socio-culturelles seront de 4 % supérieurs à ceux de 1982. Ils représenteront environ un tiers des dépenses du budget d'État.

Si les dépenses de l'État pour les besoins sociaux de la population augmentent, par contre, les crédits et le taux des dépenses allouées à la défense du pays diminuent. Citons quelques chiffres : 17,9 milliards de roubles (11,5 % de toutes les dépenses d'État) en 1970 et 17,06 milliards de roubles (5 % environ) en 1982. Cela témoigne que l'Union soviétique suit avec fermeté une ligne orientée vers la création et le maintien de la paix.

Les revenus réels de la population s'accroissent en permanence, peut-être pas aussi vite que chaque Soviétique le voudrait. Mais le fait est qu'ils s'accroissent. Dans l'ensemble l'économie soviétique suit et mènera une ligne ascendante. Et par conséquent le niveau de vie, matériel et culturel, de la population s'élève et s'élèvera en permanence.

(Extraits de la revue « Études soviétiques » de janvier 1983.)

Plus que jamais

L'HIVER EST UNE FÊTE

INTOURIST propose cet hiver :

- un exceptionnel programme d'excursions, de séjours, de circuits à travers 15 républiques.
- un festival d'art,
- des week-ends,
- du ski de fond,
- des séjours à Moscou, Leningrad, Kiev, Sibérie, Caucase, Asie Centrale,
- des séjours d'une semaine à Moscou-Vladimir-Souzdal-Moscou à un prix exceptionnel.

Renseignements et documentation :



Représentation Générale pour la France :  
**Intourist**  
7, Boulevard des Capucines  
75002 PARIS  
Téléphone : 742.47.40



MEUBLE  
INDIVIDUEL  
AU GRAND  
ENSEMBLE

BIBLIO

Plus que jamais  
L'HIVER EST UNE FÊTE  
INTOURIST propose cet hiver :

Plus que jamais  
L'HIVER EST UNE FÊTE  
INTOURIST propose cet hiver :

هكزان الأول



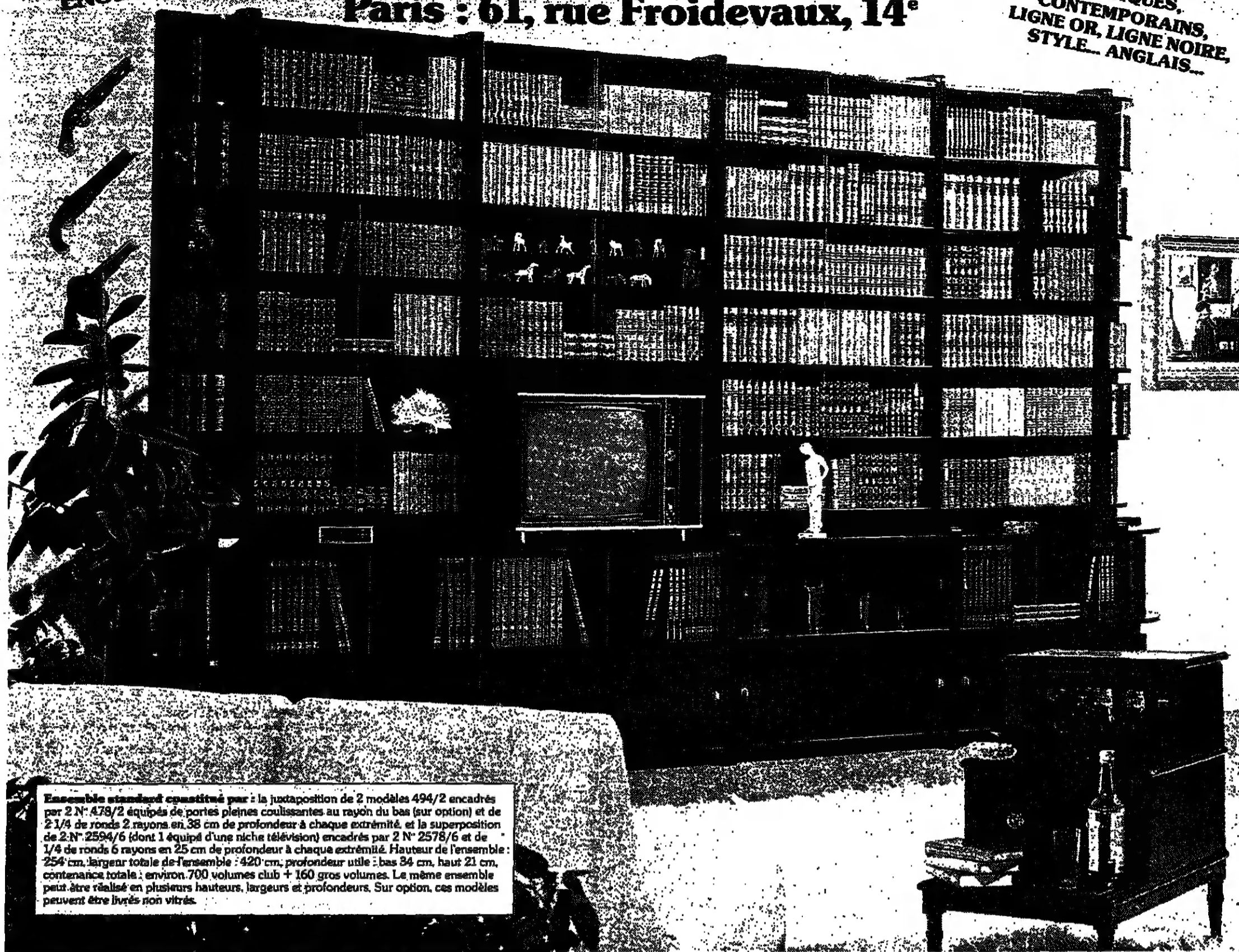
DU MEUBLE  
INDIVIDUEL  
AU GRAND  
ENSEMBLE

# La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Rotterdam - Vienne

Paris : 61, rue Froidevaux, 14<sup>e</sup>

DANS  
LE CATALOGUE  
GRATUIT  
250 MODÈLES  
RUSTIQUES,  
CONTEMPORAINS,  
LIGNE OR, LIGNE NOIRE,  
STYLE... ANGLAIS...

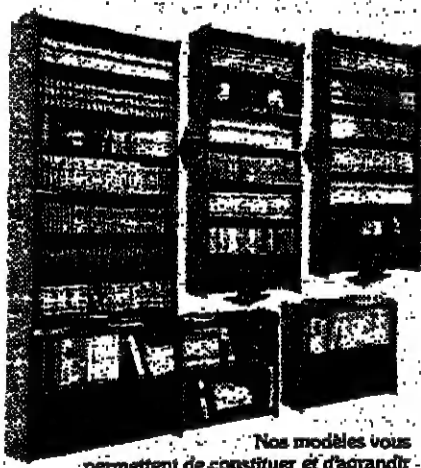


Ensemble standard constitué par : la juxtaposition de 2 modèles 494/2 encadrés par 2 N° 478/2 équipés de portes pleines coulissantes au rayon du bas (sur option) et de 2 1/4 de ronds 2 rayons en 38 cm de profondeur à chaque extrémité et la superposition de 2 N° 2594/6 (dont 1 équipé d'une niche télévision) encadrés par 2 N° 2578/6 et de 1/4 de ronds 6 rayons en 25 cm de profondeur à chaque extrémité. Hauteur de l'ensemble : 254 cm, largeur totale de l'ensemble : 420 cm, profondeur utile : bas 34 cm, haut 21 cm, contenance totale : environ 700 volumes club + 160 gros volumes. Le même ensemble peut être réalisé en plusieurs hauteurs, largeurs et profondeurs. Sur option, ces modèles peuvent être livrés non vitrés.

## BIBLIOTHÈQUES STANDARD

La ligne la plus vendue de la Maison des Bibliothèques.

150 modèles standards vitrés ou non, 12 hauteurs, 4 profondeurs, 4 largeurs.  
Étagères en multiplis, côtés en aggloméré bois (panneaux de particules).  
Placage acajou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles.  
Fonds contre-plaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords doux.  
12 hauteurs de 64 à 224 cm, modèles de 2 à 8 rayons pour formats différents.  
4 profondeurs : 20 cm, 25 cm, 30 cm, 38 cm, nombreuses combinaisons par superposition.  
4 largeurs : 64 cm, 78 cm, 94 cm, 126 cm, extension par juxtaposition, utilisation des angles.  
10 teintes ou essences en option.

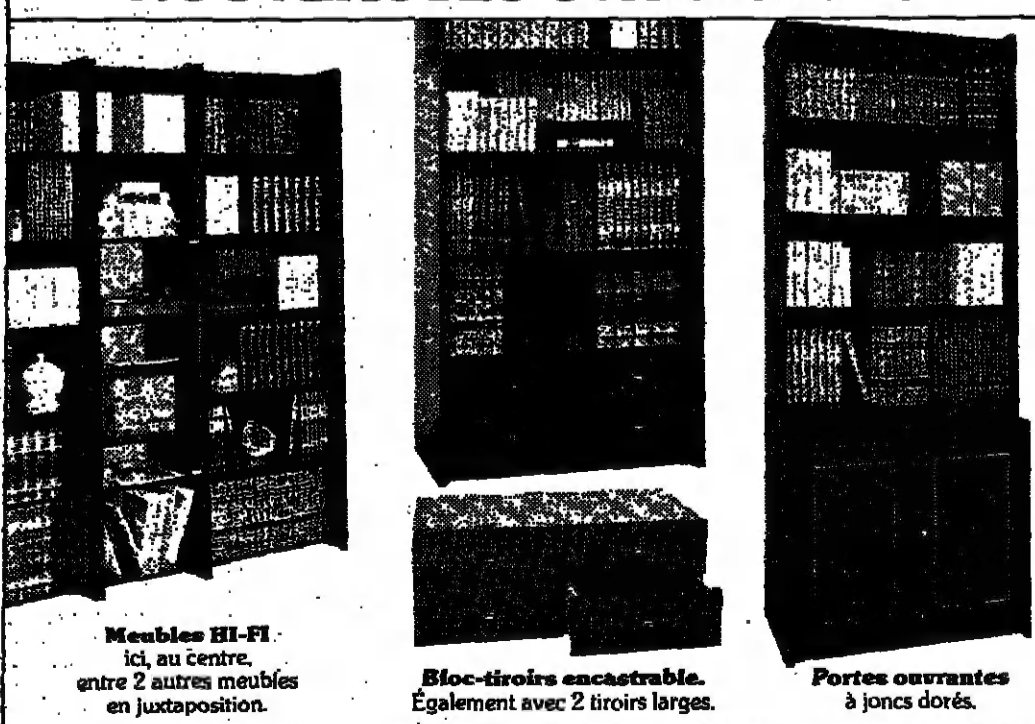


Nos modèles vous permettent de constituer et d'agrandir votre bibliothèque au fur et à mesure de vos besoins.

Pour ranger et protéger  
tous vos livres...  
intégrer votre télévision...  
votre chaîne HI-FI...  
décorer  
votre intérieur.

INSTALLEZ-VOUS,  
VOUS-MÊME,  
ULTRA  
RAPIDEMENT  
ET FACILEMENT

### NOUVEAUTÉS STANDARDS



Meubles HI-FI  
ici, au centre,  
entre 2 autres meubles  
en juxtaposition.

Bloc-tiroirs encastrable.  
Également avec 2 tiroirs larges.

Portes ouvrantes  
à joints dorés.

A DES PRIX IMBATTABLES!...

150 MEUBLES  
BIBLIOTHÈQUES  
VITRÉS OU NON

SUPERPOSABLES - JUXTAPOSABLES - DÉMONTABLES

DES MILLIERS DE COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE  
PAR SIMPLE POSE SANS AUCUNE FIXATION

Paris : 61, rue Froidevaux, 14<sup>e</sup>

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h  
et du mardi au samedi toutes les 9 h à 19 h sans interruption.  
Métro : Denfert-Rochereau - Galté - Edgar Quinet - Autobus : 28, 38, 58, 68.

Magasins régionaux

BORDEAUX, 10, rue Bouffard, (50) 44.39.42 • CLERMONT-FERRAND, 22, rue G. Clemenceau, 173) 93.97.06 • GRENOBLE, 59, rue St Laurent, (76) 82.55.75 • LILLE, 88, rue Esquermoise, (20) 55.69.99 • LIMOGES, 57, rue Jules-Nerac, (58) 79.15.42 • LYON, 9, rue de la République (métro Hôtel de Ville, Louis-Pradès, (7) 828.38.51) • MARSEILLE, 109, rue Paradis (métro Extramuros, (91) 37.60.54) • MONTPELLIER, 8, rue Sévère (près Gare), (67) 58.19.32 • NANCY, 8, rue Saint-Michel (rue piétonne près du Palais Ducal), (8) 332.84.84 • NANTES, 16, rue Gambetta (près rue Coudré), (41) 74.59.35 • NICE, 8, rue de la Bourdonnaye-Villed, (93) 80.14.89 • RENNES, 18, quai E. Zola (près du Musée), (99) 30.26.77 • ROUEN, 43, rue des Charrettes, (35) 71.96.22 • STRASBOURG, 11, rue des Bouchers, (88) 36.73.78 • TROUILLOUSE, 1, rue des Trois-Rois (près place St-Sernin), (61) 22.92.40 • TOULOUSE, 5, rue St-Barthélemy (près des Halles), (47) 61.03.28.

Ouverts du mardi au samedi toutes les 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

Expédition rapide et franco dans toute la France métropolitaine.  
Des milliers de références.

BON pour un catalogue GRATUIT

à retourner à : La Maison des Bibliothèques - 75680 PARIS CEDEX 14

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Sat. \_\_\_\_\_ Escalier \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Catalogue par téléphone :  
24 h sur 24. (1) 320.73.33  
Répondeur automatique.

A.T.P. s.a. au capital de 1.000.000 F  
MO17



# ASIE

## Le Vietnam à l'heure du pragmatisme

(Suite de la première page)

Pour l'heure, les « hégémonies chinoises » n'ont pas renoncé, selon Hanoi, à envahir et à annexer le Vietnam par tous les moyens. Du moins constate-t-on, au dire de M. Thach, « une escalade relative à la frontière sino-vietnamienne : on y relevait cent incidents militaires par mois en 1980, cinquante en 1981 et moins de dix depuis août dernier ». Mais, insidieusement, Pékin continue de plus belle la guerre psychologique, et intensifie le sabotage économique. Pour le colonel Tran Cong Man, rédacteur en chef du *Quan Doi Nhan Dan* (le *Quotidien de l'Armée*), ce changement de tactique vise seulement à tromper l'opinion publique mondiale, à « éviter, à ses yeux, de paraître belliqueux ».

Actuellement, les dirigeants chinois ne jugent pas nécessaire de jouer la carte vietnamienne, note M. Tung : « Ils veulent, au contraire, maintenir très haute la tension au Cambodge pour avoir des atouts en mains dans leur négociation avec l'U.R.S.S. ». Il aura fallu attendre le premier discours de M. Youri Andropov, secrétaire général du P.C. soviétique, pour que cette occasion Hanoi fasse clairement état, à travers le *Nhan Dan*, des démarches entreprises par Moscou pour régler ses différends avec Pékin.

Si les discussions avec Moscou sanctionnent l'échec de la collusion de Pékin avec les impérialistes, alors elles auront d'heureuses conséquences dans la région, juge M. Thach. Mais les autorités de Hanoi soupçonnent la Chine de ne chercher à alléger son dispositif militaire à la frontière sino-vietnamienne. Aussi, s'inquiètent-elles de voir leur « grand frère » jouer le cartouche de la tension en Asie du Sud-Est — au risque de compromettre le long terme — la sécurité de la péninsule indochinoise.

Le retrait de nos troupes du Cambodge ne sera l'objet d'aucun marchandage avec Pékin. Nous en avons reçu l'assurance de l'U.R.S.S. soviétique », indique le colonel Thach Tin, membre du comité de rédaction du *Nhan Dan*, le quotidien du P.C.V. « C'est une question de principe. Si tant est que l'Union soviétique veuille, en cette affaire, lâcher du lest, jusqu'où pourrait-elle pousser ses alliés indochinois sur la voie du compromis sans mettre en cause ses propres intérêts politiques et stratégiques en Asie du Sud-Est ? »

### L'Albanie de l'Asie ?

Les malentendus nés de la reprise du dialogue sino-soviétique et les tensions créées par les grincements de la coopération sino-vietnamienne risquent-ils, à la longue, de provoquer d'irréparables dommages dans les relations entre Moscou et Hanoi ? Certes, il y a, entre alliés, plus de mépris et de défiance que de respect et de confiance. L'idéologie, si contraignante soit-elle, ne peut gommer toutes les différences d'appréciation et de comportement qui se font jour entre une grande puissance et un Etat du tiers-monde, un pays européen et une nation asiatique.

Peut-être certains Vietnamiens souhaitent-ils voir leur pays suivre sa propre voie ? L'avertissement lancé, en mars dernier, lors du cinquième congrès du P.C.V. par M. Le Duc Tho, membre du bureau politique,

leur était, semble-t-il, adressé : « Les réactionnaires et les opportunistes qui cherchent à dénigrer la ligne de solidarité internationale du parti (...) échoueront à coup sûr. Un patriotisme authentique est indissociable du noble internationalisme prolétarien ».

Le Vietnam ne sera jamais un pays socialiste tout à fait comme les autres, ne serait-ce que parce qu'il n'est pas à portée de main de Moscou, qu'il appartient à un autre continent et qu'il doit « coexister » avec un voisin de taille peu amical à son égard. Il n'empêche que, surprenable et meurtrier par des guerres interminables, le Vietnam ne peut prétendre devenir « l'Albanie de l'Asie », garder ses distances envers l'Union soviétique comme envers la Chine. L'Etat de son économie l'oblige à solliciter le concours de plus puissants que lui.

Avant-poste du communisme en Asie, comme il se définit lui-même, le Vietnam est trop inféodé, politiquement et économiquement, à la communauté socialiste pour suivre, dans un avenir prévisible, la voie de l'Egypte ou de la Somalie et changer de camp à la faveur d'une brouille ou d'une révolution de palais. En dépit de tout, l'alliance avec l'Union soviétique demeure donc, pour longtemps encore, la pierre angulaire de la politique extérieure du parti et de l'Etat, comme M. Le Duc Tho, secrétaire général du P.C.V., l'a répété devant le cinquième congrès.

L'U.R.S.S. respecte notre indépendance : nous en sommes sûrs », insiste M. Thach. Forts de cette certitude, les dirigeants vietnamiens ont-ils les mains libres pour conduire au Cambodge à une politique qui sauvegarde leur sécurité, et, partant, les intérêts de la communauté socialiste tout entière ?

### Le « bouclier » du Sud

La toute récente signature d'un document sur le renforcement de la coopération entre l'armée populaire du Vietnam et l'armée populaire du Cambodge illustre la détermination des dirigeants de Hanoi de préserver la fragile « renaissance » de leur allié indochinois, peut-être plus enclin qu'auparavant à prendre quelque distance — du moins en paroles — à l'égard d'un puissant protecteur. « Pas de retrait unilatéral de nos troupes », affirme M. Thach. Cela est inacceptable. C'est pour nous une question de principe et de sécurité, une question de vie ou de mort.

Si les dirigeants de Hanoi refusent de retirer, sans de sérieuses garanties, leurs troupes du Cambodge, c'est que celui-ci est, à leurs yeux, le « bouclier » du Sud-Vietnam dont ils ont déjà tant de mal à corriger l'indiscipline. Or, « la Chine n'a toujours pas abandonné son dessein de diviser notre pays », assure le colonel Man. Nous savons que Pékin s'efforce de nettoyer la communauté chinoise qui vit au Sud.

Déjà, Pol Pot voulait libérer le Sud-Vietnam et en annexer une large partie où vivait une population d'origine khmère, raconte le colonel Tin. En décembre 1978, les Khmers rouges avaient menacé Tay-Minh, à 90 kilomètres de Ho Chi Minh-Ville (ex-Saigon). C'est alors que nous avons décidé de contre-attaquer. Les autorités de Hanoi veulent donc tout faire pour que l'histoire ne se répète pas. Coute que coute.

Le matériel, le carburant, la nourriture et ces soldats qui, autrement, seraient étudiants, ouvriers ou agriculteurs, « ça nous coûte cher », reconnaît le colonel Tin. Il conviendrait, aussi, d'inscrire au passif les désertions, les exemptions de service militaire dûment achetées, la lassitude de la population face à une guerre dont on ne voit pas le bout. Qu'importe, il faut mener le travail à sa fin, dit le rédacteur du *Nhan-Dan*. Historiquement, nos luttes ont toujours duré des dizaines et des dizaines d'années : le temps joue pour nous.

M. Thach continue de lier le retrait des troupes vietnamiennes à la signature d'un traité de non-agression avec Pékin. En décidant unilatéralement, en juillet dernier, de rapatrier du Cambodge quelques unités, le ministre estime que son gouvernement « a envoyé la balle dans l'autre camp », même si celui-ci n'en a rien cru. Un nouveau geste de Hanoi ? On attend une réaction d'un face, au moins pour le moment.

Y aurait-il autre matière à négocier que le retrait des troupes vietnamiennes ? L'avenir du peuple khmer est-il définitivement scellé ? « Nous respectons le principe de l'autodétermination », répond prudemment M. Thach. Mais, sur deux points, Hanoi ne transigera jamais : « Pas de retour au pouvoir de Pol Pot : la solidarité entre les trois pays indochinois est sacrée ».

Peut-on imaginer que, au lendemain d'élections libres ou à l'issue d'une conférence internationale, le Cambodge devienne un Etat neutre et indépendant, comme le proposent inlassablement les Nations unies ? En diplomate avisé, M. Thach précise : « Nous, communistes, nous croyons fermement que les peuples vont au socialisme : c'est une tendance irréversible. En privé, le maoïsme n'est pas négociable, même si ce pays est encore si peu communiste, comme le souligne le ministre : « Il n'y a pas de réforme agraire, pas de coopératives, seulement quelques industries d'Etat : l'or y sert d'unité de change... ».

Pas question de « remettre les compteurs à zéro » d'être une nouvelle Assemblée nationale, de former un nouveau gouvernement, de rédiger une nouvelle Constitution et, pour tout dire, de prendre le risque de voir le Cambodge sortir de la communauté socialiste dont il est membre à part entière. Certes, le Vietnam, s'il veut bénéficier de l'aide occidentale, interrompre lors de l'invasion du Cambodge par ses troupes en janvier 1979, devra donner des gages de bonne volonté. Mais ni Hanoi ni Moscou ne semblent disposés à accepter pareil sacrifice pour sauvegarder la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. « Pourquoi vouloir la neutralisation du seul Cambodge et pas celle de la Thaïlande, s'étonne M. Thach. C'est à toute la région qu'il convient d'appliquer ce concept. » C'est ainsi renvoyer aux calendes grecques une normalisation politique à Phnom-Penh.

### Le rendez-vous de New-Delhi

Peut-on croire, dans ces conditions, que le prince Sihanouk puisse jouer, dans le futur, un rôle à la hauteur de ses ambitions ? Ces dernières semaines, les dirigeants vietnamiens sont si dépensés en confidences amènes sur sa personne... « En son temps, nous avons vu apparaître son esprit nationaliste et son prestige populaire », confie le colonel Tin. Peut-il, de nouveau, bien raisonner ? « Son cas n'est pas désespéré », estime le rédacteur du *Nhan Dan*.

Sihanouk n'est pas la Chine, n'est pas Pol Pot, note M. Thach. Il n'est que leur instrument. Si on est intelligent, il faut attaquer l'ennemi, pas l'arme dont il se sert, sinon on manque la cible principale. Cet instrument dont parle le ministre est-il récupérable ? « Oui, précise celui-ci, s'il peut servir à détruire la Chine et Pol Pot : non, s'il blesse celui qui l'utilise. » C'est dire le rôle tout honorifique que Hanoi paraît vouloir assigner à l'ancien chef de l'Etat. Celui-ci pourrait-il se contenter de jouer de nouveau les marionnettes, comme paradoxalement le lui reprochent aujourd'hui ceux qui n'ont d'autres soucis que de

le neutraliser pour l'empêcher de nuire ?

En soignant ainsi la forme, les autorités de Hanoi apportent, à bon compte, aussi bien à l'U.R.S.S. qu'aux membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) (1) et à l'ONU, la preuve de leur ouverture d'esprit, tout en cherchant à exploiter les divisions de l'opposition cambodgienne réunie au sein d'un gouvernement de coalition fantôme. Mais l'approche du sommet des pays non alignés les a, semble-t-il, incités à durcir le ton à l'égard du prince Sihanouk. En feignant de laisser ouvertes devant lui les portes de l'avenir, ne risquent-ils pas de rallier à sa cause des hésitants ?

Les dirigeants vietnamiens doivent jouer très serré s'ils veulent barrer l'accès de la tribune des non-alignés au prince. Un revers dans cette enceinte serait, pour eux, d'une autre gravité qu'une défaite aux Nations unies. Rien ne prouve pourtant que, en pareil cas, ils en tirent la leçon. Hanoi n'a jamais répugné à avoir raison contre tout le monde.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Indonésie, Philippines, Singapour, Malaisie, Thaïlande.

### Prochain article :

### L'IMPERTINENCE DU SUD

## PROCHE-ORIENT

### LE CHEF DE L'ÉTAT ISRA�ËLIEN A WASHINGTON

## Les responsables américains soulignent le caractère « informel » de la visite du président Navon

Le président Ronald Reagan a reçu, mercredi 5 janvier, à la Maison Blanche, le président israélien, M. Navon. Des responsables américains ont souligné le caractère « informel » de la visite de M. Navon à Washington en indiquant qu'aucun résultat concret n'était attendu de l'entretien des deux chefs d'Etat. Le département d'Etat a tenu aussi à souligner qu'en recevant M. Navon, dont la charge est avant tout honorifique, Washington « n'a aucune intention de se mêler des questions de politique intérieure israélienne ». Le gouvernement américain souhaite, en effet, éviter de donner l'impression de soutenir M. Navon en tant que rival travailliste potentiel de M. Begin.

Celui-ci doit se rendre à Washington dans le courant du mois de février.

A l'issue des entretiens à la Maison Blanche, le président américain s'est borné à réaffirmer en termes généraux « son engagement indéfectible vis-à-vis de la sécurité d'Israël et de la paix au Proche-Orient ». Le chef de l'Etat hébreu a, pour sa part, reconnu que des « divergences de vues » existaient dans son pays quant au plan de paix au Proche-Orient du président Reagan. Le président israélien, a-t-on indiqué, se souvient qu'un américain, s'est limité à exhorter au cours de l'entretien le « consensus » existant dans son pays sur certaines questions en parlant « au nom de tous les Israéliens ».

## Un officier israélien accuse le général Sharon d'encourager la violence contre les détenus palestiniens

Jérusalem (A.F.P.) — Un officier israélien, le capitaine David Mofaz, inculpé de violence contre des manifestants en Cisjordanie, a accusé mercredi le ministre de la Défense, M. Ariel Sharon, d'avoir encouragé personnellement l'usage de la violence pour rétablir l'ordre dans les territoires occupés. Selon lui, le colonel Shimon Stern, conseiller légal auprès de l'administration civile dans les territoires occupés, lui a rapporté que M. Sharon avait soutenu, en sa présence, que les manifestants en Cisjordanie subissent des sévices sexuels. « Il faut couper les têtes », a-t-il dit aux Arabes lors de manifestations, a-t-il dit M. Sharon. Ces déclarations interviennent après les dépositions de sept soldats jugés le 12 décembre dernier, également pour avoir commis des violences en Cisjordanie, et qui ont affirmé que M. Sharon avait donné au téléphone l'ordre « d'entrer dans les lycées et de faire très mal ».

Soixante-dix détenus dans la prison de Jenine (Cisjordanie) observent une grève de la faim depuis quatre jours. Ils se plaignent, notamment, des brutalités dont ils auraient été l'objet. L'un d'eux aurait été hospitalisé avec deux côtes cassées après avoir été battu par les gardiens. Cependant, un porte-parole des services de l'administration pénitentiaire a affirmé mercredi que la grève de quatre jours avait pris fin. Il a également démenti que les prisonniers aient subi de mauvais traitements, expliquant que le mouvement avait été déclenché par la mise au cachot d'un détenu.

Répondant aux accusations lancées par deux députés communistes de la Knesset, selon lesquels quatorze détenus palestiniens arrêtés au Liban seraient morts sous la torture, M. Sharon a déclaré que leurs informateurs « d'autres prisonniers de la prison de Megiddo, en Israël », étaient entre-temps « revenus sur leurs déclarations ». Le ministre de la Défense a toutefois confirmé qu'une commission enquêtait sur des cas de sévices au camp d'internement d'Al Ansar, dans le Sud-Liban. Huit prisonniers auraient été abattus le 28 septembre lors d'un mouvement de rébellion qui avait

éclaté : deux autres ont été tués accidentellement le 3 décembre. Selon les autorités israéliennes, 5917 détenus, en majorité palestiniens, se trouvaient, le 18 novembre 1982, au camp d'Al Ansar, contre 9064 arrêtés au cours de la guerre, 3147 ayant été relâchés. Les autorités militaires israéliennes ne leur reconnaissent pas le statut de prisonniers de guerre, même s'ils appartiennent à des unités portant l'uniforme d'une organisation combattante palestinienne de l'O.L.P. Mais elles refusent également de les considérer comme des civils « protégés » par l'article 80 de la quatrième Convention de Genève, donc ayant le droit de recevoir des visites familiales et d'être représentés par des avocats.

Cette confusion juridique transparait, selon certains avocats israéliens, dans la terminologie employée : « Les détenus ou les personnes emmenées ». Pour M. Lea Tzemel, il s'agit pour les autorités d'entretenir une « fiction juridique », afin de priver les prisonniers de leurs droits élémentaires. En compagnie de deux autres avocats israéliens, elle a réclamé le 30 novembre dernier à la Haute Cour le droit de rendre visite à six détenus du camp d'Al Ansar, dont elle pouvait présenter une procuration. La cour suprême a ordonné de rendre visite à une détenue à la prison de Neve Tirtza, près de Tel Aviv, arrêtée le 1<sup>er</sup> novembre au camp de réfugiés de Bourj el Cheleieh, près de Tyr (Liban).

M. Lea Tzemel souligne que le problème des détenus dépasse celui de leur statut. « Si l'on nous refuse l'entrée du camp d'Al Ansar, malgré les procurations en notre possession, c'est que les autorités veulent masquer certains faits. » Il s'agit, selon elle, de sévices auxquels sont soumis les prisonniers et qui ont été particulièrement nets aux premiers jours de la guerre.

### DE RETOUR DE PÉKIN

## Une délégation du P.C.M.L. confirme que la Chine a présenté à l'U.R.S.S. des propositions de solution au Cambodge

M. Pierre Bauby, secrétaire politique du parti communiste marxiste-léniniste (P.C.M.L.), qui faisait partie d'une délégation de cette formation récemment reçue à Pékin, a rendu compte, mercredi 5 janvier, au cours d'une conférence de presse, des entretiens avec les dirigeants chinois auxquels il a assisté. Il a notamment confirmé que la Chine avait transmis à l'U.R.S.S. des « propositions » pour un règlement du problème cambodgien. La délégation du P.C.M.L., qui a été informée de ces propositions, n'estime pas pouvoir en dévoiler le contenu.

« Précisons cependant, indique M. Bauby, qu'elles doivent permettre au peuple cambodgien de décider en toute indépendance de l'avenir d'un Cambodge neutre et non aligné, d'améliorer les relations entre les différents pays de la région et d'y rétablir la paix. » On note que ces indications correspondent de près aux impressions recueillies ces derniers jours à Pékin par la délégation du parti socialiste conduite par M. Jacques Hantzinger (le *Monde* du 6 janvier).

Le secrétaire politique du P.C.M.L. a également confirmé que les conversations sur la normalisation des relations entre la Chine et l'U.R.S.S. devaient reprendre dans un avenir relativement proche. Il a toutefois mis en garde contre une interprétation qu'il juge abusive de la démarche chinoise.

« Le P.C. chinois, dit-il, ne fait pas de différence de fond entre les deux superpuissances quand il combat leur hégémonisme. Si, ces dernières années, l'U.R.S.S. a été aux prises avec de nombreuses difficultés et ne paraît pas aussi agressive, si les Etats-Unis ont pris une attitude très offensive dans de nombreux domaines, c'est de la rivalité de ces deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale que provient l'aggravation de la situation internationale et l'augmentation du danger de guerre. (...) La Chine souhaite améliorer ses relations d'Etat avec les Etats-Unis, afin de contribuer à défendre la paix et de consacrer ses efforts à la modernisation de son pays ».

Rappelons à ce sujet que le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, est en principe attendu à Pékin à la mi-février et que sa visite précèdera sans doute la reprise des pourparlers sino-soviétiques.

Les autorités américaines se sont montrées extrêmement discrètes sur une rencontre que le président israélien a eue tôt mercredi matin avec M. Philip Habib, envoyé spécial du président Reagan au Proche-Orient. L'ambassadeur américain a entamé, mercredi, à Washington, une série de consultations avec les spécialistes du département d'Etat sur les perspectives de progrès aux négociations israélo-libanaises. Il ne doit cependant pas reprendre le chemin du Proche-Orient avant la semaine prochaine au plus tôt.

● A JERUSALEM, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir, a exhorté l'ambassadeur américain au Proche-Orient, M. Morris Draper, à « persuader » les autorités libanaises de se dégarer des « pressions arabes », qui, selon lui, font obstacle à la « normalisation » entre Israël et le Liban.

● A LONDRES, le secrétaire au Foreign Office, M. Francis Pym, a annoncé, mercredi, officiellement qu'il avait annulé la tournée qu'il devait entreprendre ces prochains jours dans le Golfe.

### Liban

### CALME PRÉCAIRE A TRIPOLI

Un calme précaire régnait ce jeudi matin à Tripoli à la suite d'une trêve conclue dans l'après-midi de mercredi entre les différentes milices rivales musulmanes.

La trêve a été conclue sous l'égide de M. Rachid Karameh, ancien président du conseil libanais, resté mercredi matin à Damas en compagnie d'une mission d'officiers syriens de haut rang qui restera à Tripoli jusqu'à ce que la situation se normalise.

M. Karameh a annoncé qu'un accord pour diviser provisoirement la ville de Tripoli en deux zones de sécurité contrôlées l'une par les forces de sécurité intérieure (F.S.I.), gendarmerie libanaise, et l'autre par les forces combattantes palestino-progressistes et les partis représentés au sein du haut comité de coordination présidé par l'ancien premier ministre.

D'après la police, treize personnes ont été tuées mercredi, portant le bilan des affrontements depuis sept semaines à cent cinquante-sept morts. Le nombre des victimes serait en réalité beaucoup plus élevé.

Le civil israélien porté disparu mardi soir au Liban a été retrouvé mort en fin de journée mercredi, a annoncé un porte-parole militaire israélien à Jérusalem. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

**Devenez une lumière en anglais !**

PROCHAIN COURS INTENSIF TRIMESTRIEL le 3 janvier 1983

**ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE**

20 passage Dauphine 75006 Paris - Tél. 325 41.57

## UNE ANNÉE SCOLAIRE AUX U.S.A.

Etudiez dans une HIGH SCHOOL Américaine en 1983-1984

Si vous êtes né(e) entre le 1<sup>er</sup> octobre 1965 et le 31 décembre 1967 vous pouvez vous inscrire pour une année de scolarité dans une HIGH SCHOOL par l'intermédiaire de l'Américan Intercultural Student Exchange (A.I.S.E.), une association à but non-lucratif dont le siège social est en Californie.

100 étudiants Français seulement seront acceptés dans ce programme. Vous pouvez vous procurer notre brochure en téléphonant au (93) 43-65-19. Ou en envoyant le coupon ci-dessous à STS/RIF, 29, avenue Maréchal Juin, 06400 CANNES.

Veuillez, s'il vous plaît, m'envoyer le programme de HIGH SCHOOL aux U.S.A. 1983-1984.

NOM : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

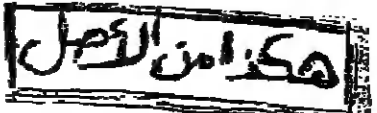
Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Ancien directeur : Hubert Bouqu-Méry (1964-1969) Jacques Fauver (1969-1982)

Imprimeur : La Presse de France, 10, rue de la Harpe, 75001 PARIS

Reproduction interdite de tout ou partie sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications : 57 427 ISSN : 0595-2547





## Point de vue

## Fonctionnaire - citoyen

par ANICET LE PORS (\*)

Le 5 octobre 1948, l'Assemblée nationale constituante adoptait, sur proposition du vice-président du conseil Maurice Thorez, le statut général des fonctionnaires qui apportait des garanties démocratiques d'un niveau élevé à quelque neuf cents mille fonctionnaires de l'Etat.

Mardi, le conseil des ministres a arrêté, à l'issue d'une concertation avec les organisations syndicales de fonctionnaires qui a duré près d'un an, l'économie d'un nouveau statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales qui s'appliquera à près de quatre millions de fonctionnaires.

Il s'agit là d'une très grande réforme qui présente trois caractéristiques principales.

En premier lieu, le statut général s'attache à mieux couvrir toutes les grandes fonctions collectives. Il prend ainsi le contrôle de l'action des gouvernements précédents. Ceux-ci s'étaient attachés en vain aux dispositions majeures du statut de 1948 ; mais ils étaient cependant parvenus à en limiter la portée, notamment en vidant les organisations paritaires de leur substance, en multipliant les emplois à fonction publique et en créant une « fonction publique parallèle » de plusieurs centaines de milliers de contractuels. Au-delà, le projet exprime par le rapport Longuet envisageait un véritable démantèlement de la fonction publique française. C'est ce qui se passerait si la droite était demeurée au pouvoir.

Aujourd'hui, il s'agit au contraire de reconnaître la diversité fonctionnelle croissante du service public, en faisant relever du statut général les chercheurs des établissements publics, les praticiens de l'économie publique, certains spécialistes du traitement des données, de l'informatique, etc. Il s'agit aussi de tirer, pour l'ensemble des agents publics, toutes les conséquences statutaires de la politique de décentralisation.

En deuxième lieu, le nouveau statut général consacre les grands principes de la fonction publique française. Par là se trouve renforcée l'unité du dispositif statutaire, cadre général de la mise en valeur des compétences professionnelles ou géographiques de toutes les activités de service public.

Ainsi, tous les emplois publics permanents devront être occupés par des fonctionnaires titulaires.

La concurrence sera le moyen général de recrutement des fonctionnaires, quel que soit l'exercice dont ils dépendent, avec en corollaire la pleine garantie d'emploi de ces agents.

(\*) Ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

## LES GRINCEMENTS DE LA DÉCENTRALISATION

## La préfecture de la Lozère en grève

De notre correspondant

Mende. — C'est la première fois en Lozère qu'une grève connaît un tel succès dans la fonction publique. « Devant les bureaux de la préfecture, installés dans les anciens locaux de l'Ecole normale, des fonctionnaires soulignent à quel point le mot d'ordre de grève a été largement suivi : cinquante-deux personnes sur soixante ont cessé le travail. A la préfecture de Mende et à la sous-préfecture de Florac, les agents réglementaires assurent leur service, mais les bureaux sont restés fermés les 5 et 6 janvier.

Les fonctionnaires lozériens sont-ils devenus contestataires ? « Ce département, explique un militant de l'Union ouvrière, n'est pas comme les autres. Avant la décentralisation, la plupart des conseils généraux, dans les autres départements, disposaient de personnel. Or, ici, il n'y avait que trois agents administratifs départementaux. Le préfet a joué le jeu en mettant à la disposition du conseil général une vingtaine de personnes. Les transferts d'attributions n'ont pas suivi, et la charge de travail, loin de diminuer, s'est accrue.

Les départs d'attachés administratifs, quelques mois après leur nomination en Lozère, les mises en préretraite et l'absentéisme dû aux congés de maladie n'ont fait qu'aggraver une situation qualifiée d'insupportable et d'intolérable par le personnel. Il est vrai que certains services sont devenus exsangues. Au cabinet du préfet, il n'y a plus qu'une seule sténodactylo, qui ne peut être remplacée durant ses congés. Le bureau d'accueil du public, dont les effectifs passaient de quatorze agents à quatre, est fermé depuis deux mois tous les mardis ; impossible ce jour-là d'obtenir en Lozère cartes grises ou permis de conduire.

## AU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres du 5 janvier a été consacré au plan de lutte contre la violence en Corse, au statut de la fonction publique, à l'emploi des jeunes, à la construction navale et à la nouvelle direction de T.D.F., tous sujets dont nous avons rendu compte dès notre première édition datée 6 janvier.

Le conseil des ministres du 5 janvier a été consacré au plan de lutte contre la violence en Corse, au statut de la fonction publique, à l'emploi des jeunes, à la construction navale et à la nouvelle direction de T.D.F., tous sujets dont nous avons rendu compte dès notre première édition datée 6 janvier.

## Les frustrés de la politique

Aux déçus du socialisme ou du giscardisme, il faudrait ajouter une nouvelle catégorie d'électeurs : les frustrés de la politique. Elle rassemblerait tous ceux qui estiment qu'il est temps que le pouvoir politique ne soit plus « confisqué » par quelques-uns et que le « monde professionnel » ait enfin son mot à dire dans l'élaboration d'un nouveau modèle de société, qu'il apporte au débat politique son expérience, son talent, voire sa morale.

La nécessité d'un tel engagement du monde professionnel est à l'origine de deux

initiatives. M. Daniel Durca, saint-cyrien, diplômé des langues orientales, qui a occupé longtemps des fonctions importantes dans le groupe Rothschild avant de diriger une grande banque privée, a choisi de publier un mensuel d'informations politiques : la Tribune des nouveaux politiques, qui s'adresse à ceux qu'il nomme les « décideurs ». Il les invite à « réagir » en « s'engageant personnellement en politique ou en favorisant l'engagement de leurs pairs ».

M. Pierre-André Périssol, polytechnicien, ingénieur des ponts et chaussées,

directeur général du groupe Arcadie, au sein duquel il a regroupé différents organismes d'H.L.M., et fondateur en 1980 du Contrat pour l'habitat social de demain, a préféré la formule du club. Il l'a appelé « Agir au centre » et compte rassembler autour d'un projet politique « cohérent et concret » les « professionnels engagés ». L'un espère être un jour en position de force pour négocier avec les partis politiques, l'autre s'estimera satisfait si certaines de ses propositions sont retenues.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

## La « Tribune des nouveaux politiques » : mobiliser les vrais responsables

« Face au socialisme d'inspiration marxiste et face au cancer du capitalisme de consommation (...), il est urgent que les vrais responsables, ceux qui ont l'habitude de prévoir et de compter, ceux qui voient plus loin que leur carrière politique, se mobilisent (...), réfléchissent en commun et en profondeur à de nouvelles conditions de vie et de « sur-vie ». Inlassablement, chaque mois dans la Tribune des nouveaux politiques qu'il a créée au début de l'année 1982, M. Daniel Durca lance son appel aux « décideurs ». Selon lui, il n'est plus possible de laisser « aux héritiers du pouvoir et à quelques gros patrons le soin d'élaborer ou de rassurer les foules crédules et dociles. La politique ne peut plus être confiée par des politiciens professionnels ou monopolisés par des fonctionnaires. C'est aux responsables, cadres dirigeants ou membres de profession libérale, de donner l'exemple, de contribuer à l'élaboration d'un nouveau modèle de société où plus que jamais l'homme et non la société restera la mesure de toute chose ».

M. Durca explique notamment que les « socialistes commettent des erreurs majeures, d'une part en refusant d'admettre que le socialisme et le capitalisme ne sont que deux avatars d'un même modèle périmé : le matérialisme et, d'autre part, en ne voulant pas reconnaître que, sur le terrain de la société de consommation, les règles du jeu les mieux adaptées sont encore celles du capitalisme ». Mais, poursuit-il, « rares sont ceux, de quelque bord que ce soit, qui acceptent de voir les choses en face. Si tout le monde convient que, depuis quelques années déjà, nous avons atteint un niveau de bonheur sans précédent, peu nombreux sont ceux qui veulent considérer que les pays occidentaux arrivés à un stade d'équilibre précaire, ne peuvent plus maximiser la somme de leurs « bonheurs sectoriels ». Selon M. Durca, notre modèle de développement procède d'une « philosophie historiquement dépassée et fonctionnelle selon des modalités autoproductrices. L'homme, consommateur forcé et insatisfait d'objets laids et éphémères, est de plus en plus aliéné. (...) Citoyen assigné à résidence dans un univers concentrationnaire, il ne sait plus que consommer. (...) Travailleur et citoyen frustré, il ne participe ni à

la réflexion sur son avenir ni à la gestion de sa vie quotidienne. Il a abandonné son sort à des hommes qui monopolisent le pouvoir ».

Ce constat a conduit M. Durca, après un premier livre publié en 1980 (1), à éditer un mensuel d'informations politiques qui, rédigé par des « responsables professionnels, non journalistes, se propose de « sensibiliser le maximum de décideurs à la vie publique ». L'objectif est triple : les aider à s'informer, à se regrouper et à s'engager.

Dans un récent numéro, la Tribune des nouveaux politiques rappelle notamment l'existence de la loi du 2 janvier 1968, qui stipule qu'un salarié du privé peut obtenir en cas de non-réélection à l'Assemblée nationale ou au Sénat des garanties équivalentes à celles de son collègue fonctionnaire. Le mensuel se propose de faire largement connaître cette loi et suggère l'établissement de son champ d'application en demandant que les employeurs soient tenus de laisser à leurs salariés, candidats aux élections législatives, sénatoriales, municipales ou régionales, le temps nécessaire pour participer à la campagne dans la limite de vingt jours ouvrables.

Ainsi les derniers obstacles à l'engagement politique des salariés du secteur privé pourraient-ils être levés, estimait-il. La démobilitation et la désignation ne sont cependant pas à négliger. Contre ces tentations, la Tribune des nouveaux politiques entend lutter mois après mois. Elle diffuse encore à un peu moins de dix mille exemplaires, mais ne désespère pas à force d'obstination et de « professionnalisme » de constituer un « véritable groupe de pression » avec lequel devront « compter » les partis politiques et les médias.

« Le salut passe toujours par quelques hommes qui refusent, proposent et entraînent », souligne M. Durca. Les « nouveaux politiques » qu'il veut regrouper entendent être ceux-là.

\* La Tribune des nouveaux politiques, 26, rue d'Aumale, 75009 Paris.  
(1) La démocratie n'est pas un chef-d'œuvre mais elle est en péril, coll. : Les nouveaux politiques », éd. Spilam, 268 pages, 56 F.

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

## M. MITTERRAND N'ENVISAGE PAS D'INTERVENIR DANS LA CAMPAGNE

A l'occasion des cérémonies de présentation des vœux au Palais de l'Élysée, M. François Mitterrand a regu, mercredi 5 janvier, les représentants des gamins, les syndicats professionnels, culturels et sociaux ; il leur a demandé « de faire connaître aux pouvoirs publics et à la nation les besoins » de leurs mandats. Il a rappelé aux présidents des conseils régionaux et généraux qu'ils jouaient « un rôle de plus en plus décisif » dans la vie du pays. Il leur a annoncé qu'ils allaient être reçus par le premier ministre pour préparer le transfert des compétences en matière de formation professionnelle.

Enfin, s'entretenant avec les représentants de la presse, le président de la République a remarqué, à propos de la déclaration de M. Pierre Mauroy sur sa présence à Mazingnon jusqu'à la fin de l'année (le Monde du 11 décembre) : « C'est un vœu légitime de tout premier ministre et tout particulièrement de celui-là ». M. Mitterrand a ajouté : « J'ai toujours travaillé sur la durée ; je préfère la durée ».

Parlant de ses voyages en province, le chef de l'Etat a annoncé qu'il fera « des plongées dans les départements mais moins de visites systématiques dans les régions » ; il a précisé que, de la fin du mois de janvier aux élections municipales, il ne compte pas effectuer de grands déplacements en province, se réservant simplement la possibilité « de petites visites ponctuelles ». Quant à la campagne électorale, il a déclaré : « Je ne dis pas que je ne tirai surtout, mais je n'interviendrais ni directement ni indirectement sur le débat interne ».

## M. MARCHAIS S'INOUIËTE DES DIFFICULTÉS AUXQUELLES SE HEURTE L'APPLICATION DE L'ACCORD P.S.-P.C.F.

Sous le titre « Serrons les rangs à gauche ! », M. Georges Marchais a écrit, le 5 janvier, dans un éditorial de l'Humanité, les « obstacles insurmontables » auxquels se heurte, « dans bien trop de communes encore », l'application de l'accord conclu par le P.S. et le P.C.F., le 22 décembre, pour les élections municipales. « Comment comprendre, en effet, demande le secrétaire général du P.C.F., que, dans telle ou telle commune, on se refuse à reconnaître la poste de maire, ou on refuse de prendre sa place sur la liste d'union, alors que cette question a été réglée par l'accord national ».

« Comment comprendre, dans telle ou telle autre commune, on fasse traîner les choses en avançant des exigences injustifiées concernant la composition des listes, alors que l'accord national a clairement affirmé que « l'accord » doit être conclu sans tarder ».

« Comment comprendre, en un mot, puisque l'accord national a prévu toutes les dispositions qui vont permettre de résoudre les problèmes rencontrés, qu'on s'apprête ainsi à perdre une semaine, quinze jours, peut-être plus, pour rien, alors que la droite, elle — on n'y reviendra jamais assez — va employer ce délai au mieux de ses intérêts ? ».

M. Marchais souligne que « l'heure n'est pas, pas du tout, aux opérations tactiques, aux soucis de présidence partisane. L'heure est à l'union, affirme-t-il.

## Agir au centre : la légitimité d'une expérience professionnelle

« Devant la dégradation de la situation tant économique que sociale ou politique, il nous semble indispensable que ceux qui sont engagés dans la vie professionnelle mais aussi sociale ou familiale interviennent dans le débat politique — pas du tout pour défendre quelque intérêt catégoriel ou pour brasser des représentations socioprofessionnelles les unes contre les autres — mais pour y apporter leur expérience, leur sens du concret ainsi que la légitimité que confèrent les réalisations et la cohérence entre les actes et les propositions. » C'est à cette fin qu'en juin 1982 M. Pierre-André Périssol crée Agir au centre, club de pensée qui se veut indépendant de tout parti et de tout homme politique. « Par « centre », nous n'entendons pas le « centre tactique » dont se réclament beaucoup d'hommes politiques », précise M. Périssol, qui explique : « La motivation prioritaire de notre action politique est une exigence de générosité sociale. Les moyens pour y parvenir sont la responsabilité et l'initiative personnelle, une solidarité active et responsable, la concertation. Notre démarche, ajoutait-il, se caractérise par un refus des excès doctrinaux ou technocratiques, une exigence de vérité et de rigueur morale, un souci de réalisme orienté par un idéal, un projet politique, une recherche de dialogue jointe à une détermination dans l'action, une ouverture de la classe politique aux professionnels. » Les propositions d'Agir au centre veulent remédier à « sept carences du débat politique ».

Agir au centre dénonce, en effet, « l'échec sans appel des doctrines et, à fortiori, des programmes figés ». M. Périssol souligne notamment : « Le programme socialiste, mis en œuvre en 1981, n'a pas été repensé depuis son élaboration en 1972. Ni dans ses principes, qui sont ceux

d'un Etat-providence, ni dans son inspiration, malgré l'échec économique et social, non seulement des régimes communistes mais aussi de toutes les aventures d'inspiration travailliste, ni dans son alliance avec les communistes alors que s'il existait, il y a seulement treize ans, une expérience marxiste pour un grand nombre de Français, la réalité, c'est-à-dire l'échec et l'oppression des régimes marxistes, a éclaté depuis, au grand jour. »

Agir au centre note que se répand la « désillusion, fruit de la démagogie ou du laxisme et facteur de désunion nationale ». Il estime que le débat politique souffre de « carence » et qu'il est « menacé par la primauté des idéologies ou des dogmes et par la technocratie ». Il juge que le « climat de confrontation et non de concertation s'accroît régulièrement », et souligne le manque « d'authenticité personnelle et donc de crédibilité » de la classe politique, qu'il accuse de faire preuve de « corporatisme ». Il déplore, enfin, le « manque de confiance entre eux des Français », imputable selon lui à une « influence consciente de leurs capacités ».

Au service du club qu'il a créé, M. Périssol entend mettre son expérience professionnelle : « La générosité sociale a été mon pain quotidien dans ma vie professionnelle. C'est devenu un thème de discours politique, mais sans traduction dans la réalité, j'ai la volonté de prolonger dans un projet politique cette démarche professionnelle qui a été la mienne. J'invite à me rejoindre tous ceux qui sont des professionnels engagés. Leur engagement, tout comme le mien, assure la légitimité d'Agir au centre. L'état d'esprit qui oriente notre action est celui d'un humanisme politique moderne, à l'opposé de toutes les velléités et de toutes les professions de foi verbales. »

Agir au centre organise régulièrement des rencontres. Ses orateurs préférés restent des... centristes, notamment M. Jacques Barrot, dont M. Périssol fut le conseiller technique au secrétariat d'Etat au logement de 1974 à 1977, et M. René Monory, sénateur de la Vienne, ancien ministre de l'économie.

(\*) Agir au centre, 51, rue Greneta, 75002 Paris - Tél. : 296-27-15.

## LA « PRAVDA » SOULIGNE LA NÉCESSITÉ DE LA COOPÉRATION ENTRE SOCIALISTES ET COMMUNISTES EN FRANCE.

Moscou (A.F.P.). — La Pravda consacre un long article, mercredi 5 janvier, au parti communiste français, estimant qu'il doit « agir dans une situation complexe ». L'organe du P.C. soviétique observe que le P.C.F. « agit comme partenaire loyal du P.S. » et « soutient chaque pas allant dans un sens positif », mais qu'il n'approuve pas, pour autant, toutes les décisions du gouvernement. Ainsi s'agit-il d'opposer, l'été dernier, au « gel des prix et des salaires », souligne la Pravda.

Le quotidien du P.C. soviétique estime que la « coopération, au sein du gouvernement, entre socialistes et communistes est une condition indispensable pour faire avancer les transformations démocratiques ». Cependant, les deux partis « représentent des forces politiques différentes », souligne la Pravda, et les communistes veulent défendre leurs « idées de classe, leurs idées révolutionnaires et leur originalité ».

Relevant qu'il y a eu, en France, depuis mai 1981, des transformations telles que « nationalisation de la décentralisation, droits nouveaux pour les travailleurs et les syndicats », la Pravda estime que ces changements « démocratiques » ont un caractère « limité ». Elle indique que la « crise continue à sévir en France » et que la « bourgeoisie continue la grève des investissements pour exporter ses capitaux ».

Face à ces problèmes, observe la Pravda, le P.C.F., par la voix de son secrétaire général, M. Georges Marchais, a démontré les causes profondes de la crise et la nécessité, pour en sortir, de suivre la voie du socialisme, fondée sur les réalités françaises. La Pravda affirme, enfin, que la France connaît « une grande lutte idéologique sur les moyens de résoudre ces problèmes » et que la radio, la télévision et les journaux comme France-Soir, le Figaro et le Nouvel Observateur mènent une campagne grossière, antisocialiste et antisocialiste, calomniant le socialisme, dans le but d'affaiblir le P.C.F. ».

## M. CHRISTIAN PELLERIN REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT A MAYOTTE.

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le conseil des ministres du 5 janvier a nommé M. Christian Pellerin, préfet, représentant du gouvernement à Mayotte. M. Pellerin succède à M. Yves Bonnet, qui avait été nommé en janvier 1982.

M. Christian Pellerin, né le 19 novembre 1933 à Cannes, est un ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Après avoir occupé différents postes à Madagascar, il a été affecté en 1960 au ministère de l'intérieur. Après avoir été nommé en 1963 directeur de la société d'équipement du département du Vaucluse, il fut sous-préfet de La Châtre, de Sedan, puis de Guingamp, et secrétaire général des Pyrénées-Atlantiques en 1977. Administrateur civil hors classe en 1978, il a été mis à la disposition de la DATAR ; depuis 1979, il était commissaire à l'aménagement de l'Ouest en poste à Rennes.

● Les cotes de popularité de M. François Mitterrand et Pierre Mauroy se redressent. Le président de la République gagne cinq points et le premier ministre, trois points selon le sondage mensuel B.V.A. — Paris-Match réalisé auprès de mille personnes du 15 au 21 décembre et publié dans l'hebdomadaire daté du 14 janvier. M. Mitterrand obtient 53 % d'opinions positives (contre 48 % en novembre) et 37 % d'opinions négatives (contre 40 % en novembre). De son côté, M. Mauroy recueille 43 % d'opinions positives (contre 40 % en novembre) et 45 % d'opinions négatives (contre 46 %).



# POLITIQUE

## DES SYMBOLES ET DES HOMMES

DANS L'ILE

### La belle indifférente

De notre envoyé spécial

Bastia. — Belle indifférente, cette Ile ! Dédaigneuse et fantasque. Voilà qu'on lui sert pour l'anniversaire de son indépendance, un attachement solennellement renouvelé, la promesse d'une répression qu'elle réclamait contre ces soldats égarés, la garantie d'une sécurité publique équilibrée, démocratique à souhait, pour lui éviter tout risque de syncope.

Voilà que la République lui adresse ses « appels au dialogue », en en rajoutant même dans l'embrassement parce qu'elle sait l'armée dure à séduire. Or, pour toute réponse, à peine un battement de cils.

Aurait-on, à trop vouloir bien faire, une nouvelle fois vexé la Corse ? Les mesures gouvernementales n'ont pas suscité de réaction passionnée. Mais une attention polie, comme si les Corse, démentant leurs peurs de la veille, venaient ce jour-là à mille occupations possibles étrangères au drame.

La nomination de M. Broussard comme préfet de police ? Certains, pour être agréables, jugent la nouvelle heureuse car l'homme, respecté pour ses compétences, est à la mesure de l'île, fort et rusé, etc. — Tout de même, cette décision de départier ici un super-hic venu de l'« antirégion », comme si la Corse était une métropole à fort taux de criminalité ! Mais M. Edmond Simeoni, chef de file de l'Union du peuple corse (U.P.C.), semble se forcer sous la pression des journalistes pour trouver quelques défauts à ce préfet de police, ses services passés sous le précédent septennat, ses méthodes sans nuance... Brouillard, en fait.

Il n'y a guère que dans la famille, parmi les policiers bastiais, que l'annonce de la venue de M. Broussard est saluée par un sentiment net. Ici, de satisfaction : les responsables des différents services avaient déjà psychologiquement, mercredi après-midi, le doigt sur la couture du pantalon. Le commissaire Lion, chef de la sûreté urbaine, tout à son bonheur d'évoquer l'avenir, avait fait d'un carminier rêvant d'en découvrir sous les ordres du nouveau chef de meute. Mais les autres ? Les Corse ? Méfiance, réserves. L'arrivée de monsieur le préfet ne ravit ni l'excès : c'est tout ce qu'on peut en dire.

### Dissoudre...

Et cette dissolution du F.L.N.C. ? La symbolique exclusion de ce flambeau, pour les uns, ou de ce cancer, pour les autres, qui condamnait la vie locale depuis 1976 ? Voilà tout de même une manière d'événement ! Signalez vite pour les oublier les lachés de ces élus à court d'analyse qui, d'un bord à l'autre de l'échiquier politique, sourient de la mise hors la loi d'un « mouvement illégal et clandestin depuis sa naissance ». Il est vrai, soyons justes, que les Corse pourraient s'étonner qu'on se soucie encore de la définition juridique du F.L.N.C. L'important n'est plus là, mais dans la violence secrète par un groupe qui a toujours placé sa légitimité ailleurs que sur les registres administratifs. Sur ce chapitre de la dissolution, cependant, les élus, les courants d'opinion, seraient plus malgré tout s'interroger, car si le sujet prête à sourire, en apparence, il ne restera pas sans effet. La Corse ignore, ou fait mine d'ignorer, en effet, que le gouvernement vient de donner aux policiers corse quelques moyens plus sûrs de traquer le « Front ». Celui, par exemple, de procéder à des interpellations pour tous les actes assimilables à une reconstitution de ligue dissoute. Affichages, distributions de tracts, même ces im-

prudences vantardises d'après-boire.

L'île serait-elle devenue à ce point réfractaire au mouvement clandestin que personne, à notre connaissance, n'ait songé mercredi à condamner cette mesure floue ? Quelques-uns, tout de même, autonomistes et séparatistes, auraient pu s'inquiéter, parce qu'ils ont, en la matière, des souvenirs, des interprétations possibles de cette dissolution.

Mais il faut croire que la Corse tout entière était occupée ailleurs à l'heure du conseil des ministres. Même les militants de la consulte des comités nationalistes (C.C.N.) jugés très proches du F.L.N.C., si proches que certains de leurs adversaires politiques les désignent souvent comme « la branche politique » ou « la vitrine légale » du Front. Même eux ont paru faire la sourde oreille, et profiter d'une conférence de presse pour parler d'autre chose. De leur existence de mouvement légal, donc à l'abri de toute dissolution, de leur renforcement récent et de leur futur engagement aux municipales.

La « légalité » du F.L.N.C. s'en allait les pieds devant, et ces voisins de palier, souvent d'anciens clandestins eux-mêmes amnésiés en 1981, saluaient le corbillard par quelques commentaires finalement modérés. « Aujourd'hui comme hier, le colonialisme ne sait apporter qu'une seule réponse au problème corse : la répression », expliquait la motion des C.C.N. Bagnol, en somme.

### Isolément du « Front »

Reconnaissons à leur décharge que dès 14 heures, mercredi, les militants nationalistes pouvaient craindre de tomber sous le coup de la loi en revendiquant des liens trop étroits avec le F.L.N.C. Quelles que soient leurs arrière-pensées, les C.C.N. soutiennent depuis des mois que, tout en participant aux thèmes du mouvement clandestin, elles ont acquis une existence propre « en occupant un créneau sur le terrain politique » que le F.L.N.C. avait toujours négligé. « Nous avons choisi une autre voie que celle du Front, fait remarquer l'un des porte-parole des C.C.N. à Bastia, M. Léo Battesti. Nous respectons la sienne mais nous n'avons rien à voir avec lui ».

Est-ce si sûr ? De nombreux observateurs estiment que ce mouvement militant pèse parfois sur la ligne des clandestins et aurait des visées discrètes, certaines « bavures ». De plus, les C.C.N. auraient justement été créées pour partie dans le but de maintenir « la parole nationale » en cas de trop forte turbulence du côté du Front. Depuis la rupture de la trêve avec le gouvernement, fin août, les Corse se demandent souvent ce qui anime le F.L.N.C., plus secret, plus avare d'explications que sous le septennat précédent. La philosophie désormais servie par les C.C.N. ne risque plus d'être soumise aux aléas de la violence. Prévoyait-on que l'action clandestine allait rencontrer de plus en plus d'hostilité parmi les Corse ?

Cela indique, en tout cas, une période d'isolement pour le F.L.N.C. L'absence de réaction mercredi est peut-être un autre signe du « ras-le-bol » de l'opinion, lassée de se voir sans cesse réclamer une solidarité insulaire. Mais une autre preuve était attendue : la manifestation, jeudi à Corte, en faveur du docteur Jean-Paul Lafey, blessé le 31 décembre par un inconnu, et qui, au fil des jours, était présentée peut-être abusivement comme « le premier représentant du refus du F.L.N.C. ».

PHILIPPE BOGGIO.

Similitudes. Symboles. Pour la deuxième fois en six mois, le pouvoir réagit avec fermeté à une vague d'attentats selon un même scénario. Au mois d'août 1982, après la tuerie de la rue des Rossiers à Paris (six morts) et bien d'autres explosions, MM. Mitterrand et Defferre s'étaient entretenus à Latche, dans le Landes. Le président de la République était intervenu à la télévision pour exprimer sa résolution dans la lutte contre le terrorisme. Une série de nominations s'était ensuivie : M. Franceschi devenait « ministre de la police », le commissaire divisionnaire Robert Broussard conseiller technique, et le commandant de gendarmerie Christian Prouteau chargé à l'Elysée d'une mission sur le terrorisme.

## « Notre politique n'est pas un pari : il n'y en a pas d'autre » nous déclare M. Gaston Defferre

Voici les réponses que nous a faites M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation :

« Le changement de stratégie policière en Corse ne traduit-il pas l'échec d'une politique ? »

« Non. Il y a en gros deux façons d'aborder ce problème de la sécurité en Corse. Celle qui a consisté, chez nos prédécesseurs, à essayer de venir à bout des attentats par la répression. Et celle qui consiste, ce que nous avons fait, à reconnaître l'identité, les particularités de la Corse, à faire voter un statut particulier, à l'appliquer.

« Dans un premier temps, vous vous en souvenez, quand M. François Mitterrand a annoncé cette politique, il y a eu une trêve. Puis le statut de l'élection de l'Assemblée régionale a été d'abord une participation très importante, alors que le F.L.N.C. avait appelé à l'abstention. Ensuite, l'unanimité de l'Assemblée, autonomistes compris, s'est toujours prononcée contre la violence. Si bien que le problème ne se pose plus maintenant comme il se posait avant l'élection.

« C'est d'autant moins l'échec d'une politique que nous continuons cette politique ! Et la meilleure preuve, c'est que mercredi le gouvernement a décidé la dissolution du F.L.N.C., mais pas celle de la « Consulte des comités nationalistes » qui est une organisation politique proche du F.L.N.C. Ce dernier commet des violences, des attentats, des crimes, contrairement à la Consulte qui se place uniquement sur le plan politique. Elle a le droit de présenter des candidats aux élections municipales par exemple.

C'est-à-dire qu'au moment où nous prenons des mesures dans le domaine de la police, nous avons pris soin de respecter et de maintenir toutes les libertés.

## Le statut particulier reste au centre du débat politique

M. Mitterrand : pas de dragonnades !

M. François Mitterrand, qui recevait mercredi 5 janvier les vœux de la presse, a brièvement justifié les décisions, prises le matin même en conseil des ministres, à l'égard de la Corse. « Je n'exagère pas l'iniquité que la situation peut susciter, mais cela demeure un soul, a notamment indiqué le chef de l'Etat : des gens sont menacés ; nous avons agi politiquement et l'action menée depuis dix-huit mois justifie maintenant l'application stricte de la loi. Il s'agit de déjouer le terrorisme, mais sans faire de dragonnades ».

Interrogé sur le point de savoir si une influence étrangère s'exerce sur les auteurs de violence, M. Mitterrand a répondu : « Ce n'est pas impossible. » Cette thèse d'une intervention extérieure est défendue par M. François Léotard. Dans une interview à Paris-Match, publiée jeudi 6 janvier, le secrétaire général du P.R. affirme en effet : « Je suis convaincu que l'U.R.S.S. est en train de se servir de façon indirecte du nationalisme corse comme levier pour déstabiliser la région (...). De même que l'U.R.S.S. était servie du nationalisme en Algérie pour soutenir le F.L.N., de même elle tentera de le faire en France, avec les Basques, les Bretons et aujourd'hui les Corse ».

M. Léotard a été au défi. M. Charles Hernu, ministre de la défense, d'apporter un démenti à l'information selon laquelle des armes ont été livrées en Corse via la Sardaigne. Le député du Var assure qu'il a eu connaissance de mouvements de la marine nationale autour de la Corse pendant les trois mois qui viennent de s'écouler. M. Léotard considère enfin que les Corse « ont été blessés de voir leur île traitée d'une façon différente des autres régions françaises et être l'objet d'un statut particulier ».

Ce point de vue est partagé par M. Hyacinthe Santoni, député (R.P.R.) des Bouches-du-Rhône, qui a estimé que l'attribution d'un statut particulier « n'était pas la mesure idéale pour régler le problème », et que « le gouvernement

reconnait pas à l'île assez de particularités, qu'il était ignoré ou maltraité. Depuis que l'Assemblée est élue, je constate que les Corse qui se sont opposés violemment aux gouvernements qui nous ont précédés, participent à la vie démocratique. Ceux-là ont compris qu'il était l'intérêt de la Corse : dans l'application du statut.

« Mais d'autres ont sans doute pensé qu'en restant dans l'opposition, en refusant le statut, en ayant recours à la violence, ils auraient plus de chances d'obtenir l'adhésion d'une partie de l'opinion corse. Parmi eux, il y a des gens qui spéculent, d'autres qui sont de bonne foi. Rien n'est jamais tout blanc ou tout noir. On m'a demandé si j'accepterais de recevoir des membres de l'ex-F.L.N.C., s'ils me le demandaient, je répondrais oui, pour en finir avec la violence, les attentats, et c'est mon devoir.

« Bien que le F.L.N.C. soit dissous... »

Que demain, il soit possible de faire adhérer certains ex-F.L.N.C. à une politique de non-violence serait une excellente chose. Je dois le tenter, même si on me critique : si ils demandent à me voir, ce ne pourrait être que pour servir de l'impasse dans laquelle ils se sont mis. Ceux qui ont commis des attentats réclament de la justice. Les autres peuvent participer aux élections ! Si ils ont des candidats, tant mieux pour eux. Ce que je souhaite, c'est rétablir en Corse le calme, la sécurité et

reconnait pas à l'île assez de particularités, qu'il était ignoré ou maltraité. Depuis que l'Assemblée est élue, je constate que les Corse qui se sont opposés violemment aux gouvernements qui nous ont précédés, participent à la vie démocratique. Ceux-là ont compris qu'il était l'intérêt de la Corse : dans l'application du statut.

« Mais d'autres ont sans doute pensé qu'en restant dans l'opposition, en refusant le statut, en ayant recours à la violence, ils auraient plus de chances d'obtenir l'adhésion d'une partie de l'opinion corse. Parmi eux, il y a des gens qui spéculent, d'autres qui sont de bonne foi. Rien n'est jamais tout blanc ou tout noir. On m'a demandé si j'accepterais de recevoir des membres de l'ex-F.L.N.C., s'ils me le demandaient, je répondrais oui, pour en finir avec la violence, les attentats, et c'est mon devoir.

« Bien que le F.L.N.C. soit dissous... »

Que demain, il soit possible de faire adhérer certains ex-F.L.N.C. à une politique de non-violence serait une excellente chose. Je dois le tenter, même si on me critique : si ils demandent à me voir, ce ne pourrait être que pour servir de l'impasse dans laquelle ils se sont mis. Ceux qui ont commis des attentats réclament de la justice. Les autres peuvent participer aux élections ! Si ils ont des candidats, tant mieux pour eux. Ce que je souhaite, c'est rétablir en Corse le calme, la sécurité et

reconnait pas à l'île assez de particularités, qu'il était ignoré ou maltraité. Depuis que l'Assemblée est élue, je constate que les Corse qui se sont opposés violemment aux gouvernements qui nous ont précédés, participent à la vie démocratique. Ceux-là ont compris qu'il était l'intérêt de la Corse : dans l'application du statut.

« Mais d'autres ont sans doute pensé qu'en restant dans l'opposition, en refusant le statut, en ayant recours à la violence, ils auraient plus de chances d'obtenir l'adhésion d'une partie de l'opinion corse. Parmi eux, il y a des gens qui spéculent, d'autres qui sont de bonne foi. Rien n'est jamais tout blanc ou tout noir. On m'a demandé si j'accepterais de recevoir des membres de l'ex-F.L.N.C., s'ils me le demandaient, je répondrais oui, pour en finir avec la violence, les attentats, et c'est mon devoir.

« Bien que le F.L.N.C. soit dissous... »

Que demain, il soit possible de faire adhérer certains ex-F.L.N.C. à une politique de non-violence serait une excellente chose. Je dois le tenter, même si on me critique : si ils demandent à me voir, ce ne pourrait être que pour servir de l'impasse dans laquelle ils se sont mis. Ceux qui ont commis des attentats réclament de la justice. Les autres peuvent participer aux élections ! Si ils ont des candidats, tant mieux pour eux. Ce que je souhaite, c'est rétablir en Corse le calme, la sécurité et

## LE PLAN DE LUTTE

Janvier 1983 : même trame, même recours à une symbolique qui a fait ses preuves. MM. Mitterrand et Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, se rencontrent longuement à Latche (31 décembre et 1<sup>er</sup> janvier). Le président s'adresse aux Français par le canal de la télévision (2 janvier). Mercredi 5 janvier, un conseil des ministres gros de l'affaire Corse nomme (encore) le commissaire Broussard, cette fois commissaire de la République délégué de la police en Corse.

Symbole, toujours. Gage de la décision gouvernementale de lutter contre les militants du Front de libération nationale de la Corse, M. Franceschi a indiqué qu'il présiderait à l'installation de la nouvelle équipe policière en Corse : « J'irai sur place prochainement. »

une vie politique normale. Cela exclut la violence.

« Votre politique n'est-elle pas un pari risqué ? Le F.L.N.C. est irresponsable, irresponsable, ne le sera-t-il pas encore plus ? »

« Ce n'est pas un pari, parce qu'il n'y a pas d'autre politique, pas d'autre issue que ce que nous faisons. J'ai donc bonne conscience, on ne peut pas laisser continuer des attentats. Les nouveaux policiers nommés en Corse étaient souvent au premier rang de la lutte antiterroriste avant le 10 mai. Leur nomination n'est-elle pas un hommage à la police d'avant le 10 mai 1981 ? »

« Ni un hommage, ni une condamnation. Depuis que je suis au ministère de l'intérieur, je n'ai pas varié : le passé, c'est le passé. Je l'ai dit à propos de la D.S.T., des affaires de Bretagne, ou du Canari enchaîné : on ne vous demandera plus jamais ça. Je ne dis pas aux policiers, en revanche on vous demandera de faire votre travail et je n'accepterai pas de défaillance. Les hommes sont là pour obéir et les ministres pour les commander. S'il y a des reproches à faire pour le passé, c'est aux gouvernements qu'il faut les adresser. M. Franceschi et moi utilisons des hommes capables, et je suis convaincu qu'ils obéiront et travailleront bien.

Propos recueillis par EDWY PLENEL.

## LE SAC, ACTION DIRECTE ET LE F.L.N.C.

### Trois dissolutions depuis le début du septennat

Le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) est la troisième organisation à être dissoute depuis le 10 mai 1981. Les deux autres sont le Service d'action civique (SAC), pour lequel la décision a été prise au conseil des ministres du 28 juillet 1982, et le groupe Action directe, dont la dissolution a été décidée au conseil des ministres du 18 août 1982.

Ces dissolutions sont prononcées en vertu de la loi du 10 janvier 1936 sur « les groupes de combat et de milices privées » votée alors que Pierre Laval était président du conseil. Elle visait les ligues fascistes de l'époque. En son article premier, elle prévoit la dissolution, « par décret rendu par le président de la République en conseil des ministres, de toutes les associations ou groupements de fait : 1) qui provoqueraient à des manifestations armées dans la rue ; 2) ou qui (...) présenteraient par leur forme et leur organisation militaire le caractère de groupe de combat ou de milices privées ; 3) ou qui auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou d'atteindre par la force à la forme républicaine du gouvernement ».

En son article 2, la loi précise que des peines d'amende ou

d'emprisonnement de six mois à deux ans sont prévues pour « quiconque aura participé au maintien ou à la reconstitution directe ou indirecte de l'association ou du groupement » dissous. Cette loi a été complétée le 1<sup>er</sup> juillet 1972 par un article consacré à la répression de la discrimination, de la haine et de la violence raciste.

Depuis 1958, quarante-deux organisations ont été dissoutes. Deux concernaient la Corse : il s'agit du Front paysan corse de libération, le 30 janvier 1974, en même temps que des groupes basques et bretons et de l'Action pour la renaissance de la Corse (ARC) le 27 août 1975. Sous le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, la dernière organisation dissoute avait été la Fédération d'action nationale et européenne (F.A.N.E.), née-nazie, le 3 septembre 1980.

Après le conseil des ministres du 5 janvier, M. Attali a précisé, au sujet de la dissolution du F.L.N.C. : « La forme militaire de l'organisation de ce groupement, les actions de terrorisme qu'il revendique, de même que les objectifs qu'il poursuit ouvertement en vue de porter atteinte à l'intégrité du territoire national, le placent dans le champ d'application de la loi du 10 janvier 1936. »

## M. Jacques Attali : l'application stricte de la loi républicaine

Commentant les mesures sur la Corse adoptées au conseil des ministres du 5 janvier, M. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République a déclaré :

« Pour la Corse, deux lois récemment votées par le Parlement expriment de la souveraineté nationale, ont très clairement et très précisément défini les responsabilités de ces uns et des autres. L'essentiel de ce qui intéresse la vie quotidienne — le développement économique et social, l'investissement, les équipements publics, l'emploi, la protection de l'environnement, la culture — relève désormais de la seule assemblée régionale de la Corse. L'Etat n'a donc plus qualité pour intervenir en ces domaines, sinon au nom de la solidarité nationale.

« L'Assemblée régionale de la Corse tire sa légitimité non seulement de la loi, mais aussi et surtout du suffrage universel direct qui a

massivement approuvé les nouvelles institutions et a ainsi démenti la minorité violente qui n'a pas osé tester sa représentativité.

« Elle dispose des moyens légaux nécessaires pour répondre à l'attente des Corse. Les ultimes textes réglementaires qui la concernent interviendront sans tarder. Elle est en mesure de remplir, sans défaillance, la mission à elle confiée par la nation qui a su entendre et comprendre les aspirations de la Corse.

« Quant à l'Etat, il lui revient d'assurer et de garantir la tranquillité publique, la sécurité et la liberté des personnes et des biens. Les mesures prises aujourd'hui annoncent à ceux qui cherchent à briser une unité nationale plus de deux fois centenaire qu'ils ne doivent attendre de l'Etat que l'application stricte de la loi républicaine. »







## Lectures

horateurs du pape comptera 138 cardinaux (71 Européens, 11 Latino-Américains, 14 Nord-Américains, 11 Africains, 12 Asiatiques et 4 Océaniques) (1).

**ASTE**

**Mgr Michael Michai Kithencwa**

## AFRIQUE

**Mer Bernard Yago**

Né en 1916, Mgr Bernard Yago a été ordonné prêtre en 1947, après ses études au séminaire de Binger-ville. En 1959, il devint directeur des Œuvres à Abidjan, où il fut consacré archevêque en 1968 par Jean XXIII.

**Mr Alexandre de Nascimento**

En 1925, à Malanje (Angola), Mgr Nascimento fut prêtre en 1952. Il fut évêque de Malanje en 1975, puis évêque de Lubango en 1977.

**PROCHE-ORIENT**

**Mgr Antoine-Pierre Khoraihe**  
Le 10 juillet 1907, à **Beirout** (Sud-Liban), **Mgr Antoine-Pierre Khoraihe** fut ordonné prêtre. Il est professeur de philosophie. Consecré archevêque de Sidon en 1957, il devint patriarche de Beyrouth en 1975, après un conclave difficile. Il est à la tête d'une communauté de trois millions de chrétiens maronites.

**magazine  
littéraire**

Tous les jours un dossier  
révisé par un auteur  
ou à un mouvement d'idées

JANVIER :

**STENDHAL**  
par Jacques Laurent, Jean Roudaut,  
Cédric Bernard

Et les fêtes du bicentenaire  
à Grenoble,  
avec Henri-Alexis Baertsch,  
Georges Lavaursant.

Entretien :

**Le Montherlant  
de Pierre Spinot  
par Pierre Kyria.**

Les livres d'architecture  
par Michel Ragon  
en vente au kiosque, 15 F

**OFFRE SPÉCIALE**  
6 numéros : 54 F  
Cochez ☐ ☐ ci-après

- ☐ Cette science humaine, la guerre.
- ☐ Théories du terrorisme, de Hâbert à Beader.
- ☐ Meupessant.
- ☐ J.-L. Borges.

- ☐ Jacques Prévert.
- ☐ La Beat Generation : Burroughs, Ginsberg, Kerouac.
- ☐ James Joyce (+ dossier supplém. : Suisse romande).
- ☐ Littérature infance (1960-1980).

- ☐ Mishima.
- ☐ La littérature espagnole en liberté.
- ☐ Les enjeux de la science.
- ☐ Valéry Larbaud.
- ☐ Jean Genet par lui-même.
- ☐ Autour de la folie.
- ☐ Émile de Saxe.

- ☐ Les romanciers anglais.
- ☐ Gabriel García Márquez.
- ☐ Julien Gracq.
- ☐ Femmes, une autre écriture ?
- ☐ Le réveil de l'Islam.
- ☐ Boris Vian.

- ☐ L'intellectuel et le pouvoir.
- ☐ Musil.
- ☐ Les écrivains de Montmartre.
- ☐ Écrivains du Brésil.

---

Nom -

Adresse: .....

**magazine  
littéraire**

40, rue ■■■ Saints-Pères  
75007 Paris (France)

le concile, s'est montré d'une loyauté à toute épreuve envers l'Eglise, et pour une théologie désormais classique, qui n'a guère évolué depuis vingt ans : période de changement et de crise, vécue douloureusement par le Père de Lubac. Le choix du Père Conger, ~~comme~~ ~~de~~ ~~concile~~, a été d'une autre portée.

**ALAIN WOODROW.**

(1) Sans compter le cardinal nommé le

## Le père Henri de Lubac : un théologien du renouveau

Lubac s'est toujours montré d'une fidélité sans faille à ses supérieurs, et son livre *Le Mystère sur l'Eglise* est le fruit de son épreuve, et non pas le leçon d'un maître. Jean-Paul II, enfin, l'avait toujours considéré comme un maître à penser. En 1965, l'archevêque de Cracovie lui donna l'honneur de préfacier l'édition française de son ouvrage *Amour et responsabilité*, paru en polonais trois ans plus tôt. Et, en juin 1978, lorsque Jean-Paul II se rendit visite à son cathédrale de Paris, il ne s'en est pas seulement rendu hommage au titre du Père de Lubac *Drame de l'heure* mais aussi à son *théologie de l'humanisme athée*, dans une

Père à Cambrai (Nord) en 1896, le  
Né de Lubac a fait des études à Lyon  
avant d'entrer dans la Compagnie  
Jésus en 1913. En 1915, bachelier  
en 1917, il report sa licence à l'été  
1918 et se présente au concours pour  
être professeur de philosophie à  
Lyon en 1927. Il est nommé professeur  
de Lyon et est un scolastique jésuite de  
l'école de Maritain. Il écrit de nombreux  
ouvrages sur la philosophie médiévale.  
En 1958, date à laquelle il a été élu  
membre de l'Institut.

... suite **du** Jean XXIII en 1960  
... consultant de la commission théologique  
... préparatoire au concile, puis expert.  
... celui-ci. Paul VI l'a nommé membre de  
... la commission internationale de théolo-  
... gie en 1969. ]

## MGR JOZEF GLEMP : une responsabilité nationale

sculpture sur bois du **XVIII<sup>e</sup>** siècle, en style français du dix-huitième siècle, est un expert juridique. Les **estimations** sont estimées à quelque 6 millions de francs belges (environ 860 000 F).

En Italie, d'est ce paysage de Monet qui vient d'être **découvert** dans une villa de Vicence et le tableau original a été remplacé le tableau par une copie, et la propriétaire, M. Angelo Costa, s'est appropriée les droits que plusieurs jours après. Le Monet est estimé à un demi-million de francs (2,5 millions de francs).

● **Réglement des comptes** ● Grenoble. — Un repris de justice qu'on appelle, sans Gavign Copplani, a été mortellement blessé mercredi 5 janvier à Grenoble par un camion qui avait tiré sur lui plusieurs coups de feu et blessé grièvement son chauffeur François qui se trouvait à ses côtés.

Gavign Copplani, considéré comme un chef de bande grenobloise, condamné à plusieurs reprises pour avoir organisé un meurtre de rue après l'incendie du dancing de

**Saint-Laurent-du-Pont (Isère) ■**  
- Cinq-Sept - en 1970, avait  
échappé à deux fusillades à Antibes  
en 1968 et en 1975. —  
(Corresp.)

[illegible]























## RADIO-TÉLÉVISION

ils, affirmant de nouveau vouloir être

ils. **M.R.** le cinéma soviétique est  
avec **J.R.**

**h 33 Droite de réponse**  
Carnet de voyage d'un comédien  
français, François Marthouret, a été  
découvert et la production ciné-  
matographique soviétique : **Marthouret**  
François Marthouret, réalisations  
de ses œuvres de Mikhaïl  
Pavlov, etc.

**h 40 Journal**

h 9 **F** **francophonie** : régionales.

h 10 **D** **d'accord** pas d'accord (J.N.C.).

h 11 **T** **le théâtre** de Bourard.

h 12 **J** **Journal**.

h 13 **V** **variétés** : Chemp.

h 14 **E** **Ellyse** : De M. Drucker. Avec Amie Cardy, Gérard Levesque. (M.C.) Noah, Roger Comdore, etc.

h 15 **T** **50 Téléfilm** : La troisième guerre mondiale.

h 16 **A** **la Grande** Avec II. Sou.

h 17 **R** **Rudon** : H. Heilmann.

h 18 **P** **politique-fiction** : En 1987, un commando soviétique prend d'assaut la principale station de pompage pétrolier en Alaska. Le troisième guerre mondiale n'est pas lancée.

h 19 **J** **20 Journal**.

prez ? A l'écoute de la terre  
engne : L'endormeur de Sabins  
Images de la nature ; L'épo  
éait drôle.

18 h 30 Pour les jeunes.

19 h 10 ~~Le~~ ~~Le~~

19 h 15 Émissions régionales

19 h 55 Dessin animé.  
Il éait une fois l'espace.

20 h Les Jeux.

19 h 35 Finale ~~inter-~~

19 h 45 Prix de la chans  
d'outre-mer 1982  
Réal. D.

Géoloscope : Je veux que m  
par E. Bourard ; Martinique  
Concours pour l'oiseau et la fl  
par J. Bercard ; Guyane : W  
de légende, par Jorland ; La  
sons : Chante pour ton île, J  
J. Sery ; Nouvelle-Calédonie : P  
ci si c'est, par A. Benette ; W  
de l'île : Amour Si Fiel Ah  
par le poupe Tala Moko ;  
Polynésie française : Ah ! R  
par E. Tefano ; Saï  
Pierre-et-Miquelon : Feu  
par A. Lafitte.

22 h 35 Journal.

19 h 55 Prétendu à la nuit.  
Festival de Prades « La Truite-  
F. ~~...~~ M. Boassi  
vioniste, M. Dupouy, alto, L.  
pouy, alto, L. Rose, violoncelle  
G. Lauridos, contreb.

- **11** h, La chimie de la connaissance. Réponse sur la science.
- **12** h 30, Comprendre le paysage par divers auteurs. Une année de guerre en Pologne.
- **13** h 7, Matière du monde contemporaine.
- **10** h 45, Démarches avec... F. Bofroy : « Japonerie ».
- **11** h 2, 11... français contemporains : Xavier Durasse.
- **12** h 5, Le point des arts.
- **14** h 5, Sous : Mexico.
- **14** h 5, Les saumons de France Culture : Les musiciens français contemporains (Georges Migot, Ger Calmel).
- **16** h 20, Recherches et pensée contemporaines : Fantin Brülér et la vie de l'art. Par E. Nod.
- **18** h, Le deuxième grand monde, la guerre en France 1939-1940.
- **19** h 25, ... à Fundance.
- **19** h 30, Radio Cassa présente bande dessinée 9 art.
- **20** h, L'homme de solitude, ou Carnaval poète, de M. Schillo. M. C. N. Mannel. C. N. F. Maistre, M. Thierry...
- **21** h 35, Bonnes nouvelles, nouvelles : Les premiers numéros, de J. Guilhaume, in par S. Frey.

- Roportz, Mikuláš, Enescu, Cson.
- 8 h 3, **Avis de recherches et accordeons** : 1 h : La collection de disques : « Trio-pianos, violon et violoncelle de » : 35 : **Avis de recherches et accordeons** (suite).
- 13 h 30, **Tous en scène** : **Ellis F.** : **raldi** chante **Cesralvi**.
- 14 h 4, **Atelier de musique** : de **Vartse, Bartok**.
- 15 h 30, **Donner disques** : **Petite solennelle** : « voix, cho » : **pianos et harmonium**, de **Ros**.
- 16 h 30, **Concert** (en direct du **tre du Ranelagh**) : **œuvres** : **valdi, Malipiero, Rossini, Bon** : **per l'Ensemble de Venezia**.
- 18 h, **Le disques de la trémine**, « **de Schubert** (dernière parution) » : **Coscorov international** : **tare, œuvres de Cimar** : **Orvinsk**.
- 19 h 35, **Le pleasure de pistes** : **sur de la musique pour clavocin**.
- 20 h 30, **Concert** (en **Salle Gaveau** à Paris) : **Symph** : **en ré majeur** : **de Sch** : **Sarabande** : **de Del** : **allemandes** : **de** : **Symphonie n°** : **pour** : **et orchestre de cha** : **opus 135** : **de Chocakovic** : **nouvel orchestre philharmon** : **dir. F. Layer** ; **sol. F. Palmer** : **clink**.
- 22 h 30, **La nuit sur** : **Musique** : **La nuit des gloses** : **rect de la Maison de la Cultu** : **Flavre**.

**FRANCE CULTURE**

**PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**

Rondeau au Théâtre de la Moline : « Carmen » opéra Georges Bizet, avec en scène Piero Foggioni, etc.  
22 h 30 Court métrage : Rêve de valise  
De J.-P. Prévert et J. Lagier.  
23 h Journal

**DEUXIÈME CHAÎNE : ■ 2**

■ h 40 Cours d'anglais.  
■ Gym Tonic.  
(et à 10 h 45).  
■ 30 Magazine du cheval.  
■ 15 h 15 Dîners de Martin.  
■ Entrez les artistes.  
■ h 45 Journal.  
■ 13 h 20 Dimanche Martin (suite)  
■ incroyables ■ vrai ; ■ et 25,  
rie : l'homme qui tombe à pl  
15 h 20, L'école des fous ; 15 h 3  
Les voyageurs de l'histoire  
■ h 25 Le danois.  
■ 17 h 5 Série : Le mythomane  
monde. ■ autour  
■ h 30 ■  
■ 20 h Journal.  
■ h 35 Les passés.  
Emission de Jacques Chancel.  
Chants d'Aragon : hommage  
poète et romancier disparu  
■ h 1982. ■ Isabelle  
Aubert, Marc Ognet, Cécile  
Savary, Marcel Amont, etc.  
■ h 40 Document : Les gran  
travaux de la grande  
Le chantier de la baie James  
J. Labib et B. ■ (six de  
Fondation de France 1982).

Un reportage sur un chantier  
constructif de grands centres  
hydroélectriques situés  
dans la région du Grand  
Nord canadienne. Trente  
ouvriers travaillent de jour con-  
tinu, à une température  
de -40°; à voir.

22 h Journal.  
■ h 35 Cinéma de minuit :  
glements de compte  
de Fritz Lang.  
24 h Prélude à la nuit.  
Suite pour deux trompettes  
J.-J. Mourret par l'ensemble La  
Ha.

**FRANCE-MUSIQUE**

- 6 h, La nuit des grâtes ;
- 8 h 2, Concert promoué ; musique viennoise et musique légère ; œuvres de Haydn, Smetana, Schumann, Dvorak, Grieg, Schubert, Beethoven, Stravinsky, Hages, Offenbach, Borodine, Vieuxtemps, Chopin, Rossini, Rame, Liszt, J. Strauss ; Elenberg ;
- 9 h 3, Concerts ; intégrale ; Concertos de J.-S. Bach ;
- 9 h 10, Hors commerce ; œuvres de Haend, Schreker, Zemlinsky ;
- 9 h 15, Concert en musique de chambre ; œuvres de Beethoven, Liszt, Debussy (à Paris), œuvres de Woddy, Mendelssohn ;
- 12 h 15, Magazine International ;
- 14 h 4, D'une oreille l'autre ; œuvres de Haydn, Schubert, Rachmaninov, Brahms, Martin, Schinberg ;
- 15 h 15, Concert ; œuvres de Beethoven ; dernière manière de Beethoven ; par J.-P. Aron ; œuvres de Beethoven ;
- 19 h, Jazz vivant ; l'Espresso ; Cardin avec le quartette de J.-L. J. ; M. Kozitz et le trio M. Petrucci ;
- 20 h, Les chants de la terre ; la musique traditionnelle ;
- 20 h 30, Concert ; (échange international) ; « Symphonie » n° 3 en mineur majeur op. 55 de Beethoven ; « Scherzo » n° 3 de E. Bloch ; « Afternoon of infinity » de Schwanitz ; par l'orchestre symphonique de Saint-Louis sous la direction de L. Slatin avec 2. ; au violoncelle ;
- 22 h 15, La nuit sur France Musique ; 22 h ; Musiques ;
- 0 h 1, Entre gaillards ;
- 0 h 5, Un royaume en hiver.

## Films

**Émission d'I. et G. Bogdanoff, ré-  
J.-N. Roy et P. Pouzeac au  
M.M. J. P. Petit, chargé de rech-  
ches au C.N.R.S., H. Reeves, ast-  
physicien.**  
**La naissance de l'univers du po-  
de vue mythologique : l'histoire  
la recherche, des Égyptiens à  
jours, et les perspectives d'aven-  
un vaste programme !**

**DEUXIÈME CHAÎNE :**

12 h Journal.

12 h 10 Jeu : l'Académie de la langue.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Cette semaine sur A2.

13 h 45 Série : La vie d'...

19 h 20 Emissions régionales  
19 h 45 Le théâtre de Bourges  
20 h Journal  
20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Foile Amende de Barillette Grady, mise en scène R. Clermont. Avec L. Renaud, A. Chauriol, P. Lévain

## FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, *Matinales* : Norvège : marais  
bleu et noir.
- 8 h, *Les chemises de la connaissance* :  
Les sorciers et leur sabbat ;  
à 8 h 30, *Le Proche-Orient arabe* ;  
à 9 h, *Sciences au sud*.
- 9 h, *Le monde de Platon* : Le  
desordre des familles.
- 10 h 45, *Le texte et la langue* : L'His-  
toire en question.
- 11 h 2, *Musique contemporaine* : où  
en est le C.D.M.C. ? (Centre de  
documentation de musique contem-  
poraine) (en 13 h 30).
- 12 h 5, *Agora*.
- 12 h 45, *Panorama*.
- 1 h, *Sons* : Mexique.
- 14 h 5, *Un livre, des voix* : L'œuvre ro-  
manesque de M. Yourcenar.
- 14 h 55, *Le monde de France-  
Culture*. Le monde au singulier à  
15 h 30, Point de repère ; à 16 h 30,  
rendez-vous ; à 17 h, *Roux libre*.
- 17 h 32, *Musique* : Instantané (venue  
à Paris d'Ingrid d'Eux de Berlin-  
E).
- 18 h 30, *Féminisme* : Les bonnes  
femmes du XVIII<sup>e</sup> siècle.
- 19 h 25, *Jazz* à l'ancienne.
- 19 h 30, *Présence des arts* : Les pein-  
tres.
- 20 h, *Trompette* sous un criant,  
de K. Amazo - Avec E. Dandry, J.-  
F. Calvé, S. Arzel.
- 21 h, *L'autre scène ou les vivants et les  
morts* : Le bien social et le secret.
- 22 h 30, *Nuits magiques* : *Adieu*.

- 11 h 2, *Missa* de Rüdiger Radtke  
France : Œuvres de Walburg, Du  
bois, Poup, Gérard, Calvi, Azaï  
nagor, Kachinoun, Otio, Kavel  
Schmidt.
- 12 h 1, *Requiem* de S-B - 9 -
- 12 h 5, *Le matin des musiciens* : J.  
P. Rameau :
- 12 h, *Chasseurs de son stérile*.
- 12 h 35, *Jazz* : Earl Hines « petit  
comité » ;
- 13 h 15, *Œuvres solistes* (en direct du S-B  
« 119 ») : œuvres de Schumann  
Berg, par J. Grice, piano :
- 14 h 4, *D'une oreille l'autre* : Discos  
thèque RDA ; Œuvres de Haendel  
Schumann, Dvorak, J.-S. Bach, Mo  
zart.
- 17 h 5, *Reprises contemporaines* :
- 17 h 30, *Les Intégrales* : La musique  
de chambre de J.-S. Bach.
- 18 h 30, *Stimuli concert* : Musique tra  
dictonnelle : La Grèce.
- 18 h, *Jazz*.
- 20 h, *Les mises en dialogue*.
- 20 h 30, *Concert* (en direct du Grand  
Auditorium de Radio-France)  
Quatuor à cordes n° 11 de Beetho  
ven ; Quatuor à cordes n° 3 de Dvo  
rak ; Quatuor à cordes n° 3 de Brit  
ten ; par le Quatuor Endellion : au  
A. Watkinson, 1<sup>er</sup> violon ; L. Wil  
liams, 2<sup>e</sup> violon ; Jackson, alto  
D. Warrington, violoncelle.
- 22 h, *La nuit sur France-Musique* -  
Musiques de nuit : 23 h 5, *Aspects*  
de la musique française ; œuvres de  
Milhaud, d'Indy - 0 h 3, *Un Italien* à



### L'IMPÉCATEUR

**PREMIERE CHAÎNE : TF 1**

11 h 15 TF 1 Vision plus.

12 h Météorologie.

13 h 10 Suspens.

13 h 15 Atout cœur.

13 h Journal.

14 h 45 Les après-midi de TF 1 :  
Féminin présent.

18 h C'est à vous.

18 h 25 Le village dans le monde.

**PREMIÈRE CHAÎNE : TF1**

11 h 15 **Vision plus.**  
12 h 15 **Météorologie.**  
12 h 15 **Suspens.**  
12 h 30 **Atout cœur.**  
13 h **Journal.**  
13 h 35 Un **pour de-  
main :**  
Professeur d'éducation physique,  
moniteur de natation.  
13 h 50 **Mer-croix-des-moi-tout.**  
14 h 45 **Jouer le jeu de la santé.**  
14 h 50 **Les Pléds au mur.**  
14 h 25 **Le village dans les  
nuages.**  
14 h 50 **Histoire d'en rire.**  
14 h 5 **A la une.**  
14 h 20 **Emissions régionales.**  
14 h 45 **Si vous plaie.**  
14 h 53 **Trage du Loto.**  
20 h **Journal.**  
20 h 35 **Microdés de l'in-  
formation : Ma dernière vo-  
lonté.**  
**Reportage de M. Honorin et A. Du-  
puy**  
*Deux femmes et un homme qui  
s'entraînent d'une manière insur-  
prenante dans le désert du sa-  
hari à travers le désert de la mer  
à deux ans. Il a été conduit à  
deux ans de prison - pour avoir été  
dans le monde  
une cinquantaine d'associations  
pour le droit de mort. L'eutha-  
sie en question.*  
21 h 35 **Le 35 : Wallenstein.**  
**Les grandes transactions. Réal.**  
**F.-P. Wirth, avec R. Boyen.**

## Un film

**Un film.**

**NOSFERATU, FANTÔME DE LA NUIT**

Film allemand ■ Werner Herzog (1978), avec K. [ ] Adjanj, B. Ganz, J. Durnilo, ■ Topor.

■ 20 h

■ Herzog, a beau admirer Murnau, être l'ami de Lottu Eisner, l'historienne passionnée du cinéaste, il n'a pas refait, ni décalqués-couleurs, le Nosferatu de 1921. Ce film hanté, magique, d'une beauté picturale inouïe, est sa propre vision du mythe inventé par ■ Stoker dans Dracula: [ ] propos, le cinéclub d'Antenne 2 affiche, le ■ dredi 14 janvier, la version américaine de Tod Browning, tournée ■ 1931 avec ■ Lugosi. Herzog s'est plongé en plein romantisme allemand, évoquant les arrière-mondes, ■ les frontières ■ le bien ■ le mal, ■ raison ■ l'imagination.

■ par la souffrance ■ la ■ et Klaus Kinski, au milieu des légendes noires ■ la Transylvanie, des ■ la perte ■ des ■ cherche l'amour dans les bras d'une Isabelle Adjanj, prédestinée ■ l'étreinte érotique de la mort ■ J. S.

**PREMIÈRE CHAÎNE : TF1**

11 h 15 Vision plus.  
12 h Météorologie.  
12 h 10 Suspens.  
12 h 30 Arant cœur.

**LES GRANDS MOYENS**

Film français de Hubert Cornfeld (1975), avec H. Dieudonné, R. Carrel, F. Sardoou, C. Rouvel, A. de Beaumont

FR 3, 20 h 35.

**Vendetta corse** ■■■■ par ■■■■  
mémées très dignes. Hubert Cornfeld, réalisateur américain, s'est pris les pieds dans une comédie policière inspirée d'un roman d'Extrayor. Les vieilles dames, Hélène Dieudonné ■■■■ tête, sont drôles. Par moments.

J.S.

18 h 50 Histoire d'en rire.  
19 h 05 Météorologie.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 S'il vous plaît.  
20 h Journal.  
20 h 30 D'accord pas d'accord (L.N.C.).  
20 h ■ Soirée ouverte... aux jeunes ■ hommage ■ Elvis Presley.  
20 h 40 Téléfilm : ■ jour où Elvis est venu ■ Bremerhaven. Réal. E. Beinhorn avec W. Dreyer.

R. Polak, W. [redacted]  
 # 2 : [redacted]  
 indispensable à l'empereur Ferdinand II. Une fresque historique  
 lourde.  
 23 | 28 | Journal.  
 DEUXIÈME CHAÎNE : A 2  
 10 h 30 A.N.T.O.P.E.  
 12 h [redacted]  
 12 h 10 Jeu : L'Académie des  
 neut.  
 [redacted] h Journal.  
 [redacted] h Stade 2 midi.  
 15 h 50-Série : La vie des autres  
 16 h Les parcs de l'inven-  
 ture  
 17 h 30 "Koi ga hayai", de T. Broad-  
 bridge  
 14 h 30 Dessins animés.  
 15 h 5 Récit A 2.  
 17 h 10 Platine 45.  
 De P. Leguen et C. Puch.  
 [redacted] Surrey, Christ de Burgh,  
 Olivia Newton-John.  
 17 h 48 Terre des bêttes  
 De A. Bourgain-Dubourg.  
 18 h 30 C'est la nuit pour eux.  
 18 h 30 C'est la nuit pour eux.  
 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des  
 lettres.  
 19 h 20 Émissions régionales.  
 19 h 48 Le théâtre de Bouvard.  
 20 h Journal.  
 20 h 35 Téléfilm : Les enquêteurs  
 du commissaire Maigret.  
 Le cycle de Maigret. réal. A. Lo-

13 h **Journal.**  
13 h 35 **Emission régionale.**  
13 h 50 **Objectif serré : La nicotine.**  
14 h **Les rendez-vous du jeu.**  
Emission du C.N.D.P.  
A la découverte de la vie : 14 h 35,  
14 h 45, **Jeux de la vie** : 14 h 50,  
14 h 55, **Vidéo-carte** : 15 h 50,  
Bulle, boule, boule, boule : 17 h 30,  
Claviers, écrans et tableaux noirs.  
C'est à vous.  
18 h 25 **Le 25** dans le monde.  
18 h 50 **Histoire d'un rive.**  
19 h **Météorologie.**  
19 h 20 **Emissions régionales.**  
19 h 45 **Libre expression : Forces ouvrières.**  
20 h **Journal.**  
20 h 35 **Diffusion : Les poneys sauvages.**  
Le chœur d'Agén. Réal R. Mayzoy, avec J. Weber, Y. Beneyton, F. Maziot...  
La chœur d'Aden : la révolte yéménite contre les Anglais survie de toiles de fond à ce quatrième épisode de cette plate adaptation d'après Michel Déon : Georges par Georges, les lieux accompagnés de Sarah.  
22 h 05 **Histoire des inventions : Inventeur de l'inconnu.**  
Inventeur de D. Cassini.  
Inventeur de l'Ascenseur : Des inventions électriques de Volta « celles plus » de Thomas Edison, en passant par celles de Benjamin Franklin, un...  
sur les grandes découvertes, un vrai...  
27 h 55, **Journal.**

**DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**  
**10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.**  
**12 h Journal.**  
**12 h 5 Jeu : L'homme et la machine**  
**neuf.**


galla. P. Bign. M. Shelley...  
L'Amérique folles  
Rock'n Roll. cheveux gominés.  
22 h 25 défunts d'Elvis Presley.  
concert.  
23 h D. Hemion  
h Journal.

**DEUXIÈME CHAÎNE : ■■**

10 ■■ 30 **A.N.T.L.O.P.E.**  
12 h 06 ■■  
12 h 10 ■■ ■■ ■■ ■■  
neuf.  
13 h 45 Journal.  
13 h 45 Émissions régionales.  
13 h 45 Série : La vie des au-  
14 h Aujourd'hui la vie.  
14 h 05 Série : ■■ police  
d'État.  
14 h 15 Reprise : ■■ d'Ara-  
gon.  
14 h 30 ■■ le 9 janvier, à ■■ h 35).  
■■ ■■ Entre vous.  
■■ ■■ ■■  
*Aller à vent : les handicaps phy-  
siques.*  
17 h 50 Récit A 2.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des  
lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.  
20 h Journal.  
20 h 30 D'accord pas d'accord.


Avec J. Richard, M. J. Nègrosi, B. Couraudin, **Naigra** l'écumeille à Pigalle, de **un** homme assassiné à **deux** balles, à la sortie d'un bar. Le **enquête**.  
**h 10 Magazine** **à la** **jours** **viens**.  
 A propos **de** cancer **sein** : paroles **de** **de**.  
 Témoignages **à** femmes **et** **après** **opération** **de** **sein**. Avec la participation du professeur Tubiana, directeur de l'Institut Gustave Roussy, et des **chirurgiens**, **de** M<sup>me</sup> André Leleu **psychanalyste**.  
**h 5 Journal**

**TROISIÈME CHAÎNE : FR 3**

18 h 30  **Les jeunes.**

19 h 55 **Tribune libre**  
Jeune république.



19 h 10 **Journal.**

19 h 30  **Émissions régionales.**

19 h 45 **Dessin animé.**  
Il était une fois l'espace.

20 h 30 **Le 60<sup>ème</sup> anniversaire.**

20 h 35 **Cinéma 18 : L'art de la fugue.**  
De Ca. Watton et A. Le Page, réal.  
A. Bourdet, avec B. Haller, I. Vio-  
cendon, M. Biraud...

*Si Martine n'a pas un enfant c'est  
qu'elle a son cœur à Martine por-  
tant un autre homme et revien-  
drai foyer :* 1400  045 

12 h 11 Journal.  
13 h 50 Émissions régionales.  
13 h 50 Série : La vie des au-  
14 h Aujourd'hui le vie.  
14 h Téléfilm : ■■■■ Bur-  
gess et Hacking.  
15 h C. Fleming : Avec A. Bates  
D. Jacob, I. Harner...  
En 1945, les services secrets britan-  
niques furent informés ■■■■ des  
espions soviétiques se seraient infil-  
trés ■■■■ le ministère des affaires étran-  
gères ■■■■ une des plus graves  
fautes d'espionnage depuis la  
seconde guerre mondiale.  
16 h 10 Magazine : Un temps  
pour tout.  
Le composite Carr et Alain Valen-  
tin.  
Les explorateurs du futur.  
17 h 11 Pointes ■■■■  
temps : Villégié.  
De Michel Lancelot.  
Un peintre né le 4 quinzain en 1926  
qui adhère en 1949 au groupe de  
jeune réaliste (ou  
Nice).  
17 h 11 ■■■■ A 2.  
18 h C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des  
lettres.  
19 h 10 ■■■■ pas d'■■■  
(J.N.C.).  
19 h 20 Émissions régionales.  
20 h Journal.  
20 h ■■■■ L'heure de  
vérité.  
■■■■ Raymond Barre,  
premier ministre.  
21 h ■■■■ Magazine : Les ■■■■  
du rock.  
A la ■■■■ d'un chanteur du  
pari : ■■■■ les ■■■■ Paris  
Parillaud, Jean France Bodin  
■■■■ Baxter, Alain  
shung, Spécial Laurie Andros  
etc.

20 h 40 Cinéma : *L'imprécateur*  
De Jean-Louis Bertucelli.

**TROISIÈME CHAÎNE : FR ■**

■ h 30 Pour les jeunes.

■ h 55 Tribune libre.  
Club 89.

19 h 10 ■■■■■■

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 55 ■■■■■■  
Il était une fois l'espace.

20 h ■■■■■■ Les jeux.

■ h ■■■■■■ pas d'■■■■■  
(L.N.C.)  
Distribution du propane, encore de  
problèmes.

20 h 35 Cinéma : Les Grands  
Moyens.  
D'Habert Cornufield.

22 h ■■■■■■ Négocié : ■■■■■■  
de France.  
émission de P. Ory, réal. F. Cla-  
deux.  
*L'histoire du village ■■■■■■ Bercy.*  
C. Cabane, secrétaire général de la  
mairie de Paris et J. Gardier, maire  
du collectif Bercy 2.  
G. Bellu, auteur d'une étude économique  
sociologique sur les entrepôts.

23 h 05 Journal.

23 h ■■■■■■ ■■■■■■ la nuit.  
Festival de Prados, sonate pour vi-

22 h 5 Journal.  
22 h 55 Prélude à la nuit.  
Etude Opus 25, n° 3 allegro, Etude  
Opus 25, n° 4 agitato, Etude  
Opus 25, n° 5 vivace più lento, c.  
F. Chopin

**FRANCE-CULTURE**

- 7 h 2, *Matinales* : Norvège : mar-  
bles et ou noir.
- 8 h Les chemins de la connaissance  
des poetics et leur sabbat :  
8 h 32, le Proche-Orient arabe.
- 8 h 50, Echec au hasard.
- 9 h 7, *Matinée des sciences et de  
techniques*.
- 10 h 45, *Le livre, ouverture sur la vie*  
*Grand prix du Livre pour la je-  
unesse*.
- 11 h 2, *La musique prend la parole*.
- 12 h 5, *Agona*, avec P. Tychet.
- 12 h 45, *Franzetta*, avec Lionel Ta-  
coen.
- 13 h 36, *Préface à « Arime et Barbe-  
Bleue »*, auteur de Paul Dukas  
(et 17 h 32 et 20 h).
- 14 h 3, *Scènes* : Mexico.
- 14 h 5, *Un livre, des poésies : « A  
pieds du vent du Nord », de F. Ca-  
rrière*.
- 14 h 47, *L'école des parents et des  
éducateurs : Les maternités qu'  
on dit tardives*.
- 15 h 2, *Les après-midi de France*  
Le premier en signale  
(l'actualité selon le professeur  
Yves Pélissier) à 15 h 45, *Prom-  
mes dans la peinture d'Alfred  
Courmes ; à 17 h, Roue libre, bi-  
noire de batement*.

**23 h 15 Journal.**

**TROISIÈME CHAÎNE : FR 3**

**18 h 30 Pour les jeunes.**  
**h 55 Tribune libre.**  
République et démocratie.  
**h 10 Journal.**  
**h 45 Émissions régionales.**  
**19 h 55 Dessin animé.**  
Il était une fois l'espace.

**20 h Les Jours.**

**20 h 35 [ ] :**  
fantôme de la nuit.  
De Werner Herzog.  
**h 20 [ ] :**  
**23 h [ ] à la nuit.**  
*Prélude : le Veni dans la plaine*  
de Delucy : *Uwerstick* 9  
K. Stockhausen, par A. Kontarski  
au piano.

## FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, *Martinique* : Norvège, *biens et cour*.
- 8 h, *Les chemins de la connaissance* : les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 30, *Le Proche-Orient arabe* ; à 8 h 50, *Vallees aux lours*.
- 9 h 45, *Questions au zigzag*.
- 10 h 2, *Musique* : I.N.A.-G.R.M. *gala imaginaire*, par J. Vidal (et *il y 30 et il y 52*).
- 11 h 30, *Le monde, avec sa fourie*.
- 12 h 45, *Paroanna*.
- 13 h, *Sous* : Mexique.
- 14 h 5, *Un livre des voix* : « *Blatier le rénébrun* », par A. Vinatier.
- 14 h 45, *Les aspects de la France* : *Climat départemental* : de *Flam* *Roux libre*, *histoire de batons*.
- 15 h 30, *Félicités* : « *Les Bonnes Femmes de dix-huitième siècle* ».
- 15 h 25, *Jazz* : l'Europe.
- 16 h 30, *Les progrès de la biologie de la médecine* : l'éthique médicale.

**FRANCE-CULTURE**  
7 ■ 2. Matinales : Norvège : mara-  
noir.

**9** Les sorciers et leur sabbat : à 8  
Le Front ardent arabes : à 8  
**10** soupes.  
**9 h 7.** La matinsée des autres :  
femmes occidentales au  
**10 h 45,** Extranage mou : à  
End., E.M. Forster.  
**11** ■ 2. Musique : Paichwork -, jou  
vieux (résonn) mus cyclades,  
violin, violoncelle, hautbois au vi  
de l'Inde Sudj) (et à 13 h 3  
**17** 32 et 21 Sd).  
**12 h** Agorà, mos M.-J. Lambert.  
**12 h 45,** Passerone.  
**h, Sons :** à 13 h 30  
**13 h 5,** Un livre, des voix : L'E bû  
M.C. Gauthier.  
**14 h 45,** Les après-midi du Franc  
Culture : le monde au singulier ;  
**15 h 30,** Points cardinaux :  
**16 h 30,** Micronag ; à 17 h, Ra  
libre.  
**17 h** ■ ■ ■ ■ ■ : Les  
du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
**19 h 25,** Jazz à l'ancienne.  
**19 h 30,** Sciences : La théorie des c  
astrophysiques ou philosophie scient  
ique (application à la neurophysi  
ologie du comportement et à la  
psychanalyse).  
**20 h** ■ ■ ■ ■ ■ : Création et culture  
■ J. Laurens et G. Aubral.  
**21 h** ■ ■ ■ ■ ■ : Les

18 h **Le Fémur** : Les femmes **XVII<sup>e</sup>**  
19 h **Jazz à Femmes**  
19 h **La science en marche** : L'infant parfait au crime.  
20 h 30 **Nuits magnétiques** : Athènes

## FRANCE-MUSIQUE

- **h 2** Musiques pittoresques et **g** gres : ■ Strauss, ■ Neff, Carrado, Milchberg, Robles, J.-M. Defaye, ■ Russo.
- **h 6** Les **g** gres de ■ Vivaldi, Smetana, Haydn, Vieuxtemps, Chostakowitch.
- **h 7** Le **g** gres ■ 8-9.
- **h 9** 5. Le **g** gres ■ : ■ Ph. Rameau.
- **h 12** Les **g** gres de ■ : ■ Un **g** gres ■ vocal.
- **h 23** 35. Jazz : ■ Earl Hines et les **g** gres ■ comités.
- **h 33** ■ Jeunes solistes ■ : ■ ■ 119 : ■ œuvres de ■ Castredo, Pierre, Cordell, ■ Land, ■ Benoit, Wood.
- **h 44** Microcosme : ■ La **g** gres ■ des ■ fans : ■ Un **g** gres d'heure ■ maître : ■ 14 ■ 30, ■ Discosine : ■ musique ■ dehors des ■ : ■ 15 ■ h, ■ la **g** gres et ■ public : ■ 15 ■ h 40, ■ Zappa et ■ Compagnie : ■ vres **g** gres : ■ 16 ■ 30, ■ Haute ■ in ■ : ■ Filigrane.
- **h 5** ■ Filigrane conspurcatoire.
- **h 7** ■ Les ■ Intégrales : ■ musique ■ chambre de ■ J.-S. ■.
- **h 8** ■ 30, ■ Studio-Concert : ■ (En **g** gres ■ du ■ Théâtre du ■ Ranelagh

**6 h** **1.** Nouveaux répertoires dramatiques :  
 « Sonnette d'alarme », d'A. B.  
 vianisi, avec P. Antheny, V. Arcan.  
 F. 10.15  
**7 h** **1.** Nuits magiques : Athènes  
 en hiver.

**FRANCE-MUSIQUE**

**6 h 2.** **1.** ... du matin : **1.**  
 Giannella, Liszt, Kocsis, Dukas  
 et Cherubini.

**7 h** **7.** Le Bougonnais de 8-9.

**8 h** **1.** ... de confiance.

**9 h** **1.** Le ... des ... :

**J.-P.**

**12 h** **1.** Le royaume de la musique.

**13 h 35.** Jazz : Earl Hines et les potes.

**14 h** **1.** Musique Mère : L.  
 L. ... Walberg, Rozsain, Wartens  
 Fraibach.

**14 h 4.** D'une oreille l'autre : **1.**  
 H. ... et ...  
 R. ... J.  
 R. ... J.  
 R. ... J.

Kéger, J.-S. ■■■■■■ Strass.

**THERMALIS**  
du Midi (Océan)  
**RHUMATISMES ET**  
**cures therm**

En **IN** Provence  
**GROUX LES BAINS**  
alt. 1000 m. Sous le  
ciel le plus pur  
d'Europe

En **IN** AMELIE  
alt. 2300 m.  
la plus

Informations gratuites (tél)  
**THERMALE** ■■■ Station et P  
**Maison** ■■■ **Thermalisme** - ■■ Av

**FRANCE-MUSIQUE**  
6 ■ 2. Musiques du matin : œuvres  
Saint-Georges, Rolla, Liszt, Tc  
mann, Rheinberger, Franck.


9 h 5, ■ **Matin des**  
J.-P. Rameau.  
■ **musique populaire d'aujourd'hui : Israël.**  
12 h 35, Jazz : Earl Hines et ses partenaires comiques.  
13 h, Opérette : « Le postillon de Longjumeau », de J. Lortie.  
14 h 4, ■ **Belle à musique.**  
14 h 30, Les enfants d'Orphée.  
15 h, ■ **Oreille l'autre :** Discographie KDA : musique de J.-S. Bach, Mendelssohn, Beethoven, Elgar.  
16 h 5, ■ **Repères contemporains.**  
17 h 15, ■ **Les intégrales :** la musique de chambre de J.-S. Bach.  
18 h 15, ■ **Le concert direct :** Concert n° 1061 : le Groupe vocal France sous la direction de J. Allida, interprète les œuvres d'Chaban, Arrigo, Lassus, Schoenberg.  
19 h 30, Jazz.  
20 h, ■ **Francoises Popes :** Toti et Françoise Popes, de Bassini, Dorezotti, Benedetti, Verdès.  
21 h, ■ **Carnaval :** Festival annuel de Paris (donné en église Saint-Etienne) du 4 au 10 mars.  
■ **J. Brahms, Mendelssohn, Dieter Bruckner, J. Brahms, Regener par le Freiburger Symphonieorchester.**  
■ **Cycle acoustique.**  
23 h, La **musique-France-Musique** Musique le nuit ; 23 h 35, Jazz.


Paris). (Œuvres de Beethoven, J. Brahms, Schumann et M. Rabinovitsj, violoncelle et piano. E. Allen, piano.



● **Ariane et Barbe-Bleue** : Duka, par le Nouvel Orchestre philharmonique à chœurs Radio-France : Dir. A. Jorda. Chœur des chanteurs J. Jouin, Chef de chant, R. Alloré ; S. K. Ciesinski, G. Bazquier, M. P. H. H. Scherer, A.-M. Blaizot.


■ **Le Caut** sur France-Musique : club des archives.

● **Ariane et Barbe-Bleue** (F.M. h.), — S'inspirant directement des expériences de sa compagne, Georgette Leblanc — qui devait tenir le rôle principal lors de la création — l'œuvre de l'Opéra-Comique en 1907 — ~~l'œuvre~~ a fourni à Paul Dukas un ~~œuvre~~ d'une originalité ~~œuvre~~ qui est opéra (presque) sans homme ~~œuvre~~ encore la gloire qu'il mérite. Reconnaissons la conclusion est d'une telle ~~œuvre~~ : il nous faut, titres ~~œuvre~~ servis qui n'ont cure d'être vris : l'obéissance leur est plus douce — la liberté. Ariane quitte seule le château de Barbe-Bleue. G.C.










17 h  **Repères contemporains.**





17 h  **Les Intégrales :** musique  
chambre de J.-S. Bach.

18 h  **Concert :** (en direct  
du studio 106), jazz : le  Lalo  
Gubinski et le Trio du pianiste  
F. Rihacek.

19 h  **Jazz :** le bloc-notes.

20 h, **Actualités lyriques.**

20 h 30, **Concert :** (en   
Théâtre du Ranelagh)  Paris :  
- Quatuors pour piano  cordes :  
Copland et  Beethoven -  Trio  
  Tessler, par  Trio  
cordes  Paris : C. Frey, violon  
M. Michalakos, alto ; J. Grac  
mopoulos ; W. Chodask, piano.

22 h  **Le**   
- **Musique :** Musique de nuit   
Studio  recherche radiophonique  
0 à 5, Nocturnes.

**ME AU SOLEIL**  
(à la Méditerranée)  
**VOIES RESPIRATOIRES**  
**Bains hivernales**

**Caussillon**  
**LES BAINS**  
3 m. Station  
méridionale  
France

*En Pays Basque*  
**CAMBO LES BAINS**  
all. 40 m.  
Au climat doux  
et régulier

**Argement (cures) à la SOCIÉTÉ**  
**CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL**  
■ l'Opéra 75002 Paris - Tél. 742.87.91

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100  
101  
102  
103  
104  
105  
106  
107  
108  
109  
110  
111  
112  
113  
114  
115  
116  
117  
118  
119  
120  
121  
122  
123  
124  
125  
126  
127  
128  
129  
130  
131  
132  
133  
134  
135  
136  
137  
138  
139  
140  
141  
142  
143  
144  
145  
146  
147  
148  
149  
150  
151  
152  
153  
154  
155  
156  
157  
158  
159  
160  
161  
162  
163  
164  
165  
166  
167  
168  
169  
170  
171  
172  
173  
174  
175  
176  
177  
178  
179  
180  
181  
182  
183  
184  
185  
186  
187  
188  
189  
190  
191  
192  
193  
194  
195  
196  
197  
198  
199  
200  
201  
202  
203  
204  
205  
206  
207  
208  
209  
210  
211  
212  
213  
214  
215  
216  
217  
218  
219  
220  
221  
222  
223  
224  
225  
226  
227  
228  
229  
230  
231  
232  
233  
234  
235  
236  
237  
238  
239  
240  
241  
242  
243  
244  
245  
246  
247  
248  
249  
250  
251  
252  
253  
254  
255  
256  
257  
258  
259  
260  
261  
262  
263  
264  
265  
266  
267  
268  
269  
270  
271  
272  
273  
274  
275  
276  
277  
278  
279  
280  
281  
282  
283  
284  
285  
286  
287  
288  
289  
290  
291  
292  
293  
294  
295  
296  
297  
298  
299  
300  
301  
302  
303  
304  
305  
306  
307  
308  
309  
310  
311  
312  
313  
314  
315  
316  
317  
318  
319  
320  
321  
322  
323  
324  
325  
326  
327  
328  
329  
330  
331  
332  
333  
334  
335  
336  
337  
338  
339  
340  
341  
342  
343  
344  
345  
346  
347  
348  
349  
350  
351  
352  
353  
354  
355  
356  
357  
358  
359  
360  
361  
362  
363  
364  
365  
366  
367  
368  
369  
370  
371  
372  
373  
374  
375  
376  
377  
378  
379  
380  
381  
382  
383  
384  
385  
386  
387  
388  
389  
390  
391  
392  
393  
394  
395  
396  
397  
398  
399  
400  
401  
402  
403  
404  
405  
406  
407  
408  
409  
410  
411  
412  
413  
414  
415  
416  
417  
418  
419  
420  
421  
422  
423  
424  
425  
426  
427  
428  
429  
430  
431  
432  
433  
434  
435  
436  
437  
438  
439  
440  
441  
442  
443  
444  
445  
446  
447  
448  
449  
450  
451  
452  
453  
454  
455  
456  
457  
458  
459  
460  
461  
462  
463  
464  
465  
466  
467  
468  
469  
470  
471  
472  
473  
474  
475  
476  
477  
478  
479  
480  
481  
482  
483  
484  
485  
486  
487  
488  
489  
490  
491  
492  
493  
494  
495  
496  
497  
498  
499  
500  
501  
502  
503  
504  
505  
506  
507  
508  
509  
510  
511  
512  
513  
514  
515  
516  
517  
518  
519  
520  
521  
522  
523  
524  
525  
526  
527  
528  
529  
530  
531  
532  
533  
534  
535  
536  
537  
538  
539  
540  
541  
542  
543  
544  
545  
546  
547  
548  
549  
550  
551  
552  
553  
554  
555  
556  
557  
558  
559  
560  
561  
562  
563  
564  
565  
566  
567  
568  
569  
570  
571  
572  
573  
574  
575  
576  
577  
578  
579  
580  
581  
582  
583  
584  
585  
586  
587  
588  
589  
590  
591  
592  
593  
594  
595  
596  
597  
598  
599  
600  
601  
602  
603  
604  
605  
606  
607  
608  
609  
610  
611  
612  
613  
614  
615  
616  
617  
618  
619  
620  
621  
622  
623  
624  
625  
626  
627  
628  
629  
630  
631  
632  
633  
634  
635  
636  
637  
638  
639  
640  
641  
642  
643  
644  
645  
646  
647  
648  
649  
650  
651  
652  
653  
654  
655  
656  
657  
658  
659  
660  
661  
662  
663  
664  
665  
666  
667  
668  
669  
670  
671  
672  
673  
674  
675  
676  
677  
678  
679  
680  
681  
682  
683  
684  
685  
686  
687  
688  
689  
690  
691  
692  
693  
694  
695  
696  
697  
698  
699  
700  
701  
702  
703  
704  
705  
706  
707  
708  
709  
710  
711  
712  
713  
714  
715  
716  
717  
718  
719  
720  
721  
722  
723  
724  
725  
726  
727  
728  
729  
730  
731  
732  
733  
734  
735  
736  
737  
738  
739  
740  
741  
742  
743  
744  
745  
746  
747  
748  
749  
750  
751  
752  
753  
754  
755  
756  
757  
758  
759  
760  
761  
762  
763  
764  
765  
766  
767  
768  
769  
770  
771  
772  
773  
774  
775  
776  
777  
778  
779  
780  
781  
782  
783  
784  
785  
786  
787  
788  
789  
790  
791  
792  
793  
794  
795  
796  
797  
798  
799  
800  
801  
802  
803  
804  
805  
806  
807  
808  
809  
810  
811  
812  
813  
814  
815  
816  
817  
818  
819  
820  
821  
822  
823  
824  
825  
826  
827  
828  
829  
830  
831  
832  
833  
834  
835  
836  
837  
838  
839  
840  
84

re  
e  
i  
i  
i  
ol.  
u-  
o  
e

ct  
et  
te

du  
)

a  
i  
i  
if,

h,  
a ;

1

# **THERMALISME AU SOLEIL** du Midi (Océan et Méditerranée) **RHUMATISMES ET VOIES RESPIRATOIRES** **cures thermales hivernales**

<p><i>En Provence</i>  <b>GREOUX LES BAINS</b>                      alt. 900 m. Sous le                      ciel le plus pur                      d'Europe</p>	<p><i>En Roussillon</i>  <b>AMÉLIE LES BAINS</b>                      alt. 230 m. Station                      la plus méridionale                      France</p>	<p><i>En Pays Basque</i>  <b>CAMBO LES BAINS</b>                      alt. 40 m.                      Au climat doux                      et régulier</p>
---	--	---

Informations gracieuses (nbergement cures) à la SOCIÉTÉ  
 THERMALE Station et Paris : CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL  
 Malson Thermalisme Av. l'Opéra 75002 Paris - Tel. 742.67.91



**Mercredi 5 janvier**

20 h 30, Concert (donné au grand Auditorium de Radio-France le 11 novembre 1982) : « Composition n° 4 », de Phil-  
lipot ; « Concerto pour piano et orchestre n° 1 », « Sym-  
phonie héroïque », de Beethoven.

22 h 30, La nuit sur France-Musique : le club des archives,  
à 23 h, cycle Lili Kraus.

## DÉSINFORMATION ?

- 9 h 15, *L'oreille en collapso*.
- 9 h 20, *Dans l'oreille l'autre*.
- 12 h, *Le voyageur de la musique*; œuvres de Dvorak.
- 13 h 35, *Jazz*; *Tout Duke*.
- 13 h, *Musique légère*: œuvres de Auber, Trojanowski, Lesziste, Heineicke, Roger-Roger, Ponchielli, Bourdin.
- 14 h 4, *Emotions d'artistes*; *Préface au jeu et en scéats*; œuvres de Stockhausen, Boulez, Thien Dao, ... **Lesziste**.
- 15 h, *Chercher de Saint-Georges*.
- 15 h 5, *Rapports contemporains* : Lourierv.
- 17 h 30, *Les Intégrales* : musique de chambre de J.-S. Bach.
- 18 h 30, *Studio Concert*; (au direct du studio 105) jazz, le quartet S. Levitt.
- 19 h 38, *Jazz* : le bio-notos.
- 20 h, *Actualité lyrique*.
- 20 h 38, *Concert*; (au direct du Théâtre des Champs-Élysées, le Paris) *Quatuor opus 30*, de Chamsson, et *Violoncelle opus 30*, de Chamsson, opus 6, de Beuhm; par M. Beroff, piano; P. Anzani, violon; G. Canzani, alto; F. Lodovic, violoncelle.

18 h 30 Pour les jeunes.  
18 h 55 Tribune libre.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Emissions régionales.  
20 h Les Jeunes.  
20 h 35 Cinéma : Le général dort debout  
Film inédit de F. Masaro (1972), avec U. Tognazzi,  
M. Meilato, M. Scaccia, F. Fabrizi, G. Wilson,  
D. Vargas.  
22 h 15 Journal.  
22 h 50 Prétendu à la nuit.

## VU *Les durs d'oreille*

Un entraîneur adroit est forcément malin... ite, a quand même fini par avouer l'une de ses bonnes connaissances du turf. Tout est assuré que, depuis les années en cascade qui ont abouti au cours des années 70 à deux millions de gagnants par année, les nations, on n'avait pu enregistrer une seule entorse au règlement. Comme par enchantement le milieu se serait totalement désenrassé des 23 milliards lourds joués encore l'an dernier. Et ça ne peut se passer sans que le milieu, en cas de conspécution tenace, quelques grains de séné au profit de nos purs-sang. Ce ne sont pas de vulgaires auteurs cynistes, attention !

**RICHARD LOUGUET**  
Maître ébéniste  
Restauration de meubles  
49, rue des Filles - 75028  
Tél. : 01 42 20 00 00

مركز امن الاصل



# SPECTACLES

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**CONTE CRUEL** - Épicurisme (272-23-44) 20 h 30 : Théâtre de la Ville.  
**UNE MINUTE ENCORE** - Théâtre (545-49-77) 21 h : Théâtre de la Ville.  
**INTIMITÉ** - Vincennes, Sorano (374-73-74) 21 h : Théâtre de la Ville.  
**AVEC VUE SUR LA MER** - Polisy Carrière, Théâtre de la Ville (74-70-18) 21 h : Théâtre de la Ville.

### Les salles subventionnées et municipales

**ODÉON** (325-70-32), 20 h 30 : Super-pont.  
**PIÉTÉ ODÉON** (325-70-32), 18 h 30 : Super-pont.  
**TEP** (797-96-06), 20 h 30 : Théâtre de la Ville.  
**BEAUBOURG** (277-12-35) Cinéma-vide, 13 h 30, 19 h 30 : Nouveaux Rites BP.  
**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (261-19-83), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**CARRÉ SILVIA MONFORT** (531-26-34), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.

### Les autres salles

**ARC** (723-61-27), 20 h 30 : Médius d'Arc.  
**ARCADE** (700-87-38), 20 h 30 : Et pourtant la lumière coule dans le canal (dern.).  
**ATHÉNÉE** (742-67-27), 18 h 30 : Médius d'Arc.  
**BASTILLE** (357-43-14), 20 h 30 : L'École de la Bastille.  
**BOUFFES PARISIENS** (296-00-24), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**CARTOUCHERIE** (Théâtre) Solal (374-24-08), 18 h 30 : La Nuit des rois.  
**CAVERNE D'ALGÈRE** (340-70-28), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**CINQ DIAMANTS** (589-01-00), 21 h : Un si joli petit square.  
**CITE INTERNATIONALE** (589-38-69), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (742-43-41), 21 h : Revue d'actualité à l'épave.  
**COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-32), 21 h : Noblesse et bourgeoisie.  
**DEUX PORTES** (361-46-92), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.

**EDOUARD-VALENTIN** (742-47-49), 21 h : Le Dernier Nuit de l'été.  
**ELDORADO** (208-45-42), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**ESCALIER D'OR** (523-15-10), 20 h 30 : 1981.  
**ESPACE-GAITE** (327-45-94), 20 h 30 : Valéry 83, 22 h : Les Nouveaux Rites BP.  
**ESPACE-MARX** (771-10-19), 20 h 30 : Le Mariage de Figaro.  
**FONTAINE** (374-74-40), 18 h 30 : Médius d'Arc.  
**GATTI-MONTMARTRE** (322-16-18), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**GALERIE 55** (326-43-51), 21 h : Le Loup.  
**GRAND HALL MONTMARTRE** (296-04-06), 20 h 30 : La Parole du roi Poros.  
**HUCHETTE** (326-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve, 20 h 30 : La Ligne, 21 h 30 : Le Cirque.  
**LA BRUYÈRE** (874-76-99), 21 h : Au Bois sacré.  
**LIÈRE-THÉÂTRE** (386-55-83), 20 h 30 : Armageddon.  
**LUCERNIAIRE** (544-57-34), 19 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**MATHURINS** (265-00-00), 21 h : L'Amour, 22 h 15 : L'Amour, 23 h 15 : L'Amour.  
**MICHEL** (265-35-02), 21 h 15 : On s'efface au lit.  
**MONTMARTRE** (326-38-99), 21 h : Les Nouveaux Rites BP.  
**PONT-NEUF** (326-38-99), 21 h : Les Nouveaux Rites BP.  
**POTINIERE** (361-44-16), 20 h 45 : Solal.  
**REX** (323-28-65), 18 h 30 : The Red.  
**SAINT-GEORGES** (874-63-47), 20 h 45 : Les Nouveaux Rites BP.  
**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-15-10), 20 h 45 : Les Nouveaux Rites BP.  
**TAI THÉÂTRE D'ESSAI** (278-10-79), 20 h 30 : Huis clos, 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**LES DES DÉCHANGÉS** (236-00-02), 18 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**LES NOUVEAUX RITES** (22 h 30 : Les Nouveaux Rites BP).

**THÉÂTRE D'EDGAR** (222-14-02), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**THÉÂTRE DU MARAIS** (278-03-53), 21 h : Les Nouveaux Rites BP.  
**THÉÂTRE DE MONTMARTRE** (366-50-60), 18 h 45 : Famille Fennell.  
**THÉÂTRE DE PARIS** (280-09-30), 20 h 30 : La Puce en Chine.  
**THÉÂTRE DU ROND-POINT** (236-70-80), 18 h 30 : L'Ambassade.  
**THÉÂTRE DU TOURTOUR** (887-62-00), 20 h 30 : Le mal couru.  
**TRISTAN BERNARD** (322-08-40), 21 h : Le Retour du héros.

**Les cafés-théâtres**  
**AU BEC FIN** (296-29-35), 20 h 30 : Tobi-Bahut, 22 h : Les Nouveaux Rites BP.  
**BEAUBOURG** (277-08-51), 19 h 30 : Sur une scène.  
**BLANCS-MANTEAUX** (887-5-84), 19 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**CAFÉ D'EDGAR** (322-11-02), 18 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**CAFÉ DE LA GARE** (278-52-51), 22 h : Tragédie au radar.

**LE FANAL** (233-91-17), 20 h : La M...  
**LA GAGEURE** (367-62-45), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**LES LUCIOLES** (526-51-44), 20 h 45 : Les Nouveaux Rites BP.  
**PALACE** (246-10-87), 23 h : Le groupe Ph...  
**PATACRON** (606-90-20), 20 h : Les Nouveaux Rites BP.  
**LE PETIT CASINO** (278-36-50), 21 h : Les Nouveaux Rites BP.  
**POINT-VIRGULE** (278-67-03), 20 h 15 : Les Nouveaux Rites BP.  
**COUPS** (633-01-21), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**RESTO SHOW** (508-00-81), 20 h 15 : Les Nouveaux Rites BP.

**SENIER DES HALLES** (236-37-27), 20 h 15 : Les Nouveaux Rites BP.  
**LA TANNIERE** (337-74-30), 20 h 45 : Les Nouveaux Rites BP.  
**LE TENTAMARRE** (887-33-42), 18 h 15 : Les Nouveaux Rites BP.  
**THÉÂTRE DE DIX HEURES** (606-07-48), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**VIOLÉ GRILLE** (707-60-93), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.

### La danse

**THÉÂTRE DE PARIS** (280-09-30), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.

### Le music-hall

**BOBINO** (322-74-84), 20 h 45 : Les Nouveaux Rites BP.  
**CHEVALIER DU TEMPLE** (277-10-23), 21 h 45 : Les Nouveaux Rites BP.  
**NOUVEAU CHATEAU-ROUGE** (758-27-43), 21 h : Les Nouveaux Rites BP.  
**OLYMPIA** (742-45-49), 21 h : Les Nouveaux Rites BP.  
**PALAIS DES SPORTS** (528-40-90), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**SPLENDID** (208-21-93), 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### En région parisienne

**BOULOGNE-BILLANCOURT** (603-60-44), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.  
**COURBEVOIE** (Maison pour Tous) (333-63-52), 21 h : Les Nouveaux Rites BP.  
**VINCENNES** (Théâtre D-Sorano) (374-73-74), 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

## cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de 16 ans, (\*\*) aux moins de 18 ans.

### La Cinéma-thèque

**CHAILLOT** (704-24-24)  
 18 h : Typhon sur Nagasaki.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**AMÉRIQUE INTERDITE** (A. v.f.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**ANNIE** (A. v.f.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

### Les exclusivités

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**

**704.70.20 (lignes groupées)**

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

### Jeudi 6 janvier

**THÉÂTRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN** (607-37-53), 20 h 30 : A. Cordy.  
**TROTTORS DE BUENOS-AIRES** (260-44-41), 21 h 30 : L. Rizzo, M. Fer...  
**O. Guidi.**

### Les films

**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**, 18 h 15 : M. Beroff, P. Amoyal, G. Causse, F. Lodeon (Chausson, Brahms).

**SALLE PLEYEL**, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Brahms).

### Jazz, pop, rock, folk

**CAVEAU DE LA RUCHE** (326-65-05), 18 h 15 : Hal (J.P. Saez).

**DEPOT-VENTE** (637-31-87), 21 h 30 : Im. Jazz Corporation.

**DUNOIS** (584-72-00), 20 h 30 : R. Boni + ...

**FORUM** (297-53-39), 18 h 15 : R. Rana, Quartet, D. Lovell.

**PETIT JOURNAL** (326-28-59), 18 h 30 : Watergate Seven + One.

**PETIT OPPORTUN** (236-01-36), 23 h : P. Tomko, Jean-Marie, R. del Fra, Ch. Belland.

**RADIO-FRANCE**, antenne 106 (524-15-16), 18 h 30 : Quartette de ...

**SLOW CLUB** (233-84-30), 21 h 30 : ...

### En région parisienne

**BOULOGNE-BILLANCOURT** (603-60-44), 20 h 30 : Les Nouveaux Rites BP.

**COURBEVOIE** (Maison pour Tous) (333-63-52), 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**VINCENNES** (Théâtre D-Sorano) (374-73-74), 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.

**LA BALANCE** (Fr.)  
 18 h : Les Nouveaux Rites BP.  
 21 h : Les Nouveaux Rites BP.



## Le ministre des P.T.T. confirme son autorité sur T.D.F.

En fait, le ministre P.T.T. avait voulu, dès le 19 mars, l'après-

Enfin, on note que la loi ne comporte pas de sanctions pénales, la loi ne l'ayant pas prévu. Le ministre de la culture indique que la loi vise la concentration du marché, la possibilité de recours civils semble dans ce cas suffisamment dissuasive.

(1) La ~~maison~~ T.D.F. du SOUET (cadres) se ~~manifeste~~ « surprise » du « renvoi » de MM. Rémy et Guillermin, et assure que « c'est l'absence des agents de T.D.F. qui est visé par cette mesure », qu'elle qualifie d'inique.

Pour M. Pierre Juquin, membre du conseil central, il n'en est pas de même : « Le câblage de la France par le P.T.T. est une décision historique,

Derrière ■■■■ ressurgit ■  
vieille polémique sur le service  
public. A l'inverse ■ l'opposition,  
qui ■■■■ le gouvernement  
d'étatiser l'audiovisuel, le parti  
communiste soupçonne ■ P.S.  
d'abandonner le ■■■■ public ■ la  
radio-télévision à ■■■■ difficultés.  
Convaincus ■ l'inefficacité de toute  
réforme, ■■■■ responsables socialistes

(1) La loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.

contre des assaillants aux mains  
pues nues, dont les armes —  
ils ne reçoivent pas grand-chose  
de l'étranger — ont été subtilisées  
aux **■■■■■** gouvernements  
généralistes des comités **■■■■■** plus en  
plus nombreuses et résolues. Les  
Soviétiques **■■■■■** paraît-il,  
leurs blessés en Allemagne de  
l'Est pour ne pas effrayer l'opinion  
en U.R.S.S. Les Afghans tremblant  
les leurs **■■■■■** dos **■■■■■** chameau  
jusqu'à **■■■■■** où **■■■■■**  
**■■■■■** premiers **■■■■■** Trop  
lent, bien souvent, **■■■■■** **■■■■■**  
combattants de la foi à jamais  
craqués, tassés dans des **■■■■■**  
roulants, la possibilité de prior  
sion les rites de l'islam.

Un seul reproche : une vision  
trop érudite, trop **■■■■■** **■■■■■**  
dont on sait, hélas, qu'elle  
est handicapée par de graves **■■■■■**  
**■■■■■**

CLAUDE SARRAUTE.

1

20 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées, à Paris) : « Quatuor opus 30 » de Chaboss, « Troisèmes quatuor avec piano en do mineur opus 60 » de Brahms ; par M. Beroli, piano ; P. Arnyal, violon ; G. Cané, alto ; F. Lodeau, violoncelle.

23 h 30, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit, des recherches radiophoniques ; 0 h 5.

Nocturnes.

**Film** américain d'E. Lubitsch (1933), avec G. Cooper, M. Hopkins, F. March, E. Everett Horton, F. Pangborth. (V.o. sous-titrée. N.)

22 h 15, La nuit sur France-Musique; Les mois de F. Xenakis: 23 h 5, Ecrans; 0 h 5, musiques traditionnelles.















## AFFAIRES

La filière bois-papier

LE DÉFICIT  
AURAIT ATTEINT  
15 MILLIARDS DE FRANCS  
EN 1982

Entre 1977 et 1982, la filière bois-papier a connu une dégradation spectaculaire. Le déficit a atteint 15 milliards de francs en 1982, contre 11 milliards en 1980. Les causes de cette dégradation sont multiples : baisse des prix du papier, augmentation des coûts de production, et dégradation de la demande.

Bois, papiers et produits dérivés (meubles, panneaux à particules, charpentes, etc.) représentent le second poste déficitaire de la balance commerciale française après les produits énergétiques. Et pourtant, la filière bois-papier a connu une dégradation spectaculaire. Le déficit a atteint 15 milliards de francs en 1982, contre 11 milliards en 1980. Les causes de cette dégradation sont multiples : baisse des prix du papier, augmentation des coûts de production, et dégradation de la demande.

La situation devrait, dit-on, s'améliorer encore avec la création depuis le 30 décembre d'une taxe parafiscale de 1 % sur les essences d'origine tropicale. Par contre le déficit de la seconde transformation s'accroît. Il atteint, pour le seul secteur de l'ameublement, 3,3 milliards de francs contre 3,3 milliards en 1981 et 2,8 milliards en 1980. En ce qui concerne l'industrie de la pâte à papier, leurs résultats restent décevants. L'industrie de la pâte à papier, leurs résultats restent décevants. L'industrie de la pâte à papier, leurs résultats restent décevants.

La société Myrie (mille huit cents salariés, cinq usines et deux cents magasins) a pris le contrôle des usines Heyraud (deux usines, deux usines, 100 millions de chiffres d'affaires et trent-cinq magasins regroupés dans la société Armand). La prise de participation doit obtenir l'aval de l'Institut de développement industriel (I.D.I.), qui avait pris 10 % du capital de Heyraud en 1979, lors d'une première opération de la société de Limoges. Les produits sont complémentaires, Heyraud étant spécialisé dans le haut de gamme. Le nouveau groupe devient un des plus importants dans le secteur de l'industrie de la chaussure, qui regroupait, en 1981, cent vingt-huit entreprises.

## LE RAPPROCHEMENT DE DE DIETRICH ET CEPEM

## La concentration dans l'électro-ménager est inéluctable.

Nouvelle concentration dans l'électroménager. De Dietrich et CEPEM (Compagnie européenne pour l'équipement ménager, filiale à 100 % du groupe C.G.E.) vont fusionner leurs moyens industriels et techniques. Les marques resteront.

Le nouvel équipement qui se constitue dans le courant du premier semestre, deviendra, avec cinq mille personnes, le numéro un français des appareils de cuisine (35 % de la production) et de chauffe-eau (30 %). CEPEM (marque Thermor et Sauter) et de Dietrich avaient été en commun en 1980 leur production de chauffe-eau électriques et accumulateurs. Ils s'étaient donc tissés entre les deux compagnies. Fusionnant leurs outils de tailles équivalentes, les cuisiniers, ils devraient être mieux à même de se moderniser pour faire face à la concurrence en particulier étrangère.

Une concurrence qui inquiète sérieusement les pouvoirs publics, à la lumière du déficit commercial français du secteur ménager qui s'élève (selon les premières estimations) à 2,5 milliards de francs en 1982, contre 1,5 milliard l'année précédente. Cette dégradation est le signe que les industriels français n'ont pas su répondre suffisamment à la croissance du marché (+ 20,25 % en francs courants en 1982) consécutif aux mesures de relance par la consommation prise par le gouvernement en 1981 et qui ont porté effet jusqu'en octobre de l'an passé. Tous les marchés européens à l'exception de la France étant plus ou moins légèrement déficitaires, les industriels étrangers

en surcapacité ont dû faire des efforts dans l'Hexagone et les importations montées en flèche (+ 30 %). Elles proviennent en majorité de nos partenaires habituels Allemagne et Italie mais également - phénomène croissant - des pays de l'Est grâce en particulier à des compensations (où l'on troque des automobiles contre des réfrigérateurs par exemple) et d'Espagne. Ce pays, imposant des droits de douanes de 10 % à l'importation, subventionnant ses exportations (qui l'entraînent dans la C.E.E. ne sont, par ailleurs, taxées qu'à 6 %) a vu son excédent passer de 100 millions de francs en 1981 à 200 millions de francs en 1982. L'Espagne est devenue, aux yeux des industriels français, l'Italie des années 50.

redresser le déficit ? La réponse n'est pas simple. D'une part, parce que les pouvoirs publics sont impuissants à modifier les pratiques des distributeurs (prix d'appel) qui favorisent les importations. D'autre part, parce que la faible internationalisation des industriels. Ils ne disposent guère de réseaux de distribution en Europe et les marques Brandt et Sauter, par exemple, sont inconnues des consommateurs étrangers, alors que Bosch et Philips jouissent, ici, d'une image de marque.

Comme imposer une nouvelle marque sur un marché est périlleux, les industriels cherchent à se protéger par des accords. Mais peu en ont la puissance financière à l'exception des nationalisées Thomson et CEPEM, du groupe C.G.E. Or, pour ces sociétés, l'électroménager ne semble pas être une priorité. Thomson, par exemple, préfère porter ses efforts sur les

produits « bruns » (télévision, hi-fi), comme en témoignent ses visites sur Grundig. En fait, c'est la volonté de l'internationalisation des Français reste posée face à des groupes comme Philips et Electrolux, voire Zanussi, présents dans toute l'Europe.

Reste à moderniser les usines et les produits. Mais cela ne peut se faire sans automatisation, avec son corollaire : un allongement des séries produites, comme dans l'automobile ou l'industrie de la télévision. La robotisation, encore loin d'atteindre le niveau de l'automobile à laquelle l'industrie électroménagère ressemble beaucoup du point de vue des fabrications (soudure, montage), va entraîner à son tour une nouvelle vague de concentrations. L'accord CEPEM-Dietrich le démontre.

L'industrie européenne est peu concentrée, avec environ quatre cents fabricants d'articles ménagers, comparée à l'industrie américaine, qui compte plus qu'une centaine pour un marché équivalent. Mais la reprise en 1975 du Français Arthur Martin par le Suédois Electrolux, l'écroulement britannique, la reconfiguration de l'industrie espagnole de trois pôles, les déboires de l'italien Indesit, les faillites d'A.E.G., de Bauknecht (dont Philips a repris la gestion) en Allemagne, marquent les épisodes d'un mouvement de concentration inéluctable. Avec à terme un nombre limité de géants internationaux et un nombre limité de petites entreprises innovatrices. Les industriels français, qui sont en moyenne, devraient profiter du marché intérieur pour compter parmi les premiers.

ERIC BOUCHER.

Grâce à l'Alliance

RENAULT  
A PLUS QUE DOUBLÉ  
SES VENTES  
AUX ÉTATS-UNIS EN 1982

L'Alliance, version américaine de Renault 9, fabriquée aux États-Unis par American Motors Corporation, dont Renault contrôle 42 % du capital, vient d'être désignée « voiture de l'année » pour 1983 par la principale revue américaine spécialisée *Motor Trend*. L'an passé, la Renault 9 avait été élue par un jury de journalistes spécialisés « voiture de l'année » en Europe. Cette année l'Audi 100 a remporté la palme également en Europe.

Lancée le 22 septembre, l'Alliance a déjà été vendue à vingt-neuf mille deux cents exemplaires au 31 décembre. Cela a permis à Renault d'augmenter ses ventes de plus de cinquante pour cent en Amérique du Nord en 1982.

Le succès américain n'est d'ailleurs pas sans conséquence. Les ventes de Renault ont augmenté de 17,6 % dans les derniers dix jours de décembre, Chrysler de 30 % et A.M.C. de 141 % par rapport à la même période de l'an passé. Sur l'ensemble de l'année 1982, cependant, les ventes de G.M. ont décliné de 7,4 % par rapport à 1981, celles de Chrysler de 5 % et celles d'A.M.C. de 17,7 %.

M. EMMANUEL D'ANDRÉ  
EST NOMMÉ P.-D.G.  
DES TROIS SUISSES-FRANCE

Directeur général du groupe de ventes par correspondance Les Trois Suisses, M. Emmanuel d'André a été nommé, le mercredi 5 janvier, président-directeur général de la société Les Trois Suisses-France. Il succède à M. Marcel Delcourt, qui conserve ses responsabilités de P.-D.G. des Trois Suisses-international.

M. Delcourt devrait être élu, le vendredi 7 janvier, président de la chambre de commerce et d'industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing, en remplacement de M. Jacques Raillie, qui ne représentera pas sa candidature.

Le chiffre d'affaires des Trois Suisses a été de 3,30 milliards de francs en 1982. La société allemande de vente par correspondance Otto Versand détient depuis quinze ans la moitié du capital des Trois Suisses.

[Agé de cinquante et un ans, licencié en droit et en sciences, M. Marcel Delcourt a fait toute sa carrière aux Trois Suisses. Il a été, en 1957, l'un des fondateurs du Syndicat des entreprises de vente par correspondance.]

[Agé de quarante-six ans, diplômé de l'école H.E.C., M. Emmanuel d'André est un ancien directeur des Trois Suisses depuis 1976. De 1970 à 1976, il avait été directeur du développement du groupe Express. M. d'André a enseigné aux H.E.C. et à l'école supérieure des mines de Paris.]

● Selon la C.G.T., les prix de détail ont augmenté de 0,5 % en décembre. En un an, par rapport à décembre 1981, la hausse a été de 11,3 %. L'indice calculé par le syndicat s'est inscrit à 384,3 (base 100 en 1972).

## Le partage du marché mondial des télécommunications

(Suite de la première page)

Le géant de l'électronique ne figurait pas dans le « gotha » du téléphone. Il a tenté une percée ces dernières années à travers quelques grands contrats, notamment en Arabie Saoudite. Mais pour acquiescer définitivement droit de cité, Philips était confronté à deux problèmes : il lui fallait maîtriser la technologie des centraux électroniques et devenir un fournisseur apprécié des P.T.T. européens.

Le groupe Philips a frappé depuis des années à la porte des P.T.T., de la Bundespost (en R.F.A.), de British Telecom, de l'Italie, de la Suisse, ces gestionnaires de réseau étant notamment sceptiques sur la capacité de Philips à maîtriser les techniques de commutation électronique.

Le 22 septembre, A.T.T. et Philips annonçaient donc l'ouverture de négociations en vue d'une éventuelle coopération. Les premiers contacts n'ont pas été très faciles, les Américains, conscients de leur puissance, ayant une attitude quelque peu dominante. A telle enseigne que certains membres de l'équipe américaine de négociations.

Or le communiqué publié mercredi 5 janvier par les deux firmes montre que les deux groupes ont nettement progressé. Le fait que cette filiale commune qui va être née commercialisera en Europe les équipements A.T.T. (notamment les

centraux) peut être interprété comme la confirmation que Philips rencontre des difficultés dans la mise au point de son propre central électronique. Sans produit, sans marchés captifs, le groupe néerlandais est bel et bien condamné à trouver un partenaire.

Reste à savoir si la négociation avec A.T.T. ira jusqu'au bout. A cet égard, le texte du communiqué est fort prudent et fait état à plusieurs reprises d'études complémentaires. En fait, tous les passeurs de l'industrie européenne avaient fait un pas important sur la voie d'un accord. Mais elles n'ont pas encore atteint le point de non-retour.

Face à cette alliance qui s'ébauche, quelles peuvent être les réactions en France et en Europe ? On se fait à l'idée que Philips des contrepropositions pour l'empêcher de céder aux sirènes américaines ?

Une association  
avec CIT-Alcatel ?

Des associations auraient été envisagées par le groupe néerlandais pour ouvrir la future société commune avec A.T.T. à un troisième partenaire : la société française CIT-Alcatel, un des pionniers des centraux électroniques. Outre qu'une telle offre demande à être précisée, on peut s'interroger sur l'intérêt qu'elle présente. Thomson, proportions gardées, A.T.T. et CIT-Alcatel ont les mêmes atouts et les mêmes faiblesses. Ils ne sont pas - eux - com-

plètement. Ni CIT-Alcatel, ni A.T.T. ne sont prêts à abandonner leurs produits au profit de l'autre. De plus, la société française ne pleure pas sur son sort face aux deux géants.

Ce sont donc plutôt des intérêts bilatéraux que l'on pourrait proposer à Philips. Soit avec CIT-Alcatel : soit avec le groupe Thomson. Outre une part du marché français, le premier apporte un produit opérationnel et ses relations avec le groupe néerlandais sont anciennes. Le second est déjà engagé dans une grande négociation avec Philips - les deux présidents-directeurs généraux se rencontrent à ce sujet le 8 janvier - pour bâtir une coopération avec Grundig dans l'électronique grand public. Ces conversations pourraient être alors étendues aux télécommunications.

D'aucuns estiment cependant que la logique commande à Philips à signer d'abord avec A.T.T. Pour la multinationale néerlandaise, un accord avec le groupe américain sur le téléphone vise le marché mondial. Il ne serait pas incompatible avec une coopération européenne - à vocation antijaponaise - dans l'électronique grand public.

Si l'accord A.T.T.-Philips est conclu à l'automne, il restera aux P.T.T. et aux groupes européens à organiser une contre-offensive. Elle passera sans doute par une initiative pour l'ensemble des marchés publics au nouveau tandem et bâtir des al-

liances industrielles. Cette stratégie aurait cependant deux points faibles : la Grande-Bretagne et la politique de démantèlement du gouvernement de M. Thatcher peut permettre à A.T.T.-Philips de prendre pied sur le marché britannique. L'attitude d'I.T.T. qui peut être tentée, face aux difficultés qu'elle rencontre, elle aussi, dans la mise au point de son central électronique, de se retirer de certains marchés - la R.F.A. notamment - si on n'adopte pas un nouveau matériel. I.T.T. qui

a renoué des liens avec A.T.T. et entend revenir sur le marché américain, pourrait alors être tenté de faire le fit de A.T.T.-Philips en Allemagne.

Dans cette partie du plan stratégique, toutes les cartes n'ont pas encore été abattues. Mais 1983 sera une année charnière. Dans un an, la carte mondiale du marché des télécommunications sera-t-elle nullement profondément modifiée.

J.-M. QUATREPOINT.

## Le communiqué

A.T.T. et Philips annoncent leur accord de principe pour constituer une société commune sous réserve d'études complémentaires et de négociations. Les deux sociétés ont une participation égale.

Selon les prévisions actuelles, la société commune commencera à vendre sur le plan international un système de commutation électronique. Ce système, basé sur la technologie actuelle du système Bell, est adapté aux marchés internationaux en utilisant les connaissances de Philips dans la domaine de la commutation digitale.

La phase initiale, les études seront poursuivies et les sens d'une coopération étendue et certaine pour développer, fabriquer et vendre des équipements de commutation digitale et, si possible, d'autres équipements de télécommunication tels que des systèmes de transmission.

En fonction du résultat de ces études, la société commune pourrait être convertie en une entreprise internationale dont les activités s'exerceraient en dehors des États-Unis dans le domaine des télécommunications publiques.

Les deux sociétés ont convenu d'un accord commun de longue durée sur le marché international (...).

La société aura son siège aux Pays-Bas et devrait être opérationnelle à l'automne.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

Entreprise Nationale SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL  
ET INTERNATIONAL

La Direction des travaux pétroliers lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de :

- PIÈCES DE RECHANGE B.O.P. (BLOW OUT PREVENTER) RUCKER SHAFFER TYPE 61 - MODÈLE LWS

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exception des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 18-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à : SONATRACH - D.T.P. - 2, rue de Capitaine-Azoum - COTE-ROUGE - HUSSEIN-DEY - ALGER - Département Approvisionnement et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires sont double pli cacheté et recommandé portant la mention : « APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 0102.OW/MF » - « A NE PAS OUVRIR CONFIDENTIEL », devront être adressées à l'attention du chef de Département Approvisionnement et Transports.

Ces soumissions doivent parvenir au plus tard le SAMEDI 29 JANVIER 1983, 12 h délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai, sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure de l'offre devra être anonyme et ne comporter aucune inscription ou sigle indiquant son origine.

Le délai d'option sera de deux semaines à compter de la date de clôture de cet appel d'offres.

## NICOLAI SOLDDES

du 3 au 22 Janvier

Aperçu de quelques prix, l'offre faite à la limite des stocks disponibles.

COSTUMES fantaisies deux-pièces	1.550 F soldés 1.240 F	COMPLETS	1.300 F soldés 1.120 F
VESTONS sport tous coloris	1.050 F soldés 840 F	PANTALONS serge et flanelle	420 F soldés 335 F
PARDESSUS classiques haut luxe	1.500 F soldés 1.200 F	LAUNDRY	1.500 F soldés 1.280 F
IMPERMEABLES anglais 100 % coton	— 20 %	SPORTWEAR Bijuons peaux/cuir	— 20 %
CHEMISES ville/sport Cravates	— 20 %	BONNETERIE Chapellerie Accessoires	— 20 %
HOMME DAMES			
Chemises - Tailleurs - Jupes	— 20 %	Chemises - Tailleurs - Jupes	— 30 %

à Paris, 29 rue Tranchet, depuis 1820

Magasin ouvert sans interruption du mardi au samedi de 10 h à 19 h, et le lundi de 14 h à 19 h.

## Un double phénomène

Au cours des prochaines années, on devrait assister sur le marché des télécommunications à un double phénomène : une internationalisation de plus en plus poussée des grands groupes existants ; la multiplication des coopérations croisées. Pour demeurer dans le peloton de tête des géants du téléphone, les fournisseurs doivent combiner trois grands critères : la compétence technologique, des grands marchés intérieurs captifs, un vaste réseau de vente international. Or, à l'heure actuelle, aucun groupe ne réunit ces trois critères. D'où les grandes manœuvres qui visent à constituer des ensembles complémentaires.

La technologie. — Outre A.T.T., il n'y a guère que CIT-Alcatel, le canadien Northern Telecom et le suédois Ericsson qui maîtrisent parfaitement les techniques de commutation électronique publique. Thomson connaît encore des difficultés, mais

comme le japonais Nippon Electric, I.T.T., qui a dépensé 700 millions de dollars pour son « système 12 », Philips, Plessey et Siemens enregistrent de sérieux retards.

Les réseaux commerciaux. — Thomson, Siemens, Ericsson, Philips, NEC peuvent compter sur un réseau mondial. De même qu'I.T.T., qui a cependant vu son influence diminuer. A.T.T., en revanche, n'a pas de réseau de vente international, et celui de CIT-Alcatel reste faible.

Les marchés captifs. — A.T.T., Northern Telecom (au Canada), Nippon Electric, Siemens, le britannique Plessey et les deux groupes français Thomson et CIT-Alcatel peuvent s'appuyer à des degrés divers sur des marchés intérieurs substantiels. Il faut enfin compter avec quelques outsiders, comme le groupe américain General Telephone and

RETROPROJECTION VOS TRANSPARENTS EN QUADRICHROMIE TRAITEMENT SIMULTANÉ DE TOUT DOCUMENT COULEUR ETRAVER 38 av. Daumesnil Paris 12 - 347 21 32

هكوان الوطن



## SOCIAL

### LE REMBOURSEMENT DES ACTES MÉDICAUX Anesthésie - réanimation : le tarif est revalorisé de 70 %

La nomenclature de divers actes en matière de santé vient d'être sensiblement modifiée, par un arrêté paru au Journal officiel du 29 décembre. Points forts de ce changement : l'anesthésie, l'électrocardiologie et l'échographie.

Les anesthésistes réanimateurs viennent d'obtenir satisfaction d'une de leurs plus anciennes revendications. Depuis le 29 décembre, en effet, est reconnu leur droit à une consultation pré-opératoire remboursable par la Sécurité sociale et cotée comme la consultation de leurs collègues chirurgiens - 87 F actuellement.

Autre sujet de contentement pour la profession intéressée : l'acte lui-même change de niveau : de « K 15 », il passe à « K 25 », soit une augmentation de 70 %. Rappelons que le « K » unitaire est, depuis le 15 décembre, à 10,75 F.

En électrocardiographie, il y a également une modification de nomenclature : le « K 12 » devient « K 8 » - moins rémunéré, donc - pour les actes simples pouvant être exécutés en série par les omnipraticiens ; le « K 16 » demeure pour les

actes complexes réalisés par les électrocardiologistes.

L'échographie - examen à partir d'une technique basée sur les ultrasons - connaît, elle aussi, une mise à jour qui correspond à sa récente et rapide extension. Dans les cas simples, elle est cotée « K 10 » ; dans d'autres cas plus complexes, elle peut atteindre « K 20 » ou même « K 35 ». L'utilisation de l'échographie dans la surveillance des grossesses est cependant limitée, pour éviter une consommation de « confort » plus que de nécessité : deux examens seront remboursables pour toute la durée de la grossesse.

Au total, selon une chiffrage effectué par les services de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés, les dépenses nouvelles entraînées par ces modifications de nomenclature sont compensées par les économies réalisées. - D. R.

### Vers un forfait pour l'interruption volontaire de grossesse ?

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le principe est adopté : l'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.) est remboursable par la Sécurité sociale. Mais les décrets d'application tardent, au point que certains se perdent en conjectures. Faudrait-il attendre le lendemain des municipales pour être fixé ? Le problème, soulignent quelques sceptiques, est en effet politique. L'opinion n'accepterait pas, dans sa majorité silencieuse, de voir l'I.V.G. « banalisée », réduite à n'importe quel acte médical. Ce serait nier l'enjeu moral et philosophique de cette décision - volontaire - de la femme à laquelle le médecin se soumet, sauf si sa propre conscience le lui interdit. Autre dimension : quelques peu « sulfureuse » de l'I.V.G. : son apparente contradiction avec une politique nataliste. Les enquêtes menées par l'Institut national des études démographiques ont pourtant prouvé la validité de cet argument.

Bref, en période électorale, le risque existe de voir une partie de l'opinion s'insurger contre une « banalisation » de l'I.V.G. Quoi qu'il en soit, le 6 janvier, doit se tenir à l'hôtel Mergon une réunion qui pourrait être décisive. La cotation de l'I.V.G., dans la nomenclature des actes médicaux, pourrait être fixée. On aura entre-temps tranché entre deux positions. Les défenseurs de l'I.V.G. pour qui cet acte doit être soumis au même régime que les autres sans discrimination, demandent un remboursement égal à celui pratiqué jusqu'à présent pour l'avortement thérapeutique - soit « K 30 ». L'argument à la mesure de la logique, et les faveurs de certains membres de l'administration.

Mais, répondent leurs adversaires, cela va coûter très cher. Si l'on ajoute aux frais d'I.V.G. ceux de l'anesthésie - facultative, au choix de l'intéressée - décaissés cotés à « K 25 », l'on arrive à un total qui entraîne automatiquement le remboursement à 100 %. Que certains praticiens ou cliniques abusent d'une consommation facile... les comptes de la Sécurité sociale s'en ressentiront aussitôt.

DANIELE ROUARD.

## LOGEMENT

### Le financement des Fédérations nationales des travaux publics et du bâtiment

Dans ses éditions des 5 et 6 janvier, le *Matin de Paris*, sous le titre « Arnaque chez les patrons », accuse la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.), puis dans un second temps, la tout aussi puissante Fédération nationale du bâtiment (F.N.B.) de contraindre les entreprises de leur secteur à leur verser une dîme indue, appelée et perçue par les caisses de congés payés de la branche, en plus des cotisations que versent les entrepreneurs aux différents syndicats patronaux (mosaïque difficile à dénouer tant les corps de métiers sont variés, tout comme les spécialités dans l'acte de bâtir, qu'il s'agisse des maisons ou des routes).

#### Un système complexe

C'est un fait, les trente et une caisses de congés payés du B.T.P. (29 caisses régionales pour le bâtiment, une caisse nationale pour les coopératives ouvrières, une caisse nationale pour les travaux publics), cotées par la Caisse nationale de surcompensation du B.T.P., perçoivent et versent aux fédérations, respectivement 0,70 % de salaires bruts des personnels du bâtiment et 0,40 % de salaires bruts des personnels des travaux publics. Les caisses de congés payés, créées par un décret du 18 janvier 1937, avaient été rendues nécessaires par l'instauration par le gouvernement du Front populaire en 1936 des premières vacances payées. Le même type de caisses existe également dans des secteurs où la mobilité de la main-d'œuvre est extrême : spectacles, manutention-transport, dockers. Ces organismes répartissent annuellement entre les salariés les sommes qui sont dues par leurs différents employeurs, au prorata des heures de travail effectuées tout au long de l'année ; avec la cinquième semaine et y compris les charges sociales, celle représente environ 20 % des salaires. De plus, les caisses perçoivent la taxe parafiscale de 0,30 % des salaires destinée à financer le Comité central de coordination de l'apprentissage (C.C.C.A.), 0,12 % de l'organisation professionnelle de prévention du B.T.P. (accidents sur les chantiers) ainsi qu'une cotisation chômage-intempérie variant de 0,45 % (pour le second œuvre), à 2 % (pour le gros œuvre) sur un minimum de 157 200 F de salaires annuels. Enfin la F.N.B. offre avant la loi dite Spilanti sur l'assurance construction, une assurance dite « individuelle de base » couplée avec la cotisation de 0,70 %.

Les cotisations aux fédérations patronales se sont en 1949 peu à peu substituées à la taxe parafiscale versée au comité d'organisation du B.T.P., créé en 1946, qui avait lui-même succédé au comité professionnel provisoire du B.T.P., qui pendant la guerre répartissait les matières premières. La Fédération nationale des travaux publics (qui a réduit de 0,50 % à 0,40 % sa cotisation le 1<sup>er</sup> juillet 1982) a un budget de 75 millions de francs et rétribue la Caisse à raison de 1 % de ses ressources.

J. D.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-IL	6,675 6,625	+ 185 + 210	+ 340 + 430	+1110 +1240
DM	5,485 5,495	+ 90 + 140	+ 270 + 370	+ 790 + 900
Yen (100)	2,8925 2,8980	+ 140 + 265	+ 270 + 305	+ 845 + 900
DM	2,8340 2,8370	+ 140 + 180	+ 310 + 340	+ 950 + 1010
Mark	2,5645 2,5660	+ 155 + 175	+ 325 + 340	+ 940 + 990
F.S. (100)	14,3920 14,4035	- 410 - 230	- 690 - 360	- 1160 - 630
F.S.	3,4010 3,4050	+ 280 + 385	+ 515 + 560	+1545 +1615
L. (1 000)	4,9125 4,9165	- 480 - 480	- 1150 - 1080	- 2430 - 2430
F. imp.	18,7050 18,7140	+ 135 + 240	+ 300 + 450	+1140 +1340

#### TAUX DES EURO-MONNAIES

	8/15/16	5/1/8	8/7/8	9/1/8	8/7/8	9/1/8	8/15/16	9/1/8
SE-IL	5 1/2	5 7/8	1 1/2	5 7/8	5 1/2	5 7/8	5 9/16	5 15/16
DM	4 7/8	5 3/8	4 7/8	5 1/2	4 7/8	5 1/2	4 7/8	5 1/2
Mark	12	14	14 1/4	16 1/2	14 1/4	15 7/8	13 1/4	14 7/8
F.S. (100)	3/8	1 1/8	2 7/16	2 13/16	2 7/8	3 1/8	3 1/16	3 9/16
F.S.	18	25	18	25	18	25	24	24 1/2
L. (1 000)	18	18	18 1/4	18 7/8	18	18 3/16	18 13/16	18 5/8
F. imp.	14	17	20 1/4	22 1/4	20 3/4	22 3/4	21 3/4	23 1/4

### M. MAIRE A M. BERGERON : « IL N'EST PAS INDISPENSABLE DE VOIR LE DIABLE CLÉRIAL PARTOUT POUR ÊTRE LAÏC. »

M. Edmond Maire a répliqué, le 5 janvier, aux accusations portées par M. André Bergeron contre la C.F.D.T. (le Monde du 6 janvier). « La tenue de cette agression, affirme M. Maire, n'a aucun rapport avec la réalité des positions et de l'action de la C.F.D.T. Elle ne saurait donc nous ébranler (...).

« Nous souhaiterions, poursuit M. Maire, que le secrétaire général de F.O. prenne, pour assurer la cohésion de son organisation, d'autres méthodes que celle qui consiste à projeter ses fantômes sur une autre organisation. Au surplus, il n'est pas indispensable de voir le diable clérical partout pour être laïc. Le dirigeant cédériste rappelle que F.O. est saisie d'une proposition de rencontre avec la C.F.D.T. et « souhaite toujours une réponse positive ».

### ROYAUME DU MAROC MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRICOLE

#### KSAR EL KEBIR

### APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX N° 2/82, 3/82, 4/82 et 5/82 SÉANCE NON PUBLIQUE

Le Directeur de l'Office régional de mise en valeur agricole du Loukkos recevra jusqu'au 23 mars 1983, à 12 heures, dernier délai, les offres de prix relatives aux appels d'offres suivants :

N° 2/82 : Fourniture, livraison et montage des équipements électromécaniques de vingt-trois forages d'un débit allant de 75 à 150 l/s, et d'une station de mise en pression d'un débit de 800 l/s, et d'une puissance installée de 1.000 kVA.

N° 3/82 : Fourniture et pose d'un réseau de conduites de collecte et de distribution, en amont ciment d'un diamètre de 80 à 450 millimètres pour une longueur de 22.400 mètres.

N° 4/82 : Fourniture et pose d'un réseau de conduites de collecte et de distribution en béton armé précontraint de diamètre de 500 à 700 millimètres pour une longueur de 11.100 mètres.

N° 5/82 : Les travaux de génie civil de la station de mise en pression, d'un bassin de compensation et de vingt-trois abris des forages et postes de transformation.

Les dossiers sont à retirer à l'O.R.M.V.A. du Loukkos - B.P. 48 - KSAR EL KEBIR - MAROC, contre versement d'un montant de 1.000 DH pour le dossier concernant l'appel d'offres N° 2/82 et 750 DH pour chacun des dossiers concernant les appels d'offres N° 3/82, 4/82 et 5/82.

Ksar El Kebir, le 22 décembre 1982.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE RÉGIONAL  
DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS.

Signé : SAFINE MOULOUD.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

#### DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

#### SOUS-DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 20/82 « S.D.M.C. »

A.P. / 5.621.1.031.00.02

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de matériels scientifiques pour l'équipement des laboratoires de recherche de l'Institut des sciences exactes et de la technologie du Centre universitaire de Sétif.

Les cahiers des charges peuvent être retirés au siège du Ministère de l'enseignement et de la recherche scientifique, direction de l'infrastructure et de l'équipement universitaire, sis 1, rue Bachir-Attar, place du 1<sup>er</sup> Mai, Alger.

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter en plus de l'adresse du Ministère de l'enseignement et de la recherche scientifique la mention : « A.O.I. N° 20/82 « S.D.M.C. », fourniture de matériels scientifiques pour l'équipement des laboratoires de recherche, soumission à ne pas ouvrir ».

Conformément à la circulaire n° 21 DG-CL-DMP du 4.05.1981 du Ministère du commerce, les offres doivent être obligatoirement accompagnées des documents suivants :

- Le statut de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires ou associés ;
- La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social ;
- La liste des principaux gestionnaires de l'entreprise ;
- Les bilans des deux (2) dernières années ;
- L'attestation de non-recours à des intermédiaires, conformément à l'article 12 de la loi 78/02 du 11.02.1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

La date limite de réception des offres est fixée à quarante-cinq jours à compter de la date de parution du présent avis dans la presse nationale.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt jours à compter de la date de clôture du présent avis.

Il est rappelé que le présent avis exclut les regroupements, représentants de firmes, courtiers et autres intermédiaires dont l'intervention est prohibée par la loi 78/02 du 11.02.1978 relative au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

#### DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

#### SOUS-DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

### APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 21/82 « S.D.M.C. »

A.P. / 5.611.3.031.00.04

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de matériels scientifiques destinés à l'Institut de physique de l'Université des sciences et techniques « BOUARI BOUMEDIENE » (U.S.T.H.B.).

Les cahiers des charges peuvent être retirés au siège du Ministère de l'enseignement et de la recherche scientifique, direction de l'infrastructure et de l'équipement universitaire, sis 1, rue Bachir-Attar, place du 1<sup>er</sup> Mai, Alger.

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter en plus de l'adresse du Ministère de l'enseignement et de la recherche scientifique la mention : « A.O.I. N° 21/82 « S.D.M.C. », fourniture de matériels scientifiques destinés à l'Institut de physique de l'U.S.T.H.B., à ne pas ouvrir ».

Toutes les offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par la circulaire n° 21 DG-CL-DMP du Ministère du commerce.

La date limite de réception des offres est fixée à quarante-cinq jours à compter de la date de parution du présent avis dans la presse nationale.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt jours à compter de la date de clôture du présent avis.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 06/82

Un avis d'appel d'offres ouvert national et international est lancé pour la fourniture, la livraison, le montage et la mise en fonctionnement d'équipements technico-pédagogiques dans les branches professionnelles suivantes :

Construction mécanique ; Bâtiment et T.P. ; Bois et ameublement ; Électronique ; Construction métallique ; Métiers d'habillement et textiles ; Administration, emploi de bureaux et divers ; Chimie ; Industrie graphique destinées aux Centres de formation professionnelle situés dans les wilayas suivantes : Alger, Sétif, Blida, Bejaia, Sidi Bel Abbès, Batna, Annaba, Oran.

Les cahiers des charges sont à consulter auprès de la sous-direction de la Réalisation des programmes d'équipements, Ministère de la formation professionnelle.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements et autres intermédiaires, et ce, conformément à la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant Monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

L'offre doit parvenir obligatoirement sous double enveloppe au Ministère de la formation professionnelle, direction des équipements, secrétariat des marchés, rue Farid Zouiouche, Kouba, Alger, Algérie.

L'enveloppe extérieure anonyme, cachetée à la cire d'Espagne et comportant les mentions obligatoires suivantes :

« APPEL D'OFFRES N° 06/82 - CONFIDENTIEL  
A NE PAS OUVRIR »

Toute enveloppe portant tout signe pouvant distinguer le soumissionnaire sera rejetée.

L'enveloppe intérieure contiendra l'offre. La date limite de remise des offres est fixée à soixante jours à compter de la dernière publication du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant cent-vingt jours à compter de la date d'ouverture des plis.

#### TOURNOI DES CINQ NATIONS

### Irlande-France à Dublin du 18 au 20/2/83

2.890 F comprenant vol A.R., hôtel luxe, transferts, entrée stade, assurances.

AIRCOM (S.E.T.I.), 25, rue La Boétie,

75008 Paris - Tél. : 268-15-70. Lic. A962.



# ÉTRANGER

## La Banque mondiale abaisse ses taux d'intérêt

De notre correspondant

Washington. — Sa situation financière s'étant améliorée, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) a décidé, le 5 janvier, d'offrir des taux plus avantageux : 10,97 %, au lieu de 11,43 %. Ainsi est appliquée pour la première fois la décision, prise en juillet dernier, de pratiquer des taux variables — et non plus fixes, — révisables tous les six mois.

Cette mesure avait été précédée, le 7 décembre, d'un autre « cadeau » aux pays emprunteurs : la diminution de moitié de la « commission d'ouverture » de 1,50 %, payable en une fois lors de la signature du contrat. Cette commission avait été instituée au début de 1982, pour permettre alors à la BIRD d'améliorer ses revenus projetés et d'inspirer confiance sur le marché international des capitaux.

« La Banque est un intermédiaire financier, a rappelé, le 5 janvier, l'un de ses vice-présidents, M. Moesen Qureshi, au cours d'une conférence de presse. Elle emprunte aux meilleurs conditions possibles pour pouvoir financer des projets de développement aux taux les plus avantageux. Nous espérons être en mesure de les baisser encore. »

L'exercice 1983, commencé le 1<sup>er</sup> juillet, rend « optimistes » les responsables. La Banque mondiale a pu emprunter 6,18 milliards de dollars à un taux moyen de 9,02 %, alors que les emprunts de 1982 revenaient à 10,3 %. La différence est due au recours — pour la première fois — à des prêts à court terme sur le marché américain (1,49 milliard de dollars), dont les taux sont plus bas, et à l'accroissement des « crédits croisés » de devises (Swap) avec d'autres instituts financiers. Au cours de l'exercice budgétaire en cours, la BIRD financera des projets de développement pour 11,2 milliards de dollars, et ses revenus s'élèveront à 700 millions, soit 100 millions de plus que durant l'exercice précédent.

Les perspectives sont moins roses pour l'Association internationale de développement (AID), qui prête aux pays les plus pauvres. Cette institution de la Banque mondiale est suspendue aux décisions de son principal donateur, les États-Unis. Ces derniers respectent-ils leurs promesses ? Washington s'était engagé à verser 3,24 milliards de dollars, répartis sur trois ans. Mais l'AID n'a reçu que 500 millions en 1981 et 700 millions au cours des deux exercices suivants.

M. Reagan demandera très prochainement au Congrès d'allouer 245 millions supplémentaires pour 1983. Si cette somme est votée, et si le solde des 3,24 milliards de dollars est versé d'ici à 1984, les autres grands donateurs suivront. En cas de nouveau retard, au contraire, le septième reconstitution des ressources de l'AID, pour laquelle les négociations viennent de commencer, serait en péril.

« Nous nous trouvons dans une situation bien meilleure que l'on dernier, où régnait une incertitude complète », a déclaré M. Qureshi. Même avec 700 millions de dollars de contribution américaine, l'AID pourra prêter 3,3 milliards de dollars en 1983, et à peu près autant l'année budgétaire prochaine. Mais le niveau des ressources n'est toujours pas adéquat. « La septième AID nécessitera, en effet, beaucoup d'argent, pour trois raisons : les effets de la récession actuelle, la croissance négative qu'ont connue les pays subahariens pendant la dernière décennie et l'adhésion de la Chine, qui a des besoins financiers importants. — R. S. »

« Baisse des taux d'intérêt de F.M.I. — Le Fonds monétaire international a ramené de 8,9 % à 8,47 % le taux d'intérêt versé aux pays titulaires de D.T.S. (droits de tirage spéciaux). Quand aux pays créanciers (ceux dont la monnaie a été tirée par les pays membres emprunteurs), ils recevront un taux, également en baisse, de 7,2 % (au lieu de 7,57 % précédemment).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Moët-Hennessy

#### AUGMENTATION DE CAPITAL

Au cours de sa réunion du 4 janvier 1983, le conseil d'administration a confirmé sa décision du 25 novembre 1982 de procéder à une augmentation de capital contre espèces et en a défini les modalités.

Par cette opération, le capital social sera porté de 214 704 650 F à 241 542 700 F par émission de 536 761 actions de 50 F nominal chacune, émises au prix de 550 F et réservées aux actionnaires anciens à raison d'une action nouvelle pour huit actions anciennes. Les actions émises à l'occasion de cette opération auront droit au dividende afférent à l'exercice 1983. La souscription aura lieu du 17 janvier au 17 février 1983.

Cette émission a pour but de consolider la situation financière du groupe et

d'assurer ainsi la nécessaire mobilité de sa stratégie. Elle permettra, en outre, de financer les investissements de diversification réalisés (prise de participation de 34 % dans le groupe Delbard et de 100 % dans Armstrong Nurseries Inc.) et l'exceptionnelle récolte de champagne de 1982.

### CREDIT LYONNAIS EUROPEENNAIRES

Situé à Paris, le Crédit Lyonnais Européen a pour objet de financer les entreprises européennes. Sa situation au 30 novembre 1982 s'établit à 583 131 millions contre 593 492 millions au 30 novembre 1981. Les comptes d'Instituts d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 28 977 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements financiers à 255 940 millions de francs. Les ressources fournies par la clientèle totalisent 198 472 millions de francs. À l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements financiers s'élèvent à 227 081 millions de francs. Les crédits à la Clientèle à 215 819 millions de francs et les comptes ordinaires d'émission à 25 419 millions de francs.

#### CESSATION DE GARANTIE

Le Banco de Bilbao, succursale de Paris, 29, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, fait savoir qu'à la demande de la S.A.R.L. Voyages Ecuador France, 5, rue des Acacias, 75017 Paris, titulaire de la licence d'État n° A 1415, la garantie de 240 000 F dont celle-ci bénéficiait depuis le 3 février 1981 cessera à l'expiration de trois jours de la date de la présente publication conformément aux dispositions de l'article 20 du décret n° 77 363 du 28 mars 1977 (loi n° 75 627 du 11 juillet 1975).

Les créances éventuelles, nées antérieurement à la cessation de garantie, sont susceptibles de demeurer couvertes par le Banco de Bilbao, à condition d'être produites dans un délai de trois mois à compter de la présente publication (article 20 du décret précité).

La présente publication n'emporte aucune appréciation concernant la solvabilité et l'honorabilité de la Société Voyages Ecuador France qui bénéficie désormais de la garantie financière de l'Association professionnelle de solidarité des agences de voyages (APSAV), 4, rue Villaret-de-Joyeuse, 75017 Paris.

La présente publication n'emporte aucune appréciation concernant la solvabilité et l'honorabilité de la Société Voyages Ecuador France qui bénéficie désormais de la garantie financière de l'Association professionnelle de solidarité des agences de voyages (APSAV), 4, rue Villaret-de-Joyeuse, 75017 Paris.

## En Italie

### Les syndicats entendent réagir vigoureusement à l'augmentation de la fiscalité indirecte

Rome. — L'Italie tend à se rapprocher du modèle fiscal français caractérisé par une imposition indirecte plus forte que la taxation directe. L'accord conclu le 4 janvier entre les syndicats et le ministère des finances prévoit en effet une diminution substantielle (7 000 milliards de lires) de l'impôt sur les salaires, soit un gain d'environ 2 % par salarié.

Cet accord, conditionnel, n'entrera en vigueur que si les syndicats et le patronat réussissent à s'entendre sur la question de l'échelle mobile des salaires. Il intervient quelques jours après que le gou-

vernement ait annoncé une augmentation importante de la fiscalité indirecte.

Tout en jugeant positive l'initiative gouvernementale de réduire les impôts sur le revenu, les syndicats estiment que ces mesures sont insuffisantes pour diminuer la tension sociale. Ils se proposent de réagir avec fermeté aux augmentations de taxation indirecte et à la révision des prestations en matière de santé et de prévoyance qui devraient être annoncées le 7 janvier. Ils prévoient en outre une grève générale si un accord ne peut se réaliser sur l'échelle mobile des salaires.

De notre correspondant.

par les tickets d'autobus et les jeux vidéo, tout augmente : « Les services d'Etat deviennent un luxe », titrait *Il Manifesto* (extrême gauche), tandis que les communistes qualifiaient de « réactionnaire » cette « avalanche » qui frappe de manière incriminée les catégories sociales qu'ils appellent à se mobiliser contre les décisions gouvernementales.

Et ce n'est là pourtant qu'un début : alors que les Italiens sont encore à calculer combien leur collera l'augmentation des impôts décidée par le gouvernement, est annoncé pour vendredi 7 janvier un conseil des ministres qui doit prendre de nouvelles mesures. Un impôt extraordinaire devrait faire entrer dans les caisses de l'Etat 2 000 milliards de lires, tandis qu'une révision des modalités de remboursement des frais de santé et des allocations versées au titre de la prévoyance devrait faire débourser davantage à l'assur.

Au regard d'un déficit budgétaire record représentant 15 % du P.N.B.,

ces mesures paraissent s'imposer. Mais l'identité de vues en la matière au sein de la majorité apparaît moins évidente. D'ores et déjà, sociaux-démocrates et libéraux se sont déclarés opposés à certains aspects de la nouvelle politique.

Ces mesures fiscales sont en fait un premier test pour le cabinet Fanfani. Le débat extraordinaire au Parlement sera un test non seulement de la solidité de la coalition gouvernementale à quatre (démocratie chrétienne, parti socialiste, parti social-démocrate et parti libéral), mais également de la volonté concrète d'éviter le recours aux élections anticipées. Les démocrates-chrétiens se sont déjà déclarés favorables à un renvoi des élections locales prévues pour le printemps, ce qui éviterait aux partis de se soumettre au jugement des électeurs au lendemain de l'adoption de mesures sévères. Du côté socialiste, on note pour l'instant une prudente réserve.

Sur le plan économique et social, les nouvelles mesures décidées par le cabinet Fanfani ne sont accueillies positivement ni du côté du patronat ni du côté des syndicats, qui ont décidé de « faire preuve de fermeté » et parlent de grève générale. La critique la plus fréquemment adressée au gouvernement est que cette « ségné » fiscale n'est accompagnée d'aucune mesure destinée à relancer l'économie, à ralentir l'inflation (17 %), ou à améliorer l'emploi.

En douze ans, la pression fiscale (directe et indirecte) a augmenté de 10 %, représentant 41,2 % du P.N.B. « Au moins dans ce domaine, écrit la *Stampa*, nous avons rejoint le niveau européen : après ce nouveau tour de vis, il est possible qu'en 1983 nous le dépassions, mais avec peu d'espoir d'égaliser le reste de l'Europe en termes de prestations sociales et de stimulation de l'économie. »

Les nouvelles mesures fiscales décidées par le gouvernement suscitent la perplexité, surtout parce qu'elles sont à sens unique : on augmente les recettes, mais rien n'est fait pour diminuer les dépenses. En outre, soulignent certains économistes, si ces mesures fiscales demeurent isolées, on risque de contenir marginalement le déficit public, sans pour autant freiner l'inflation.

PHILIPPE PONS.

## En Belgique

### DIX MILLE EMPLOIS POUR- RAIENT DISPARAITRE DANS LA SIDÉRURGIE WALLONNE

Le groupe sidérurgiste allemand Korf, en proie à de graves difficultés financières, pourrait être amené à court terme à demander l'ouverture d'une procédure de mise en règlement judiciaire. En Belgique, d'autre part, la société sidérurgique Cockerill-Sambre envisage de réduire ses effectifs de 4 %.

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Le premier ministre belge, M. Martens, a souligné des vagues de protestations dans les milieux syndicaux en déclarant qu'aucune réforme ne sera entreprise à Cockerill-Sambre si le nouveau plan social, qui reste encore à négocier, n'est pas appliqué dès le 1<sup>er</sup> février. Aux yeux du gouvernement, ce plan doit prévoir une réduction de 5 à 10 % de la masse salariale. M. Martens veut d'ajouter que les licenciements dans la sidérurgie wallonne pourraient atteindre le chiffre de dix mille. Sans mettre en cause M. Gansel, qui vient d'être pressenti, le premier ministre n'en a pas moins laissé entendre que ce diagnostic très pessimiste serait, selon formé, du moins envisagé par celui qui devrait devenir le consultant technique de Cockerill-Sambre.

Un aspect plus réconfortant des affaires de la grande société wallonne vient d'être confirmé à Liège. La division « constructions mécaniques » de Cockerill-Sambre est désormais « filialisée » : elle disposera donc d'une autonomie lui permettant de rechercher de nouvelles ressources financières indépendamment du contexte sidérurgique.

La nouvelle société, qui prend le nom de Cockerill-Mechanical Industries, emploie deux mille personnes. Son chiffre d'affaires probable est évalué à 5 milliards de francs belges. Son activité s'exerce notamment dans le nucléaire, les chaudières, les moteurs Diesel, les locomotives, les équipements pour l'industrie métallurgique et la défense (depuis 1974, l'entreprise fabrique le canon Cockerill de 90 millimètres). La direction de C.M.I. envisage maintenant d'accroître encore ses efforts d'exportation, notamment vers les pays du Sud-Est asiatique et de l'Amérique latine. — J. W.

« Le nombre de chômeurs complets indemnisés est passé en Belgique de 473 663 fin novembre à 483 989 au 31 décembre 1982, soit une augmentation de 2,2 % (+ 10 296) et 11,6 % de la population active. La région flamande a été particulièrement touchée, avec 6 427 chômeurs en plus, tandis qu'en Wallonie 2 903 travailleurs ont perdu leur emploi. — (A.F.P.) »

### Quand les fermiers américains retrouvent les réflexes des années 20

Washington (A.F.P.). — Crisés de dettes, les agriculteurs américains commencent à recourir aux tactiques utilisées pendant la « grande crise » pour s'opposer à la saisie de leurs terres hypothéquées. Deux cents agriculteurs se sont rassemblés à Springfield, un village du sud-est du Colorado, pour tenter d'empêcher la vente aux enchères de l'exploitation de l'un des leurs. M. Jerry Wright, incapable de rembourser ses dettes depuis trois ans.

Les manifestants, dont certains, venus du Missouri et de l'Illinois, avaient fait plusieurs centaines de kilomètres, ont voulu couvrir de leurs cris le prononcé de la vente, puis forcer les portes du tribunal pour détruire l'acte de vente. La police a fait usage de gaz lacrymogènes, et trois personnes ont été arrêtées.

L'effortement a mis en lumière les difficultés des agriculteurs américains. Leurs revenus, pour 1982, sont estimés à 19 milliards de dollars, soit, en tenant compte de l'inflation, le niveau le plus bas jamais enregistré depuis la Grande Dépression. Ils ne représentent même pas de quoi payer les intérêts de leurs

200 milliards de dollars de dettes, et près d'un quart d'entre eux sort en déficit de paiement. Des récoltes-record qui font tomber les cours, la hausse du prix des engrais et des machines agricoles et la baisse de la valeur des terres expliquent en partie ce malaise.

Sans attendre une aide en faveur des agriculteurs en défaut de paiement, plusieurs communautés rurales passent à l'action directe. En novembre dernier, les protestations d'une centaine d'agriculteurs avaient empêché une vente publique dans le Sud de l'Illinois. Un mois plus tôt, dans la même région, une cinquantaine de manifestants avaient occupé des bureaux et obtenu la renégociation de la dette d'un des leurs.

Leurs méthodes s'inspirent de celles de la fin des années 1920 : la sécheresse et la spéculation foncière chassaient de leurs terres les petits agriculteurs dont les voisins s'unissaient pour désorganiser les ventes publiques. Les instruments aratoires ou les exploitations étaient parfois saisis en limitant les enchères à quelques continues.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

#### DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

#### SOUS-DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

### APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 22/82 « S.D.M.C. »

A.P. / 5.611.3.031.00.03

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture de matériels scientifiques aux :

Départements de : chirurgie ; anatomie pathologie ; hématologie ; pédiatrie ; physiologie ; toxicologie ; chirurgie infantile ; biologie cellulaire, des établissements d'enseignement supérieur (Instituts des sciences médicales d'Alger et d'Oran).

Les cahiers des charges peuvent être retirés au siège du Ministère de l'Enseignement et de la recherche scientifique, direction de l'infrastructure et de l'équipement universitaire, sis 1, rue Bachir-Attar, place du 1<sup>er</sup> Mai, Alger.

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la recherche scientifique la mention : « A.O.I. N° 22/82 « S.D.M.C. », fourniture de matériels scientifiques destinés aux établissements d'enseignement supérieur (Instituts des sciences médicales d'Alger et d'Oran), à ne pas ouvrir ».

Toutes les offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par la circulaire n° 21 DG-CI-DMP, Ministère du commerce.

La date limite de réception des offres est fixée à quarante-cinq jours à compter de la date de parution du présent avis dans la presse nationale. Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt jours à compter de la date de clôture du présent avis.

## Le Carnet des Entreprises

### ● CRÉDIT NAVAL - C.M.A.F.

#### M. HENRI YRISSEU,

Inspecteur général des finances honoraire, Président-directeur général du CRÉDIT NAVAL - C.M.A.F. depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1977, cesse ses fonctions, conformément aux statuts, le 31 décembre 1982. En Président d'honneur, M. Yrissou continuera de siéger comme Administrateur au Conseil de la banque.

Il est rappelé que M. Henri Yrissou a été le Directeur des Cabinets ministériels d'Antoine Pinay aux Travaux publics, à la présidence du Conseil, aux Affaires étrangères et aux Finances, et qu'il a été Député, à l'Assemblée Nationale, membre de la Commission des finances.

Dans la séance du 7 décembre 1982, le Conseil d'administration du CRÉDIT NAVAL - C.M.A.F. a nommé administrateur, en remplacement du CRÉDIT FONCIER de FRANCE, démissionnaire,

#### M. MAX LAXAN,

qui a été élu Président-directeur général de la Société, à la succession de M. Henri Yrissou, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1983.

Agé de 63 ans, M. Max Laxan a été, notamment, à partir de 1956, Directeur général adjoint des Impôts, puis Directeur général de 1961 à 1967, Sous-Gouverneur du CRÉDIT FONCIER de FRANCE dès 1967, il en a été nommé Gouverneur à la fin de 1979 et Gouverneur honoraire le 23 novembre 1982. M. Laxan est également Inspecteur Général des Finances honoraire et Président, depuis 1981, de l'Association fiscale internationale.

Le Conseil du CRÉDIT NAVAL - C.M.A.F. a, par ailleurs, confirmé M. Pierre Decker dans ses fonctions de Vice-Président ; il a élu un deuxième Vice-Président, la Société générale, qui est représentée au Conseil par M. Daniel Hus, son Directeur général adjoint.

M. Robert Lavenir, Directeur général du CRÉDIT NAVAL - C.M.A.F. depuis le mois d'octobre 1979, a été confirmé dans ses fonctions.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DOSSIER

2. Les propositions de M. Louis Legrand « pour un collège démocratique ».

### ÉTRANGER

#### 3. EUROPE

- ESPAGNE : l'attitude de l'ETA militaire après l'arrivée des socialistes au pouvoir.

- ITALIE : l'enquête sur le « filière but-gare ».

#### 4. DIPLOMATIE

- Les propositions du pacte de Varsovie.

#### 5. AMÉRIQUES

- SURINAME : « Nous allons intensifier notre lutte contre l'impérialisme », nous déclare le lieutenant-colonel Bouterse.

#### 6. ASIE

#### 7. PROCHE-ORIENT

- Le chef de l'État israélien à Washington.

- Un officier israélien accuse le général Sharon d'encourager la violence contre les Palestiniens.

### POLITIQUE

9. POINT DE VUE : « Fonctionnaire-citoyen », par Anicet La Pora.

- Les frustrations de la politique.

10-11. Le plan de lutte contre la violence en Corse.

### SOCIÉTÉ

12. Au cours du conseil du 2 février, Jean-Paul II nommera dix-huit nouveaux cardinaux.

21. SPORTS : la crise des clubs de football ; le rallye Paris-Dakar.

### LE MONDE DES LIVRES

13. Lectures érotiques et rêves libertins.

- « Pour traverser les époques sans futur », par Bertrand Poirot-Delpech.

- L'idée républicaine en France depuis la Révolution.

14. HISTOIRE.

- LA LITTÉRAIRE.

- Lettres étrangères.

- Auteurs et paradoxes de Thomas Bernhard.

### CULTURE

16. MUSIQUE : « Les Maîtres chanteurs », par l'Opéra de Berlin-Est.

18. COMMUNICATION : le ministre des P.T.T. confirme son autorité sur T.D.F.

- VU : les bergers en armes.

### ÉQUIPEMENT

21. ENVIRONNEMENT : les militants antinucéaires cessent l'occupation du port de Cherbourg.

### ÉCONOMIE

22. AFFAIRES : la concentration dans l'électronique.

23. SOCIAL : le remboursement des actes médicaux.

- LOGEMENT : le financement des habitations sociales et du bâtiment.

24. ÉTRANGER : les syndicats italiens démissionnent à l'augmentation de la fiscalité indirecte.

**RADIO-TÉLÉVISION (18)**  
**INFORMATIONS**  
« SERVICES » (19) :  
Bibliographie : « Journal officiel » ; Arlequin ; Loterie nationale ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.  
Annonces classées (20) ; Carnet (21) ; Programmes des spectacles (17) ; Marchés financiers (25).

Le numéro du « Monde » daté 6 janvier 1983 a été tiré à 513 244 exemplaires.

(Publicité)

**Mini-copieur personnel tout papier**

Chez Duriez 8950 F (t.c.)

NOUVEAU CANON PC 10 : le plus fiable, le plus petit, le moins cher des copieurs tous papiers. Aucune entretien. Toutes pièces essentielles changées avec la cartouche d'encre. Poids 19,8 kg. Dim. 41 x 47 x 18 cm. Vous l'emportez à la Bibliothèque (Nationale) ou autre modèle PC 20 : Alimentation automatique. Prix Duriez 9950 F + 112 bd St-Germain, Odéon.

A B C D E F G

## LES NÉGOCIATIONS SUR LA RETRAITE À 60 ANS

### Les projets patronaux sur le montant et le financement des pensions inquiètent les syndicats

C'est avec réserve que les syndicats ont repris les négociations avec le C.N.P.F., jeudi 6 janvier, sur la retraite à soixante ans. Afin d'appuyer ses revendications, la C.G.T. a lancé un appel à « une grande journée nationale d'intervention des travailleurs », le 11 janvier, date de la prochaine réunion syndicale-patronale.

Le « mémorandum » envoyé par le patronat à chaque organisation marque certes un progrès mais provoque maintes interrogations à la fois sur le montant de la retraite et sur son financement.

Les progrès tout d'abord : le C.N.P.F. accepte que les régimes de retraites complémentaires s'alignent sur le régime général puisque ce sont les classes des non-cadres (ARRCO) et des cadres (AGIRC) qui verseront le montant des droits acquis à soixante ans « sans faire application des coefficients d'anticipation ». Au sens strict, il n'y aura donc pas de régime transitoire et les systèmes complémentaires accorderont comme le régime général, une retraite à taux plein à soixante ans. Reste à savoir quel sera le montant de cette retraite complémentaire et qui, exactement, pourra en bénéficier. Autant de questions qui suscitent les inquiétudes des syndicats et une série de revendications.

● Les bénéficiaires : le C.N.P.F., dans son projet indique que « les salariés en activité et les chômeurs indemnisés par les Assedic et âgés de soixante ans et justifiant de 37,5 années d'assurance » pourront bénéficier du nouveau droit. La C.F.D.T. demande quel sort sera fait à ceux qu'on appelle « les perdus » c'est-à-dire les femmes, les immigrés, les travailleurs indépendants, tous ceux qui ne sont à soixante ans ni salariés ni chômeurs mais ont cotisé durant un certain temps comme salariés.

● Le montant : s'il est bien prévu qu'à soixante ans, le droit à la retraite complémentaire sera à « taux plein », c'est-à-dire sans abattement, il faut cependant bien comprendre que le montant de la pension est fonction des points acquis jusqu'à soixante ans et non plus jusqu'à soixante-cinq ans. Concrètement cela signifie qu'avec cinq années de moins de cotisation, la pension est réduite. La C.G.T. calcule qu'à la pension du régime général (40 à 50 % du salaire-plafond selon le nombre d'années de cotisation) s'ajouterait la retraite complémentaire (15 à 20 % du salaire total ou déduction) soit beaucoup moins que 70 %. Les délégués réclament donc pour la période de soixante à soixante-cinq ans que des points gratuits soient accordés... sinon ajoutent-ils, une nouvelle injustice serait créée.

En effet, les préretraités obtiennent ces points gratuits même quand ils ont cotisé dix ans, alors qu'un nouveau retraité ayant cotisé par exemple trente-deux ans n'en bénéficierait pas. Autres revendications : la C.G.T. et la C.F.D.T. demandent qu'un nouveau minimum de pension soit accordé comme dans le système des préretraités.

Tout en effet, les préretraités obtiennent ces points gratuits même quand ils ont cotisé dix ans, alors qu'un nouveau retraité ayant cotisé par exemple trente-deux ans n'en bénéficierait pas. Autres revendications : la C.G.T. et la C.F.D.T. demandent qu'un nouveau minimum de pension soit accordé comme dans le système des préretraités.

### Légère baisse du dollar

Les taux de l'eurodollar s'inscrivent légèrement en baisse ce jeudi matin (le taux à six mois s'établissait à 9 1/16) alors qu'on craignait le taux était relevé sur le marché monétaire.

**VOIR TOUS LES HALOGENES**

Des lampadaires qui éclairent toute une pièce

Confiez votre choix au spécialiste de l'éclairage

**READY MADE**

38 et 40, rue Jacob 75006 PARIS. Tél. 240.84.25 et 28.01.

**CAPESUL**  
CHEMISIER - TAILLEUR  
**solde**  
123 Bd Saint-Germain Paris 6e

## LA SITUATION EN CORSE

### Quatre cents personnes ont manifesté à Corte contre la violence

De notre envoyé spécial

Corte. — C'est dans une ville en état de siège que près de quatre cents personnes ont manifesté, jeudi 6 janvier à partir de 10 heures, leur soutien au docteur Jean-Paul Lafay, blessé le 31 décembre de trois balles de 9 mm par un inconnu. Escadron de gendarmes mobiles, dépêché en renfort, patrouilles sur les routes, gardiens de la paix montés de Bastia, tout avait été prévu pour que ce rassemblement très attendu depuis l'annonce des mesures gouvernementales, se déroule sans incidents.

Le calme a régné tout au long du cortège dans les rues de Corte. Trop de calme peut-être, car tous ceux qui espéraient de ce défilé le signe d'une « nouvelle résistance à la peur » n'ont pas caché leur déception. Quatre cents, c'est encore trop peu, surtout que les rangs de la manifestation silencieuse étaient composés pour l'essentiel de militants de l'opposition. La présence de plusieurs responsables M.R.G. de Haute-Corse ne pouvait faire illusion : ce rassemblement était l'affaire du R.P.R., accessoirement du

Modèle très influencé à Corte par le mouvement de M. Jacques Chirac et par les associations de commerçants et des amis du docteur Lafay.

Sur les murs des maisons, le long du défilé, avaient refléuri les affichettes tricolores de Francia, l'ancien mouvement clandestin anti-F.L.N.C. Des banderoles qui, elles aussi, avaient déjà servi porteurs de messages connus : « Qui à la Corse française », « Halte à l'irréparable », « M. Jean Colonna, conseiller général R.P.R. de Corte, était la personnalité la plus entourée ».

Pourtant il fut fort peu question des événements récents et du vétérinaire de Corte. Le docteur Lafay est toujours soigné à l'hôpital de Bastia, et ses amis, les éleveurs de la région, qui s'inquiètent de son absence du sort de leurs troupeaux, hésitaient, jeudi matin, à proclamer leur solidarité. Sur les trottoirs, les jeunes, parmi lesquels des autonomistes et des nationalistes, regardaient passer, s'agrippant, ce cortège d'adultes aux allures d'enterrement.

PH. BG.

## PORTEUR D'URANIUM ENRICH

### Un satellite espion soviétique risque de s'écraser sur Terre

Un satellite espion soviétique, Cosmos-1402, va sans doute se désintégrer prochainement dans les hautes couches de l'atmosphère. La nouvelle, diffusée mercredi 5 janvier par les services de renseignements américains, serait de peu d'importance si l'engin n'était équipé pour alimenter ses appareils de bord d'un générateur nucléaire, fonctionnant grâce à une charge d'uranium enrichi.

Pour le moment, les spécialistes sont dans l'impossibilité de dire avec précision quand et où le satellite tombera. Un seul fait paraît certain : l'événement aura probablement lieu avant la fin du mois, si les techniciens du centre de contrôle soviétique ne parviennent pas à mettre à feu le petit moteur fusée utilisé normalement, en fin de vie du satellite, pour remonter sur une orbite haute — environ 1 000 kilomètres d'altitude — l'engin et son générateur nucléaire. A cette altitude, en effet, un vaisseau spatial peut rester en orbite pendant des années sans avoir besoin de retomber sur la Terre, soit un temps largement suffisant pour qu'une bonne partie des matières nucléaires qu'il contient aient le temps de se désactiver.

Même si, au nom des statistiques, on peut penser que Cosmos-1402 s'abîmera plutôt en mer — ce qui présenterait peu de danger — que sur les terres émergées qui n'occupent que 30 % environ de la surface du globe, on ne peut écarter une chute dans une région à forte densité de population. Dans un tel cas, la situation, sans être catastrophique, n'en serait pas moins alarmante : les débris métalliques de la carcasse de l'engin — non radioactifs — qui auraient résisté à la traversée dans l'atmosphère (1) pourraient présenter un danger, et ceux qui émettent des rayonnements ionisants risqueraient d'irradier les personnes présentes dans la zone d'impact. Il y a cependant lieu de croire que les mesures de trajectographie effectuées dans les heures qui précéderont la chute permettront de prendre à temps les précautions nécessaires.

On peut cependant s'étonner que les Soviétiques, après l'affaire du Cosmos-954, n'aient pas, comme l'avaient réclamé le concert des nations et de manière plus directe le président Carter, renoncé à mettre en orbite des satellites équipés de tels générateurs nucléaires (2).

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Cosmos-1402, s'il est du même type que Cosmos-954, est un assez gros engin, d'un poids d'environ 3 tonnes pour une longueur de 14 mètres et un diamètre de 2 mètres.

(2) Les États-Unis ont connu dans les années 60 de tels problèmes avec des générateurs radio-isotopiques, mais sans conséquences. Aujourd'hui, ils n'ont pas de satellites équipés de semblables générateurs. Seules les sondes interplanétaires en sont équipées.

Pour la deuxième fois consécutive, le manque de place nous contraint à consacrer cette page traditionnelle réservée aux « Idées » à un dossier d'actualité : hier l'interview du général Rogers, aujourd'hui les projets de réformes dans les collèges. A vrai dire, nous restons, ce faisant, fidèles à la vocation de cette page, qui est d'apporter, dans tous les domaines, une contribution au débat d'idées. Mais cette modification demeure exceptionnelle, et nous retournerons dès demain à la présentation traditionnelle, avec des articles consacrés à F.U.R.S.E. de M. Andropov, par André Fontaine (« Entre deux paradis »), Léo Hamon (« Domestique, domestique ») et Pierre-Luc Stéphan (« Sortir de Yalta »).

## Au « Monde »

### BERNARD LAUZANNE ET CINQ AUTRES JOURNALISTES PRENNENT LEUR RETRAITE

Bernard Lauzanne, qui dirigeait la rédaction du Monde depuis 1978, prend sa retraite. Il collaborait à notre journal depuis 1945. Avec lui s'en vont, pour les mêmes raisons, Jacqueline Piatier, qui dirigeait « le Monde des livres », Henri Fesquet, chef de la rubrique Religion, Alain Guichard, journaliste parlementaire, qui rendait compte notamment des activités du Sénat, Léo Palicio, notre ancien correspondant à Orléans, qui fut aussi secrétaire de rédaction et correspondant régional à Toulouse, Henri Weidlich, sténographe, qui a passé trente-six ans dans notre maison.

Avant de partir, Bernard Lauzanne a préparé son successeur, Thomas Ferenzi, à ses nouvelles fonctions. C'est François Bott qui remplace Jacqueline Piatier à la direction du « Monde des livres ».

Le Monde a salué, comme il le devait, le mercredi 5 janvier, ces six confrères. Ce fut l'occasion de rappeler leurs débuts dans la presse qui correspondait à la jeunesse de notre journal. Un peu d'humour, pas mal d'émotion et beaucoup de simplicité ont marqué cette réunion familiale. Nous tenons à associer nos lecteurs à l'hommage que nous avons rendu à nos amis et à Bernard Lauzanne, ce mémorandum qui fut le chef d'orchestre quotidien de la rédaction.

## En République

### Sud-Africaine

### CONTROVERSE À LA SUITE DU RALLIEMENT DE DIRIGEANTS MÉTIS À UN PROJET DU GOUVERNEMENT

(De notre correspondant.)

Johannesburg. — Le premier ministre sud-africain, M. Pieter Botha, a réagi prudemment mais favorablement, mercredi 5 janvier, à l'adhésion de principe du parti travailliste métis à son projet de réforme constitutionnelle (le Monde du 6 janvier). Si ces résolutions relèvent d'une politique constructive de coopération, elles doivent être cordialement accueillies, a-t-il fait savoir dans un communiqué.

La presse progressiste et même certains quotidiens anglophones traditionnellement opposés à l'apartheid ont loué « le réalisme », « l'honnêteté » ou « l'approche constructive » des travailleurs métis. En revanche, le chef zoulou Buthezi a eu droit à une volée de bois vert pour avoir accusé les politiciens métis de s'être laissés intimider, voire acheter, par le gouvernement.

Trois membres influents de la direction du Parti travailliste ont cependant donné leur démission en signe de protestation. — P.C.

(Publicité)

## VOYAGES ET EXPÉDITIONS AU

### BHOUTAN

5 voyages différents

PEUPLES DU MONDE,

10, r. de Turin, 75004 Paris

Tél. : 271-50-56 - T.C.G. L. 961

**BOUTIQUES POUR LUI**  
112, rue de Richelieu Paris 2ème  
Carrefour Richelieu Drouot

Guy Dornieul  
NINO CERRUTI  
Barberrys  
Christian Dior  
francesco smalto  
YVES SAINT LAURENT

هكذا من الرجل